

Rapport aux actionnaires

Deuxième trimestre 2024

La Banque Nationale divulgue ses résultats du deuxième trimestre de 2024 et hausse son dividende trimestriel de 4 cents, à 1,10 \$ par action

L'information financière contenue dans le présent document est basée sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2024 préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) telles que publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB), sauf indication contraire. Les IFRS représentent les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les symboles M\$ et G\$ désignent respectivement les millions et les milliards de dollars canadiens.

MONTREAL, le 29 mai 2024 – La Banque Nationale déclare un résultat net de 906 M\$ au deuxième trimestre de 2024 comparativement à 832 M\$ au deuxième trimestre de 2023, en hausse de 9 %. Le résultat dilué par action s'établit à 2,54 \$ au deuxième trimestre de 2024 par rapport à 2,34 \$ au trimestre correspondant de 2023. Ces hausses s'expliquent par la croissance du revenu total de tous les secteurs d'exploitation atténuée par l'augmentation des frais autres que d'intérêts et des dotations aux pertes de crédit.

Le résultat net de la Banque pour le semestre terminé le 30 avril 2024 se chiffre à 1 828 M\$ par rapport à 1 708 M\$ pour la période correspondante de 2023, en hausse de 7 %. Le résultat dilué par action atteint 5,13 \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2024, contre 4,81 \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2023. Ces hausses proviennent de la bonne performance de tous les secteurs d'exploitation attribuable à la croissance des revenus, en partie contrebalancée par l'augmentation des frais autres que d'intérêts et des dotations aux pertes de crédit, ainsi que de l'impact des mesures fiscales 2022 du gouvernement du Canada sur la charge d'impôts enregistré au cours du premier semestre de 2023. En excluant l'impact de ces mesures, le résultat net ajusté ⁽¹⁾ pour le semestre terminé le 30 avril 2024 s'élève à 1 828 M\$ et se compare à 1 732 M\$ pour le semestre correspondant de 2023, en hausse de 6 %, et le résultat dilué par action ajusté ⁽¹⁾ se chiffre à 5,13 \$ par rapport à 4,88 \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2023, en hausse de 5 %.

« La Banque Nationale a généré de très bons résultats financiers au deuxième trimestre de 2024, grâce à une exécution disciplinée de notre stratégie dans tous nos secteurs d'exploitation et à notre modèle d'affaires diversifié », a commenté Laurent Ferreira, président et chef de la direction de la Banque Nationale du Canada. « Dans un environnement macroéconomique toujours incertain, nous restons engagés à maintenir notre approche prudente au niveau du capital, du crédit et des coûts, et à générer de la valeur à long terme pour nos actionnaires. »

Faits saillants

(en millions de dollars canadiens)	Trimestre terminé le 30 avril			Semestre terminé le 30 avril		
	2024	2023 ⁽²⁾	Variation %	2024	2023 ⁽²⁾	Variation %
Résultat net	906	832	9	1 828	1 708	7
Résultat dilué par action <i>(en dollars)</i>	2,54 \$	2,34 \$	9	5,13 \$	4,81 \$	7
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts	1 278	1 084	18	2 539	2 256	13
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires ⁽³⁾	16,9 %	17,2 %		17,0 %	17,5 %	
Ratio de versement des dividendes ⁽³⁾	43,2 %	40,5 %		43,2 %	40,5 %	
Résultats d'exploitation – ajustés ⁽¹⁾						
Résultat net – ajusté	906	832	9	1 828	1 732	6
Résultat dilué par action – ajusté <i>(en dollars)</i>	2,54 \$	2,34 \$	9	5,13 \$	4,88 \$	5
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts – ajusté	1 365	1 216	12	2 736	2 518	9
				Au 30 avril 2024	Au 31 octobre 2023	
Ratio des fonds propres CET1 selon Bâle III ⁽⁴⁾				13,2 %	13,5 %	
Ratio de levier selon Bâle III ⁽⁴⁾				4,4 %	4,4 %	

(1) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 10 pour le détail des mesures financières non conformes aux PCGR.

(2) Certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2024.

(3) Consulter le « Glossaire » aux pages 47 à 50 pour plus de détails sur la composition de ces mesures.

(4) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 10 pour de plus amples renseignements sur les mesures de gestion du capital.

Particuliers et Entreprises

- Résultat net de 311 M\$ au deuxième trimestre de 2024 par rapport à 320 M\$ au deuxième trimestre de 2023, une baisse de 3 % principalement attribuable à l'augmentation des dotations aux pertes de crédit.
- Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts de 519 M\$ au deuxième trimestre de 2024 par rapport à 478 M\$ au deuxième trimestre de 2023, en hausse de 9 %.
- Revenu total de 1 131 M\$ au deuxième trimestre de 2024, une hausse de 64 M\$ ou 6 % par rapport au trimestre correspondant de 2023 provenant principalement du revenu net d'intérêts, en lien avec la croissance des volumes de prêts et de dépôts et l'accroissement de la marge nette d'intérêts.
- Croissance du crédit aux particuliers de 3 % et du crédit aux entreprises de 12 %, depuis un an.
- La marge nette d'intérêts ⁽¹⁾ de 2,36 % au deuxième trimestre de 2024 affiche une hausse par rapport à 2,34 % au deuxième trimestre de 2023.
- Les frais autres que d'intérêts de 612 M\$ augmentent de 4 % par rapport au deuxième trimestre de 2023.
- Les dotations aux pertes de crédit sont en hausse de 52 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2023 principalement en raison de l'augmentation des dotations aux pertes de crédit sur les prêts dépréciés.
- Le ratio d'efficience ⁽¹⁾ de 54,1 % s'améliore comparativement à 55,2 % au deuxième trimestre de 2023.

Gestion de patrimoine

- Résultat net de 205 M\$ au deuxième trimestre de 2024 par rapport à 178 M\$ au trimestre correspondant de 2023, une hausse de 15 %.
- Revenu total de 683 M\$ au deuxième trimestre de 2024, contre 617 M\$ au trimestre correspondant de 2023, une augmentation de 66 M\$ ou 11 % provenant majoritairement de la croissance des revenus tirés des services tarifés.
- Les frais autres que d'intérêts s'établissent à 400 M\$ au deuxième trimestre de 2024 par rapport à 372 M\$ au trimestre correspondant de 2023, une hausse de 8 % en lien avec la croissance des revenus.
- Le ratio d'efficience ⁽¹⁾ de 58,6 % s'améliore comparativement à 60,3 % au deuxième trimestre de 2023.

Marchés financiers

- Résultat net de 322 M\$ au deuxième trimestre de 2024 contre 268 M\$ au trimestre correspondant de 2023, une hausse de 20 %.
- Revenu total en équivalent imposable de 766 M\$, une augmentation de 94 M\$ ou 14 % attribuable à la hausse des revenus des marchés mondiaux ainsi qu'à la hausse des revenus provenant des services financiers aux entreprises et services de banque d'investissement.
- Les frais autres que d'intérêts se chiffrent à 312 M\$ au deuxième trimestre de 2024, par rapport à 283 M\$ au trimestre correspondant de 2023, une hausse en partie attribuable à la rémunération et aux avantages du personnel ainsi qu'aux investissements technologiques du secteur.
- Les dotations aux pertes de crédit s'élèvent à 11 M\$ au deuxième trimestre de 2024 et sont en baisse de 8 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2023.
- Le ratio d'efficience ⁽¹⁾ en équivalent imposable de 40,7 % s'améliore comparativement à 42,1 % au deuxième trimestre de 2023.

Financement spécialisé aux États-Unis et International

- Résultat net de 163 M\$ au deuxième trimestre de 2024 contre 128 M\$ au trimestre correspondant de 2023, une hausse de 27 %.
- Revenu total de 350 M\$ au deuxième trimestre de 2024, en hausse de 23 % par rapport au deuxième trimestre de 2023, une augmentation qui provient de la croissance des revenus des filiales Credigy et ABA Bank.
- Les frais autres que d'intérêts de 108 M\$ au deuxième trimestre de 2024 sont en hausse de 10 % par rapport au trimestre correspondant de 2023, une hausse principalement attribuable à la croissance des activités de la filiale ABA Bank.
- Les dotations aux pertes de crédit sont en hausse de 11 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2023, une hausse attribuable aux filiales Credigy et ABA Bank.
- Le ratio d'efficience ⁽¹⁾ de 30,9 % s'améliore par rapport à 34,4 % au trimestre correspondant de 2023.

Autres

- Perte nette de 95 M\$ au deuxième trimestre de 2024, contre une perte nette de 62 M\$ au trimestre correspondant de 2023, en raison d'une contribution plus faible des activités de trésorerie et de la hausse des frais autres que d'intérêts.

Gestion du capital

- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (CET1) selon Bâle III ⁽²⁾ de 13,2 % au 30 avril 2024, en baisse par rapport à 13,5 % au 31 octobre 2023, notamment en raison de l'incidence négative de la mise en œuvre des cadres révisés relativement au risque de marché et au risque lié à l'ajustement de l'évaluation de crédit (CVA).
- Ratio de levier selon Bâle III ⁽²⁾ de 4,4 % au 30 avril 2024, stable par rapport au 31 octobre 2023.

(1) Consulter le « Glossaire » aux pages 47 à 50 pour plus de détails sur la composition de ces mesures.

(2) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 10 pour de plus amples renseignements sur les mesures de gestion du capital.

Rapport de gestion

Daté du 28 mai 2024

Le Rapport de gestion qui suit présente l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Banque Nationale du Canada (la Banque). Cette analyse a été préparée conformément aux exigences prévues au *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM). Elle est basée sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers consolidés) pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2024 préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) telles que publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB), sauf indication contraire. Les IFRS représentent les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Ce Rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes y afférant pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2024, ainsi qu'avec le Rapport annuel 2023. Les symboles M\$ et G\$ désignent respectivement les millions et les milliards de dollars canadiens. On peut obtenir de l'information additionnelle sur la Banque, y compris la notice annuelle, sur le site Internet de la Banque, à l'adresse bnc.ca, ou celui de SEDAR+, à l'adresse sedarplus.ca. Les informations comprises dans les différents documents ou rapports publiés par la Banque ou disponibles sur le site Internet de la Banque et étant mentionnées dans le présent document ne sont pas et ne doivent pas être considérées comme incorporées par référence dans le Rapport aux actionnaires, le Rapport de gestion, ou les états financiers consolidés, à moins d'une mention expresse à l'effet contraire.

Mode de présentation de l'information	4	Gestion du capital	24
Faits saillants	11	Gestion des risques	28
Surviv et perspectives économiques	12	Divulguation d'information sur les risques	44
Analyse financière	13	Méthodes comptables et communication de l'information financière	45
Résultats consolidés	13	Méthodes comptables et principales estimations comptables	45
Résultats sectoriels	16	Modifications futures de méthodes comptables	45
Bilan consolidé	21	Communication de l'information financière	45
Transactions avec des parties liées	22	Données financières trimestrielles	46
Titrisation et arrangements hors-bilan	22	Glossaire	47
Impôts sur le résultat	23		

Mise en garde à propos des déclarations prospectives

Certaines déclarations faites dans ce document sont des déclarations prospectives. Ces déclarations sont faites conformément à la législation en valeurs mobilières applicable au Canada et aux États-Unis. Les déclarations prospectives figurant dans le présent document peuvent comprendre, entre autres, des déclarations à l'égard de l'économie, de l'évolution des marchés, des objectifs, des perspectives et des priorités de la Banque pour les exercices 2024 et suivants, de ses stratégies et des mesures qu'elle prendra pour les réaliser, des attentes quant à la situation financière de la Banque, de ses activités, du cadre réglementaire dans lequel elle évolue, de ses cibles et engagements en matière environnementale, sociale et de gouvernance, et de certains risques auxquels la Banque est exposée. Ces déclarations prospectives sont habituellement marquées par l'emploi de verbes ou d'expressions verbales comme « prévoir », « croire », « estimer », « projeter », « planifier », « s'attendre à », « avoir l'intention de », par l'emploi de la forme future ou conditionnelle, notamment des verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir », et par l'emploi d'autres termes ou expressions similaires.

Ces déclarations prospectives visent à aider les porteurs de titres de la Banque à comprendre la situation financière et les résultats d'exploitation de la Banque aux dates indiquées et pour les périodes alors terminées, ainsi que la vision, les objectifs stratégiques et les cibles de performance de la Banque, et peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Ces déclarations prospectives sont basées sur les attentes, estimations, hypothèses et intentions actuelles et sont sujettes à de l'incertitude et à des risques inhérents, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque. Il est fort possible que les prévisions, projections, attentes ou conclusions expresses ou implicites de la Banque ne se révèlent pas exactes, que ses hypothèses ne soient pas confirmées et que sa vision, ses objectifs stratégiques et ses cibles de performance ne soient pas réalisés. La Banque met en garde les investisseurs que ces déclarations prospectives ne sont pas des garanties de performances futures et que les événements ou résultats réels peuvent différer sensiblement de ces déclarations en raison d'un certain nombre de facteurs. Ainsi, la Banque recommande aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations prospectives, étant donné que divers facteurs pourraient faire en sorte que les résultats réels soient sensiblement différents des attentes, des estimations ou des intentions exprimées dans ces déclarations prospectives. Les investisseurs et autres personnes qui se fondent sur les déclarations prospectives de la Banque doivent considérer soigneusement les facteurs mentionnés ci-dessous ainsi que les incertitudes et les risques qu'ils comportent. À moins que la législation ne l'y oblige, la Banque ne prévoit pas mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, qu'elle peut faire ou qui peut de temps à autre être faite en son nom.

Les hypothèses qui ont trait à la performance des économies du Canada et des États-Unis en 2024 et à leur incidence sur les activités de la Banque figurent parmi les facteurs pris en considération au moment de déterminer les priorités et les objectifs stratégiques de la Banque, notamment en ce qui a trait aux provisions pour pertes de crédit. Ces hypothèses figurent à la section Surviv et perspectives économiques, et pour chaque secteur d'exploitation, à la section Revue de l'économie et du marché du Rapport annuel 2023 ainsi qu'à la section Surviv et perspectives économiques du présent document, et elles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels aux actionnaires déposés par la suite.

Les déclarations prospectives contenues dans le présent document reposent sur un certain nombre d'hypothèses et sont assujetties à certains facteurs dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les effets sont difficilement prévisibles, y compris, entre autres : la conjoncture économique générale et les conditions du marché au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays où la Banque exerce des activités; l'impact des bouleversements de l'industrie bancaire américaine; les fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt; l'inflation; la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales; l'augmentation des coûts de financement et la volatilité des marchés; les modifications apportées aux politiques budgétaires et monétaires et à d'autres politiques publiques; les modifications apportées à la réglementation touchant les activités de la Banque; l'incertitude géopolitique et sociopolitique; les changements climatiques, incluant les risques physiques et liés à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, et la capacité de la Banque à répondre aux attentes de ses parties prenantes concernant les enjeux environnementaux et sociaux; les changements importants dans le comportement des consommateurs; la situation du logement, le marché de l'immobilier et l'endettement des ménages au Canada; la capacité de la Banque à réaliser ses principales priorités à court terme et ses stratégies à long terme; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services en temps opportun; la capacité de la Banque à recruter des ressources clés et à les maintenir en poste; l'innovation technologique, incluant les avancées en matière d'intelligence artificielle ou de système bancaire ouvert, et la concurrence accrue exercée par les sociétés établies et les concurrents offrant des services non traditionnels; les variations de la performance et de la solvabilité des clients et des contreparties de la Banque; l'exposition de la Banque à des enjeux réglementaires et à des litiges importants; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que la Banque utilise à des fins de présentation de sa situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux principales estimations comptables; les modifications apportées à la législation fiscale en vigueur dans les pays où la Banque exerce des activités; les modifications apportées aux lignes directrices sur le capital, les fonds propres et la liquidité, ainsi qu'aux instructions relatives à leur présentation et à leur interprétation; les changements aux notations attribuées à la Banque par les agences de notation financière et extra-financière; les perturbations potentielles chez les principaux fournisseurs de biens et de services de la Banque; les effets potentiels de perturbations des systèmes de technologie de l'information de la Banque, y compris en raison des cyberattaques ou des vols de renseignements personnels ou d'identité; l'exposition à des activités frauduleuses; et l'incidence possible d'événements importants sur l'économie, sur les conditions de marché ou sur les perspectives de la Banque, y compris les conflits internationaux, les catastrophes naturelles et les urgences de santé publique, et les mesures prises en réponse à ces événements.

La liste des facteurs de risque qui précède n'est pas exhaustive, et les déclarations prospectives contenues dans le présent document sont également assujetties au risque de crédit, au risque de marché, au risque de liquidité et de financement, au risque opérationnel, au risque de non-conformité à la réglementation, au risque de réputation, au risque stratégique et au risque environnemental et social, de même qu'à certains risques dits émergents ou jugés importants. Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs sont fournis dans la section Gestion des risques du Rapport annuel 2023 ainsi que dans la section Gestion des risques du présent Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2024 et peuvent être mis à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite.

Mode de présentation de l'information

Les états financiers consolidés de la Banque sont préparés conformément aux IFRS, telles que publiées par l'IASB. Les états financiers sont également conformes à l'article 308(4) de la *Loi sur les banques* (Canada) qui prévoit, à moins d'indication contraire du Bureau du surintendant des institutions financières (Canada) (BSIF), que les états financiers consolidés doivent être préparés selon les IFRS qui représentent les PCGR du Canada. Aucune des exigences comptables du BSIF ne fait exception aux IFRS.

La présentation des informations sectorielles est conforme à la présentation que la Banque a adoptée pour l'exercice qui a débuté le 1^{er} novembre 2023. Cette présentation tient compte de la mise en application de manière rétrospective des modifications de méthodes comptables en lien avec l'adoption de la norme IFRS 17 – *Contrats d'assurance* (IFRS 17). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés. Les données pour les trimestres de 2023 ont été ajustées afin de refléter ces modifications de méthodes comptables.

Mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières

La Banque a recours à diverses mesures financières pour évaluer les résultats et mesurer sa performance globale. Certaines de ces mesures financières ne sont pas calculées selon les PCGR. Le *Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières* (le Règlement 52-112) prévoit des obligations d'information s'appliquant aux mesures suivantes utilisées par la Banque :

- mesures financières non conformes aux PCGR;
- ratios non conformes aux PCGR;
- mesures financières supplémentaires;
- mesures de gestion du capital.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La Banque utilise des mesures financières non conformes aux PCGR qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et il pourrait donc être impossible de les comparer avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises. Le fait de recourir à des mesures financières non conformes aux PCGR donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats, en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments particuliers sur les résultats des périodes visées et de mieux évaluer les résultats en ne tenant pas compte de ces éléments s'ils considéraient que ceux-ci ne reflètent pas la performance financière sous-jacente des activités d'exploitation de la Banque. De plus, la Banque utilise l'équivalent imposable comme méthode de calcul du revenu net d'intérêts, des revenus autres que d'intérêts et de la charge d'impôts. Cette méthode consiste à ajuster certains revenus à taux d'imposition moindre (notamment les dividendes), en les majorant de l'impôt à un niveau permettant de les rendre comparables aux revenus provenant de sources imposables au Canada. Un montant équivalent est ajouté à la charge d'impôts. Cet ajustement est nécessaire pour comparer le rendement des différents éléments de l'actif sans égard à leur traitement fiscal. Toutefois, à la lumière du projet de loi concernant les dividendes canadiens, la Banque n'a pas comptabilisé de déduction d'impôts sur le résultat ni utilisé la méthode de l'équivalent imposable pour ajuster les revenus liés aux dividendes visés, reçus après le 1^{er} janvier 2024 (pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Impôts sur le résultat »).

Les principales mesures financières non conformes aux PCGR utilisées par la Banque afin d'analyser ses résultats sont décrites ci-dessous et le rapprochement quantitatif de ces mesures est présenté dans les tableaux de la section « Rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR » aux pages 8 à 10 ainsi que dans le tableau « Résultats consolidés » à la page 13. À noter que pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2024, aucun élément particulier n'a été exclu des résultats. Pour le semestre terminé le 30 avril 2023, une charge d'impôts de 24 M\$ liée aux mesures fiscales 2022 du gouvernement du Canada avait été exclue des résultats en raison de sa nature ponctuelle. Ce montant comprenait une charge d'impôts de 32 M\$ au titre du dividende pour la relance au Canada, sous la forme d'un impôt ponctuel de 15 % basé sur le revenu imposable moyen des exercices 2021 et 2020 excédant 1 G\$, ainsi qu'une économie d'impôts de 8 M\$ en lien avec la hausse du taux d'impôt prévu par la loi de 1,5 % qui comprenait l'impact lié aux impôts exigibles et différés de l'exercice 2022.

Revenu net d'intérêts ajusté

Représente le revenu net d'intérêts en équivalent imposable et excluant les éléments particuliers, le cas échéant. L'équivalent imposable est ajouté au revenu net d'intérêts afin de pouvoir comparer le rendement des différents éléments de l'actif sans égard à leur traitement fiscal et les éléments particuliers, le cas échéant, sont exclus afin de mieux évaluer le revenu net d'intérêts en ne tenant pas compte d'éléments qui, selon la direction, ne reflètent pas la performance financière sous-jacente des activités d'exploitation de la Banque.

Revenus autres que d'intérêts ajustés

Représentent les revenus autres que d'intérêts en équivalent imposable et excluant les éléments particuliers, le cas échéant. L'équivalent imposable est ajouté aux revenus autres que d'intérêts afin de pouvoir comparer le rendement des différents éléments de l'actif sans égard à leur traitement fiscal et les éléments particuliers, le cas échéant, sont exclus afin de mieux évaluer les revenus autres que d'intérêts en ne tenant pas compte d'éléments qui, selon la direction, ne reflètent pas la performance financière sous-jacente des activités d'exploitation de la Banque.

Revenu total ajusté

Représente le revenu total en équivalent imposable et excluant les éléments particuliers, le cas échéant. Il est composé du revenu net d'intérêts ajusté et des revenus autres que d'intérêts ajustés. L'équivalent imposable est ajouté au revenu total afin de pouvoir comparer le rendement des différents éléments de l'actif sans égard à leur traitement fiscal et les éléments particuliers, le cas échéant, sont exclus afin de mieux évaluer le revenu total en ne tenant pas compte d'éléments qui, selon la direction, ne reflètent pas la performance financière sous-jacente des activités d'exploitation de la Banque.

Frais autres que d'intérêts ajustés

Représentent les frais autres que d'intérêts excluant les éléments particuliers, le cas échéant. Les éléments particuliers, le cas échéant, sont exclus afin de mieux évaluer les frais autres que d'intérêts en ne tenant pas compte d'éléments qui, selon la direction, ne reflètent pas la performance financière sous-jacente des activités d'exploitation de la Banque.

Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts ajusté

Représente le résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts en équivalent imposable et excluant les éléments particuliers, le cas échéant. Il représente également la différence entre le revenu total ajusté et les frais autres que d'intérêts ajustés. L'équivalent imposable est ajouté au résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts afin de pouvoir comparer le rendement des différents éléments de l'actif sans égard à leur traitement fiscal et les éléments particuliers, le cas échéant, sont exclus afin de mieux évaluer le résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts en ne tenant pas compte d'éléments qui, selon la direction, ne reflètent pas la performance financière sous-jacente des activités d'exploitation de la Banque.

Charge d'impôts ajustée

Représente la charge d'impôts en équivalent imposable et excluant la charge d'impôts liée aux éléments particuliers, le cas échéant.

Résultat net ajusté

Représente le résultat net excluant les éléments particuliers, le cas échéant. Les éléments particuliers, le cas échéant, sont exclus afin de mieux évaluer le résultat net en ne tenant pas compte d'éléments qui, selon la direction, ne reflètent pas la performance financière sous-jacente des activités d'exploitation de la Banque.

Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires ajusté

Représente le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires excluant les éléments particuliers, le cas échéant. Les éléments particuliers, le cas échéant, sont exclus afin de mieux évaluer le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires en ne tenant pas compte d'éléments qui, selon la direction, ne reflètent pas la performance financière sous-jacente des activités d'exploitation de la Banque.

Résultat de base par action ajusté

Représente le résultat de base par action excluant les éléments particuliers, le cas échéant. Les éléments particuliers, le cas échéant, sont exclus afin de mieux évaluer le résultat de base par action en ne tenant pas compte d'éléments qui, selon la direction, ne reflètent pas la performance financière sous-jacente des activités d'exploitation de la Banque.

Résultat dilué par action ajusté

Représente le résultat dilué par action excluant les éléments particuliers, le cas échéant. Les éléments particuliers, le cas échéant, sont exclus afin de mieux évaluer le résultat dilué par action en ne tenant pas compte d'éléments qui, selon la direction, ne reflètent pas la performance financière sous-jacente des activités d'exploitation de la Banque.

La Banque utilise également les mesures décrites ci-dessous pour évaluer ses résultats.

Revenu net d'intérêts autre que de négociation ajusté

Représente le revenu net d'intérêts autre que de négociation en équivalent imposable. Il comprend les revenus liés aux actifs et passifs financiers associés aux activités autres que de négociation, déduction faite des frais d'intérêts et des revenus d'intérêts liés au financement de ces actifs et passifs financiers, et est utilisé dans le calcul de la marge nette d'intérêts autre que de négociation ajustée. L'équivalent imposable est ajouté au revenu net d'intérêts autre que de négociation afin de pouvoir comparer le rendement des différents éléments de l'actif sans égard à leur traitement fiscal.

Revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation en équivalent imposable

Représente le revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation auquel on ajoute l'équivalent imposable. Il comprend les dividendes liés aux actifs et passifs financiers associés aux activités de négociation, et certains revenus d'intérêts liés au financement de ces actifs et passifs financiers, déduction faite des frais d'intérêts. L'équivalent imposable est ajouté au revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation afin de pouvoir comparer le rendement des différents éléments de l'actif sans égard à leur traitement fiscal.

Revenus autres que d'intérêts liés aux activités de négociation en équivalent imposable

Représentent les revenus autres que d'intérêts liés aux activités de négociation auxquels on ajoute l'équivalent imposable. Ils comprennent les gains et les pertes réalisés et non réalisés ainsi que les revenus d'intérêts sur les valeurs mobilières évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net, les revenus tirés des instruments financiers dérivés détenus à des fins de négociation, la variation de la juste valeur des prêts à la juste valeur par le biais du résultat net, la variation de la juste valeur des instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, les gains et les pertes réalisés et non réalisés ainsi que les frais d'intérêts sur les engagements afférents à des titres vendus à découvert, certains revenus de commissions ainsi que d'autres revenus liés aux activités de négociation, et les frais de transactions s'il y a lieu. L'équivalent imposable est ajouté aux revenus autres que d'intérêts liés aux activités de négociation afin de pouvoir comparer le rendement des différents éléments de l'actif sans égard à leur traitement fiscal.

Revenus liés aux activités de négociation en équivalent imposable

Représentent les revenus liés aux activités de négociation auxquels on ajoute l'équivalent imposable. Ils comprennent les dividendes liés aux actifs et passifs financiers associés aux activités de négociation, certains revenus d'intérêts liés au financement de ces actifs et passifs financiers, déduction faite des frais d'intérêts, les gains et les pertes réalisés et non réalisés ainsi que les revenus d'intérêts sur les valeurs mobilières évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net, les revenus tirés des instruments financiers dérivés détenus à des fins de négociation, la variation de la juste valeur des prêts à la juste valeur par le biais du résultat net, la variation de la juste valeur des instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, les gains et les pertes réalisés et non réalisés ainsi que les frais d'intérêts sur les engagements afférents à des titres vendus à découvert, certains revenus de commissions ainsi que d'autres revenus liés aux activités de négociation, et les frais de transactions s'il y a lieu. L'équivalent imposable est ajouté aux revenus liés aux activités de négociation afin de pouvoir comparer le rendement des différents éléments de l'actif sans égard à leur traitement fiscal.

Ratios non conformes aux PCGR

La Banque utilise des ratios non conformes aux PCGR qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et il pourrait donc être impossible de les comparer avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises. Un ratio dont une mesure financière non conforme aux PCGR est au moins une composante constitue un ratio non conforme aux PCGR. La Banque utilise des ratios non conformes aux PCGR pour présenter des aspects de sa performance financière ou de sa situation financière.

Les principaux ratios non conformes utilisés par la Banque sont décrits ci-dessous.

Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires (RCP) ajusté

Représente le RCP excluant les éléments particuliers, le cas échéant. Il correspond au résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires ajusté exprimé en pourcentage des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires moyens. Il s'agit d'une mesure générale de l'efficacité de la Banque quant à l'utilisation des capitaux propres. Les éléments particuliers, le cas échéant, sont exclus afin de mieux évaluer le RCP en ne tenant pas compte d'éléments qui, selon la direction, ne reflètent pas la performance financière sous-jacente des activités d'exploitation de la Banque.

Ratio de versement des dividendes ajusté

Représente le ratio de versement des dividendes excluant les éléments particuliers, le cas échéant. Il correspond aux dividendes sur actions ordinaires (montant par action) exprimés en pourcentage du résultat de base par action ajusté. Ce ratio est une mesure qui précise la proportion des résultats qui est versée aux actionnaires sous forme de dividendes. Les éléments particuliers, le cas échéant, sont exclus afin de mieux évaluer le ratio de versement des dividendes en ne tenant pas compte d'éléments qui, selon la direction, ne reflètent pas la performance financière sous-jacente des activités d'exploitation de la Banque.

Levier opérationnel ajusté

Représente le levier opérationnel en équivalent imposable et excluant les éléments particuliers, le cas échéant. Il correspond à la différence entre le taux de croissance du revenu total ajusté et le taux de croissance des frais autres que d'intérêts ajustés, et mesure la sensibilité des résultats de la Banque à la variation de ses revenus. Le levier opérationnel ajusté est présenté en équivalent imposable afin de pouvoir comparer le rendement des différents éléments de l'actif sans égard à leur traitement fiscal et les éléments particuliers, le cas échéant, sont exclus afin de mieux évaluer le levier opérationnel en ne tenant pas compte d'éléments qui, selon la direction, ne reflètent pas la performance financière sous-jacente des activités d'exploitation de la Banque.

Ratio d'efficacité ajusté

Représente le ratio d'efficacité en équivalent imposable et excluant les éléments particuliers, le cas échéant. Ce ratio représente les frais autres que d'intérêts ajustés exprimés en pourcentage du revenu total ajusté et mesure l'efficacité des activités de la Banque. Le ratio d'efficacité ajusté est présenté en équivalent imposable afin de pouvoir comparer le rendement des différents éléments de l'actif sans égard à leur traitement fiscal et les éléments particuliers, le cas échéant, sont exclus afin de mieux évaluer le ratio d'efficacité en ne tenant pas compte d'éléments qui, selon la direction, ne reflètent pas la performance financière sous-jacente des activités d'exploitation de la Banque.

Marge nette d'intérêts autre que de négociation ajustée

Représente la marge nette d'intérêts autre que de négociation en équivalent imposable. Elle se calcule en divisant le revenu net d'intérêts autres que de négociation ajusté par l'actif moyen portant intérêts autre que de négociation. Ce ratio est une mesure de la rentabilité des activités autres que de négociation. La marge nette d'intérêts autre que de négociation ajustée tient compte du revenu net d'intérêts lié aux activités autres que de négociation ajusté qui comprend un montant d'équivalent imposable afin de pouvoir comparer le rendement des différents éléments de l'actif sans égard à leur traitement fiscal.

Mesures financières supplémentaires

Une mesure financière supplémentaire désigne une mesure financière qui a) n'est pas présentée dans les états financiers consolidés de la Banque et b) est, ou est censée être, communiquée périodiquement en vue de représenter la performance financière, la situation financière ou les flux de trésorerie historiques ou attendus. La composition de ces mesures financières supplémentaires est présentée en note de bas de tableau ou dans le « Glossaire » aux pages 47 à 50 du présent Rapport de gestion.

Mesures de gestion du capital

Le référentiel d'information financière appliqué pour établir les états financiers exige la communication d'information permettant d'évaluer les objectifs, procédures et processus de gestion du capital de la Banque, tel que prévu dans les normes IFRS à l'IAS 1 – *Présentation des états financiers*. La façon dont la Banque gère son capital et ses liquidités lui est propre et les normes IFRS ne prescrivent pas un mode de calcul en particulier. Ces mesures sont calculées selon différentes lignes directrices ou préavis du BSIF, lesquels se fondent sur les normes, recommandations et bonnes pratiques du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB), tel que présenté dans le tableau suivant.

Ligne directrice ou préavis du BSIF	Mesure
Normes de fonds propres	Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (CET1) Ratio des fonds propres de catégorie 1 Ratio du total des fonds propres Fonds propres CET1 Fonds propres de catégorie 1 Fonds propres de catégorie 2 Total des fonds propres Actif pondéré en fonction des risques Exposition maximale au risque de crédit selon les catégories d'actifs de Bâle
Exigences de levier	Ratio de levier Exposition totale
Capacité totale d'absorption des pertes (<i>Total Loss Absorbing Capacity</i> ou TLAC)	Indicateurs clés – Exigences de TLAC TLAC disponible Ratio TLAC Ratio de levier TLAC
Normes de liquidité	Portefeuille d'actifs liquides Actifs grevés et actifs non grevés Ratio de liquidité à court terme (<i>Liquidity Coverage Ratio</i> ou LCR) Actifs liquides de haute qualité (<i>high-quality liquid assets</i> ou HQLA) Entrées/sorties et sorties nettes de trésorerie Ratio structurel de liquidité à long terme (<i>Net Stable Funding Ratio</i> ou NSFR) Éléments de financement stable disponible Éléments de financement stable exigé
Banques d'importance systémique mondiale (BISM) – Obligations redditionnelles	Indicateurs BISM

Rapprochement des mesures financières non conformes aux PCGR

Présentation des résultats – ajustés

(en millions de dollars canadiens)

Trimestre terminé le 30 avril

						2024	2023 ⁽¹⁾
	Particuliers et Entreprises	Gestion de patrimoine	Marchés financiers	FSEU&I	Autres	Total	Total
Résultats d'exploitation							
Revenu net d'intérêts	870	203	(659)	318	(97)	635	882
Revenus autres que d'intérêts	261	480	1 425	32	(83)	2 115	1 564
Revenu total	1 131	683	766	350	(180)	2 750	2 446
Frais autres que d'intérêts	612	400	312	108	40	1 472	1 362
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts	519	283	454	242	(220)	1 278	1 084
Dotations aux pertes de crédit	89	–	11	37	1	138	85
Résultat avant charge (économie) d'impôts	430	283	443	205	(221)	1 140	999
Charge (économie) d'impôts	119	78	121	42	(126)	234	167
Résultat net	311	205	322	163	(95)	906	832
Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	(1)	(1)	(1)
Résultat net attribuable aux actionnaires et aux détenteurs d'autres instruments de capitaux propres de la Banque	311	205	322	163	(94)	907	833
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur billets de capital à recours limité						37	35
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires						870	798
Éléments ayant une incidence sur les résultats							
Revenu net d'intérêts							
Équivalent imposable ⁽²⁾	–	–	–	–	14	14	76
Incidence sur le revenu net d'intérêts	–	–	–	–	14	14	76
Revenus autres que d'intérêts							
Équivalent imposable ⁽²⁾	–	–	–	–	73	73	56
Incidence sur les revenus autres que d'intérêts	–	–	–	–	73	73	56
Charge d'impôts							
Équivalent imposable ⁽²⁾	–	–	–	–	87	87	132
Incidence sur la charge d'impôts	–	–	–	–	87	87	132
Incidence sur le résultat net	–	–	–	–	–	–	–
Résultats d'exploitation – ajustés							
Revenu net d'intérêts – ajusté	870	203	(659)	318	(83)	649	958
Revenus autres que d'intérêts – ajustés	261	480	1 425	32	(10)	2 188	1 620
Revenu total – ajusté	1 131	683	766	350	(93)	2 837	2 578
Frais autres que d'intérêts – ajustés	612	400	312	108	40	1 472	1 362
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts – ajusté	519	283	454	242	(133)	1 365	1 216
Dotations aux pertes de crédit	89	–	11	37	1	138	85
Résultat avant charge (économie) d'impôts – ajusté	430	283	443	205	(134)	1 227	1 131
Charge (économie) d'impôts – ajustée	119	78	121	42	(39)	321	299
Résultat net – ajusté	311	205	322	163	(95)	906	832
Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	(1)	(1)	(1)
Résultat net attribuable aux actionnaires et aux détenteurs d'autres instruments de capitaux propres de la Banque – ajusté	311	205	322	163	(94)	907	833
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur billets de capital à recours limité						37	35
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – ajusté						870	798

(1) Certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés.

(2) À la lumière du projet de loi concernant les dividendes canadiens, la Banque n'a pas comptabilisé de déduction d'impôts sur le résultat ni utilisé la méthode de l'équivalent imposable pour ajuster les revenus liés aux dividendes visés, reçus après le 1^{er} janvier 2024 (pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Impôts sur le résultat »).

(en millions de dollars canadiens)

Semestre terminé le 30 avril

						2024	2023 ⁽¹⁾
	Particuliers et Entreprises	Gestion de patrimoine	Marchés financiers	FSEU&I	Autres	Total	Total
Résultats d'exploitation							
Revenu net d'intérêts	1 740	401	(1 177)	619	(197)	1 386	1 981
Revenus autres que d'intérêts	545	942	2 698	57	(168)	4 074	3 027
Revenu total	2 285	1 343	1 521	676	(365)	5 460	5 008
Frais autres que d'intérêts	1 227	790	625	208	71	2 921	2 752
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts	1 058	553	896	468	(436)	2 539	2 256
Dotations aux pertes de crédit	160	–	28	73	(3)	258	171
Résultat avant charge (économie) d'impôts	898	553	868	395	(433)	2 281	2 085
Charge (économie) d'impôts	248	152	238	82	(267)	453	377
Résultat net	650	401	630	313	(166)	1 828	1 708
Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	(1)	(1)	(1)
Résultat net attribuable aux actionnaires et aux détenteurs d'autres instruments de capitaux propres de la Banque	650	401	630	313	(165)	1 829	1 709
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur billets de capital à recours limité						74	70
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires						1 755	1 639
Éléments ayant une incidence sur les résultats							
Revenu net d'intérêts							
Équivalent imposable ⁽²⁾	–	–	–	–	51	51	154
Incidence sur le revenu net d'intérêts	–	–	–	–	51	51	154
Revenus autres que d'intérêts							
Équivalent imposable ⁽²⁾	–	–	–	–	146	146	108
Incidence sur les revenus autres que d'intérêts	–	–	–	–	146	146	108
Charge d'impôts							
Équivalent imposable ⁽²⁾	–	–	–	–	197	197	262
Charge d'impôts liée aux mesures fiscales 2022 du gouvernement du Canada ⁽³⁾	–	–	–	–	–	–	(24)
Incidence sur la charge d'impôts	–	–	–	–	197	197	238
Incidence sur le résultat net	–	–	–	–	–	–	(24)
Résultats d'exploitation – ajustés							
Revenu net d'intérêts – ajusté	1 740	401	(1 177)	619	(146)	1 437	2 135
Revenus autres que d'intérêts – ajustés	545	942	2 698	57	(22)	4 220	3 135
Revenu total – ajusté	2 285	1 343	1 521	676	(168)	5 657	5 270
Frais autres que d'intérêts – ajustés	1 227	790	625	208	71	2 921	2 752
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts – ajusté	1 058	553	896	468	(239)	2 736	2 518
Dotations aux pertes de crédit	160	–	28	73	(3)	258	171
Résultat avant charge (économie) d'impôts – ajusté	898	553	868	395	(236)	2 478	2 347
Charge (économie) d'impôts – ajustée	248	152	238	82	(70)	650	615
Résultat net – ajusté	650	401	630	313	(166)	1 828	1 732
Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	(1)	(1)	(1)
Résultat net attribuable aux actionnaires et aux détenteurs d'autres instruments de capitaux propres de la Banque – ajusté	650	401	630	313	(165)	1 829	1 733
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur billets de capital à recours limité						74	70
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – ajusté						1 755	1 663

(1) Certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés.

(2) À la lumière du projet de loi concernant les dividendes canadiens, la Banque n'a pas comptabilisé de déduction d'impôts sur le résultat ni utilisé la méthode de l'équivalent imposable pour ajuster les revenus liés aux dividendes visés, reçus après le 1^{er} janvier 2024 (pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Impôts sur le résultat »).

(3) Au cours du semestre terminé le 30 avril 2023, la Banque avait enregistré, dans la rubrique *Autres* des informations sectorielles, une charge d'impôts de 32 M\$ au titre du dividende pour la relance au Canada, sous la forme d'un impôt ponctuel de 15 % basé sur le revenu imposable moyen des exercices 2021 et 2020 excédant 1 G\$, ainsi qu'une économie d'impôts de 8 M\$ en lien avec la hausse du taux d'impôt prévu par la loi de 1,5 % qui comprenait l'impact lié aux impôts exigibles et différés de l'exercice 2022. Pour de plus amples renseignements sur ces mesures fiscales, se reporter à la section « Impôts sur le résultat ».

Présentation du résultat de base et dilué par action – ajustés

(en dollars canadiens)

	Trimestre terminé le 30 avril		Semestre terminé le 30 avril	
	2024	2023 ⁽¹⁾	2024	2023 ⁽¹⁾
Résultat de base par action	2,56 \$	2,37 \$	5,18 \$	4,86 \$
Charge d'impôts liée aux mesures fiscales 2022 du gouvernement du Canada ⁽²⁾	–	–	–	0,07
Résultat de base par action – ajusté	2,56 \$	2,37 \$	5,18 \$	4,93 \$
Résultat dilué par action	2,54 \$	2,34 \$	5,13 \$	4,81 \$
Charge d'impôts liée aux mesures fiscales 2022 du gouvernement du Canada ⁽²⁾	–	–	–	0,07
Résultat dilué par action – ajusté	2,54 \$	2,34 \$	5,13 \$	4,88 \$

- (1) Certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés.
- (2) Au cours du semestre terminé le 30 avril 2023, la Banque avait enregistré, dans la rubrique *Autres* des informations sectorielles, une charge d'impôts de 32 M\$ au titre du dividende pour la relance au Canada, sous la forme d'un impôt ponctuel de 15 % basé sur le revenu imposable moyen des exercices 2021 et 2020 excédant 1 G\$, ainsi qu'une économie d'impôts de 8 M\$ en lien avec la hausse du taux d'impôt prévu par la loi de 1,5 %, qui comprenait l'impact lié aux impôts exigibles et différés de l'exercice 2022. Pour de plus amples renseignements sur ces mesures fiscales, se reporter à la section « Impôts sur le résultat ».

Faits saillants

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les données par action)	Trimestre terminé le 30 avril			Semestre terminé le 30 avril		
	2024	2023 ⁽¹⁾	Variation %	2024	2023 ⁽¹⁾	Variation %
Résultats d'exploitation						
Revenu total	2 750	2 446	12	5 460	5 008	9
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts	1 278	1 084	18	2 539	2 256	13
Résultat net	906	832	9	1 828	1 708	7
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires ⁽²⁾	16,9 %	17,2 %		17,0 %	17,5 %	
Levier opérationnel ⁽²⁾	4,3 %	(4,5) %		2,9 %	(4,6) %	
Ratio d'efficacité ⁽²⁾	53,5 %	55,7 %		53,5 %	55,0 %	
Résultat par action						
de base	2,56 \$	2,37 \$	8	5,18 \$	4,86 \$	7
dilué	2,54 \$	2,34 \$	9	5,13 \$	4,81 \$	7
Résultats d'exploitation – ajustés ⁽³⁾						
Revenu total – ajusté ⁽³⁾	2 837	2 578	10	5 657	5 270	7
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts – ajusté ⁽³⁾	1 365	1 216	12	2 736	2 518	9
Résultat net – ajusté ⁽³⁾	906	832	9	1 828	1 732	6
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires – ajusté ⁽⁴⁾	16,9 %	17,2 %		17,0 %	17,8 %	
Levier opérationnel – ajusté ⁽⁴⁾	1,9 %	(1,3) %		1,2 %	(1,7) %	
Ratio d'efficacité – ajusté ⁽⁴⁾	51,9 %	52,8 %		51,6 %	52,2 %	
Résultat dilué par action – ajusté ⁽³⁾	2,54 \$	2,34 \$	9	5,13 \$	4,88 \$	5
Informations sur les actions ordinaires						
Dividendes déclarés	1,06 \$	0,97 \$	9	2,12 \$	1,94 \$	9
Valeur comptable ⁽²⁾	62,28 \$	57,45 \$		62,28 \$	57,45 \$	
Cours de l'action						
haut	114,68 \$	103,45 \$		114,68 \$	103,45 \$	
bas	101,24 \$	92,67 \$		86,50 \$	91,02 \$	
clôture	110,54 \$	101,03 \$		110,54 \$	101,03 \$	
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)	340 056	337 720		340 056	337 720	
Capitalisation boursière	37 590	34 120		37 590	34 120	

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2024	Au 31 octobre 2023 ⁽¹⁾	Variation %
Bilan et hors bilan			
Actif total	441 690	423 477	4
Prêts et acceptations, déduction faite des provisions	234 770	225 443	4
Dépôts	306 881	288 173	6
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	21 179	20 432	4
Actifs sous administration ⁽²⁾	691 554	652 631	6
Actifs sous gestion ⁽²⁾	138 848	120 858	15
Ratios réglementaires selon Bâle III ⁽⁵⁾			
Ratios des fonds propres			
catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (CET1)	13,2 %	13,5 %	
catégorie 1	15,5 %	16,0 %	
total	16,7 %	16,8 %	
Ratio de levier	4,4 %	4,4 %	
Ratio TLAC ⁽⁵⁾	30,2 %	29,2 %	
Ratio de levier TLAC ⁽⁵⁾	8,5 %	8,0 %	
Ratio de liquidité à court terme (LCR) ⁽⁵⁾	155 %	155 %	
Ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR) ⁽⁵⁾	120 %	118 %	
Autres renseignements			
Nombre d'employés – mondial (équivalent temps plein)	28 665	28 916	(1)
Nombre de succursales au Canada	369	368	–
Nombre de guichets automatiques au Canada	939	944	(1)

(1) Certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés.

(2) Consulter le « Glossaire » aux pages 47 à 50 pour plus de détails sur la composition de ces mesures.

(3) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 10 pour le détail des mesures financières non conformes aux PCGR.

(4) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 10 pour le détail des ratios non conformes aux PCGR.

(5) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 10 pour de plus amples renseignements sur les mesures de gestion du capital.

Survivance et perspectives économiques

Économie mondiale

L'inflation mondiale a poursuivi sa tendance à la baisse au cours des dernières semaines, si bien que les pressions sur les prix ne sont aujourd'hui que légèrement plus intenses qu'au cours de la période pré-pandémique. La bataille n'est cependant pas gagnée, car les tensions géopolitiques, la résilience des marchés du travail mondiaux et la fin possible de la déflation des biens pourraient bloquer l'inflation autour de la barre des 3 % dans certaines régions du globe. Cela explique pourquoi plusieurs banques centrales – notamment celles des économies avancées – préfèrent faire preuve de prudence dans le contexte actuel, attendant d'avoir plus de preuves que les pressions sur les prix sont retombées avant de procéder à des baisses de taux. Un assouplissement demeure toutefois nécessaire, car, aussi positif soit-il, le recul de l'inflation se traduit également par une augmentation des taux directeurs réels. Et s'il existe de nombreuses bonnes raisons de maintenir ceux-ci au-dessus de leur niveau neutre tant que l'inflation reste supérieure à la cible des banques centrales, il est plus difficile de justifier de les rendre plus restrictifs à un moment où l'objectif semble à portée de main. Heureusement, cela ne semble pas être l'intention des grands argentiers, dont beaucoup ont déjà commencé à abaisser leurs taux directeurs nominaux. Pour l'instant, cette ligne de conduite reste limitée aux marchés émergents, mais, à en juger par leurs plus récentes communications, les banques centrales des économies avancées semblent décidées à leur emboîter le pas avant la fin de l'année. Ces développements nous encouragent à réviser à la hausse notre scénario de croissance pour les économies avancées ce mois-ci. Nous voyons l'économie mondiale croître de 3,1 % ⁽¹⁾ cette année et de 2,9 % ⁽¹⁾ en 2025.

L'économie américaine a ralenti au premier trimestre, mais est tout de même demeurée étonnamment résiliente considérant le niveau des taux d'intérêt en vigueur. Surtout, la demande intérieure privée finale, qui constitue un meilleur indicateur de la vigueur sous-jacente de l'économie, est pour sa part restée solide, progressant de pas moins de 3,1 % en rythme annuel. Mais plus que la composition de la croissance, ce sont les mesures d'inflation incluses dans le rapport du PIB du premier trimestre qui ont attiré l'attention des marchés aux États-Unis, le déflateur des dépenses de consommation affichant une hausse de 3,7 % d'un trimestre à l'autre. Il n'en fallait pas plus pour que les marchés réduisent leurs attentes en matière de réduction des taux directeurs d'ici à la fin de l'année. Sans remettre en question la logique selon laquelle une inflation plus élevée que prévu laisse moins de place à des baisses de taux cette année, nous restons tout de même soucieux des risques associés au fait de conserver une politique monétaire restrictive pendant une période aussi longue. Bien que l'économie américaine ait été étonnamment performante jusqu'ici dans un environnement de taux d'intérêt élevés, nous ne pouvons pas tenir pour acquis qu'il en sera de même à l'avenir considérant les délais de transmission de la politique monétaire à l'économie et que la politique budgétaire est appelée à être moins stimulante. Déjà, les principaux indicateurs de la confiance des consommateurs et des entreprises donnent actuellement des signes de faiblesse. Dans ce contexte, nous prévoyons un ralentissement de l'économie américaine au second semestre. L'assouplissement de la politique monétaire devrait permettre d'éviter que cette faiblesse n'évolue vers quelque chose de plus grave, sans toutefois empêcher la croissance d'être inférieure à son potentiel pendant quelques trimestres. Selon ce scénario, le PIB croîtra de 2,4 % ⁽¹⁾ en 2024 et de seulement 1,0 % ⁽¹⁾ en 2025.

Économie du Canada

La croissance économique et la création d'emplois au début de 2024 peuvent sembler trop solides à première vue pour une réduction des taux d'intérêt. Il ne faut pas s'y méprendre. La croissance économique au premier trimestre demeure inférieure à la croissance démographique, et la création d'emplois qui semble spectaculaire en avril est bonne, mais sans plus, si l'on tient compte de l'augmentation ahurissante de la population. Certains ont pu être rassurés par le bond de 50 000 qu'a enregistré le nombre d'emplois dans le secteur privé en avril, après une léthargie entamée à la mi-2023. Il y a lieu de s'interroger quant à la durabilité de cette vigueur. Selon la dernière *Enquête sur les perspectives des entreprises* de la Banque du Canada, seulement 22 % des grandes entreprises ont signalé des pénuries de main-d'œuvre au premier trimestre, soit deux fois moins qu'au sommet de 2022 (46 %) et moins que la moyenne historique de 31 %. Compte tenu du refroidissement du marché du travail des derniers mois et des risques d'une détérioration supplémentaire en raison notamment de la rétention d'employés qui s'est produite en 2023, les taux d'intérêt aussi restrictifs ne semblent plus appropriés. L'inflation de base s'est considérablement atténuée, comme le montre la récente tendance de l'Indice du prix à la consommation (IPC) médian (1,1 %) et de l'IPC tronqué (1,4 %) évoluant au cours des trois derniers mois à des rythmes annualisés bien en dessous de la cible de la Banque du Canada. Compte tenu du délai de 6 à 8 trimestres de la transmission de la politique monétaire à l'économie, le risque reste élevé que la politique monétaire inflige trop de dommages à l'économie. Cette politique trop restrictive se reflète dans nos perspectives économiques pour les prochains mois. Avec les faibles contractions que nous anticipons aux deuxième et troisième trimestres, cela devrait limiter la croissance à 0,7 % ⁽¹⁾ en 2024, avec une légère accélération à 1,2 % ⁽¹⁾ attendue l'année suivante. Cela se traduirait par un taux de chômage voisin de 7,0 % à la fin de l'année.

Économie du Québec

Le Québec a connu un accès de faiblesse en 2023, enregistrant trois trimestres consécutifs de contraction. Considérant les données mensuelles reçues à ce jour, et sachant que la faiblesse du dernier trimestre de l'année est notamment attribuable aux grèves du secteur public, nous nous attendons à ce que les données du PIB démontrent que l'économie québécoise a renoué avec la croissance au premier trimestre de 2024. Néanmoins, comme dans le reste du pays, la situation devrait rester difficile dans les mois à venir compte tenu de la politique monétaire restrictive. Le Québec semble toutefois en bonne posture pour pallier ces vents contraires. D'abord, malgré les données du PIB, il y a des raisons de penser que l'économie est plus en surchauffe dans la province que dans le reste du pays. En effet, le marché du travail québécois affichait toujours en avril l'un des taux de chômage les plus bas du Canada (5,1 %) et la province connaissait l'inflation la plus élevée du pays. Une inflation plus élevée signifie que la politique monétaire est moins restrictive en termes réels, et donc moins dommageable pour l'économie québécoise. Également, comparativement aux données nationales, une proportion plus faible de PME déclare actuellement que la demande intérieure est préoccupante. De plus, nous continuons de penser que le PIB du Québec pourrait mieux résister à des vents contraires grâce à des fondamentaux solides (plus faible niveau d'endettement des ménages, plus grande proportion de ménages à double revenu, marché immobilier plus abordable). Nous anticipons de faibles croissances en 2024 et 2025 (0,5 % ⁽¹⁾ et 0,9 % ⁽¹⁾ respectivement). Cela pourrait permettre au Québec d'afficher encore l'un des taux de chômage les plus bas du pays pour ces deux années, soit 5,4 % en 2024 et 6,2 % en 2025 (contre 6,4 % en 2024 et 6,8 % en 2025 pour le Canada).

(1) Prévisions de la croissance du PIB réel, groupe Économie et Stratégie de Financière Banque Nationale

Analyse financière

Résultats consolidés

(en millions de dollars canadiens)

	Trimestre terminé le 30 avril			Semestre terminé le 30 avril		
	2024	2023 ⁽¹⁾	Variation %	2024	2023 ⁽¹⁾	Variation %
Résultats d'exploitation						
Revenu net d'intérêts	635	882	(28)	1 386	1 981	(30)
Revenus autres que d'intérêts	2 115	1 564	35	4 074	3 027	35
Revenu total	2 750	2 446	12	5 460	5 008	9
Frais autres que d'intérêts	1 472	1 362	8	2 921	2 752	6
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts	1 278	1 084	18	2 539	2 256	13
Dotations aux pertes de crédit	138	85	62	258	171	51
Résultat avant charge d'impôts	1 140	999	14	2 281	2 085	9
Charge d'impôts	234	167	40	453	377	20
Résultat net	906	832	9	1 828	1 708	7
Résultat dilué par action <i>(en dollars)</i>	2,54	2,34	9	5,13	4,81	7
Équivalent imposable ⁽²⁾						
Revenu net d'intérêts	14	76		51	154	
Revenus autres que d'intérêts	73	56		146	108	
Charge d'impôts	87	132		197	262	
Incidence de l'équivalent imposable sur le résultat net	-	-		-	-	
Éléments particuliers ⁽²⁾						
Charge d'impôts liée aux mesures fiscales 2022 du gouvernement du Canada	-	-		-	24	
Éléments particuliers après impôts	-	-		-	(24)	
Résultats d'exploitation – ajustés ⁽²⁾						
Revenu net d'intérêts – ajusté	649	958	(32)	1 437	2 135	(33)
Revenus autres que d'intérêts – ajustés	2 188	1 620	35	4 220	3 135	35
Revenu total – ajusté	2 837	2 578	10	5 657	5 270	7
Frais autres que d'intérêts – ajustés	1 472	1 362	8	2 921	2 752	6
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts – ajusté	1 365	1 216	12	2 736	2 518	9
Dotations aux pertes de crédit	138	85	62	258	171	51
Résultat avant charge d'impôts – ajusté	1 227	1 131	8	2 478	2 347	6
Charge d'impôts – ajustée	321	299	7	650	615	6
Résultat net – ajusté	906	832	9	1 828	1 732	6
Résultat dilué par action – ajusté <i>(en dollars)</i>	2,54	2,34	9	5,13	4,88	5
Actif moyen ⁽³⁾	455 036	421 215	8	448 783	423 111	6
Prêts et acceptations moyens ⁽³⁾	231 691	213 650	8	229 909	211 642	9
Dépôts moyens ⁽³⁾	308 488	282 133	9	304 974	281 845	8
Levier opérationnel ⁽⁴⁾	4,3 %	(4,5) %		2,9 %	(4,6) %	
Levier opérationnel – ajusté ⁽⁵⁾	1,9 %	(1,3) %		1,2 %	(1,7) %	
Ratio d'efficacité ⁽⁴⁾	53,5 %	55,7 %		53,5 %	55,0 %	
Ratio d'efficacité – ajusté ⁽⁵⁾	51,9 %	52,8 %		51,6 %	52,2 %	

(1) Certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés.

(2) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 10 pour le détail des mesures financières non conformes aux PCGR.

(3) Représente la moyenne des soldes quotidiens de la période.

(4) Consulter le « Glossaire » aux pages 47 à 50 pour plus de détails sur la composition de ces mesures.

(5) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 10 pour le détail des ratios non conformes aux PCGR.

Résultats financiers

Pour le deuxième trimestre de 2024, la Banque affiche un résultat net de 906 M\$ comparativement à 832 M\$ au deuxième trimestre de 2023, en hausse de 9 %. Le résultat dilué par action s'établit à 2,54 \$ au deuxième trimestre de 2024 par rapport à 2,34 \$ au trimestre correspondant de 2023. Ces hausses s'expliquent par la croissance du revenu total de tous les secteurs d'exploitation atténuée par l'augmentation des frais autres que d'intérêts, des dotations aux pertes de crédit et de la charge d'impôts. Le résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts atteint 1 278 M\$ au deuxième trimestre de 2024 comparativement à 1 084 M\$ au trimestre correspondant de 2023, une hausse de 18 % provenant de la bonne performance de tous les secteurs d'exploitation.

Le résultat net de la Banque pour le semestre terminé le 30 avril 2024 se chiffre à 1 828 M\$ par rapport à 1 708 M\$ pour la période correspondante de 2023, en hausse de 7 %. Le résultat dilué par action atteint 5,13 \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2024, contre 4,81 \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2023. Ces hausses proviennent de la bonne performance de tous les secteurs d'exploitation attribuable à la croissance des revenus, en partie contrebalancée par l'augmentation des frais autres que d'intérêts et des dotations aux pertes de crédit, ainsi que de l'impact des mesures fiscales 2022 du gouvernement du Canada sur la charge d'impôts enregistré au cours du premier semestre de 2023. Le résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts atteint 2 539 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2024 comparativement à 2 256 M\$ à la période correspondante de 2023, une hausse de 13 %.

En excluant l'impact des mesures fiscales 2022 du gouvernement du Canada, le résultat net de 1 828 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2024 est en hausse de 6 % comparativement au résultat net ajusté de 1 732 M\$ pour la période correspondante de 2023. Le résultat dilué par action se chiffre à 5,13 \$ par rapport au résultat dilué par action ajusté de 4,88 \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2023, en hausse de 5 %.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires s'établit à 17,0 % pour le semestre terminé le 30 avril 2024, et se compare à 17,5 % pour la période correspondante de 2023.

Revenu total

Le revenu total de la Banque s'établit à 2 750 M\$ au deuxième trimestre de 2024, en hausse de 304 M\$ ou 12 % comparativement au trimestre correspondant de 2023. Le revenu total du secteur des Particuliers et Entreprises est en hausse de 6 %, une hausse attribuable à la croissance des prêts et des dépôts des particuliers et des entreprises ainsi qu'à l'accroissement de la marge nette d'intérêts. Le revenu total du secteur de Gestion de patrimoine affiche une croissance de 11 % qui provient de la hausse du revenu net d'intérêts et des revenus tirés des services tarifés, notamment des revenus de frais de gestion de placement et services fiduciaires ainsi que des revenus de fonds communs de placement. Le revenu total en équivalent imposable enregistré dans le secteur des Marchés financiers au deuxième trimestre de 2024 augmente de 14 % par rapport au deuxième trimestre de 2023 en raison de la hausse des revenus des marchés mondiaux ainsi que des revenus des services financiers aux entreprises et services de banque d'investissement. Le revenu total du secteur FSEU&I est en hausse de 23 % comparativement au deuxième trimestre de 2023, grâce à la progression des revenus de la filiale ABA Bank provenant de la croissance de ses activités, à l'augmentation des revenus de la filiale Credigy, ainsi qu'à un revenu de dividende enregistré au deuxième trimestre de 2024 en lien avec un placement dans un groupe financier.

Le revenu total s'élève à 5 460 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2024, contre 5 008 M\$ pour le semestre correspondant de 2023, une hausse de 452 M\$ ou 9 %. Le revenu total du secteur des Particuliers et Entreprises affiche une hausse de 114 M\$ ou 5 %, principalement en raison de l'augmentation du revenu net d'intérêts provenant de la croissance des prêts et des dépôts ainsi que de l'accroissement de la marge nette d'intérêts sur les dépôts. Par ailleurs, la croissance des revenus sur cartes de crédit, des revenus d'assurances ainsi que des revenus de commissions internes liées à la distribution des produits du secteur de Gestion de patrimoine a été contrebalancée par la baisse des revenus tirés des acceptations bancaires, des lettres de crédit et de garantie, des instruments financiers dérivés et des activités de change. L'augmentation du revenu total du secteur de Gestion de patrimoine de 7 % s'explique principalement par des revenus tirés des services tarifés, notamment les frais de gestion de placement et de services fiduciaires ainsi que les fonds communs de placement. Le revenu total en équivalent imposable du secteur des Marchés financiers est en hausse de 160 M\$ ou 12 % par rapport à la période correspondante de 2023, une hausse attribuable à la croissance des revenus des marchés mondiaux ainsi qu'à l'augmentation des revenus des services financiers aux entreprises et services de banque d'investissement. Le revenu total du secteur FSEU&I est en hausse de 12 % par rapport au semestre terminé le 30 avril 2023, en raison de la croissance des revenus de la filiale ABA Bank provenant de la croissance de ses activités, de l'augmentation des revenus de la filiale Credigy ainsi que de revenus de dividendes enregistrés au cours du premier semestre de 2024 en lien avec un placement dans un groupe financier.

Frais autres que d'intérêts

Au deuxième trimestre de 2024, les frais autres que d'intérêts se chiffrent à 1 472 M\$, en hausse de 8 % par rapport au trimestre correspondant de 2023. L'augmentation s'explique par la hausse de la rémunération et des avantages du personnel provenant de la croissance des salaires ainsi que de la rémunération variable en lien avec la croissance des revenus. De plus, les frais d'occupation, incluant les frais d'amortissement, affichent une hausse, en partie attribuable à des frais liés au nouveau siège social de la Banque ainsi qu'à l'expansion du réseau bancaire de la filiale ABA Bank. La hausse des frais de technologie s'explique par des investissements importants en lien avec l'évolution technologique de la Banque et le plan de développement des affaires. Enfin, les honoraires professionnels et les autres frais sont également en hausse par rapport au deuxième trimestre de 2023.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2024, les frais autres que d'intérêts s'élèvent à 2 921 M\$, une hausse de 6 % par rapport au semestre correspondant de 2023 qui s'explique par les mêmes raisons que celles mentionnées pour le trimestre.

Dotations aux pertes de crédit

Pour le deuxième trimestre de 2024, la Banque a enregistré des dotations aux pertes de crédit de 138 M\$ par rapport à 85 M\$ au trimestre correspondant de 2023. Les dotations aux pertes de crédit sur les prêts dépréciés excluant les prêts dépréciés dès leur acquisition ou leur création (DAC)⁽¹⁾ sont en hausse de 62 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2023. Cette augmentation provient des Services aux particuliers (incluant les créances sur cartes de crédit), dans un contexte de normalisation de la performance de crédit, des Services aux entreprises (hausse principalement attribuable à deux dossiers), ainsi que des filiales Credigy (excluant les prêts DAC) et ABA Bank. Ces hausses ont été atténuées par une diminution des dotations aux pertes de crédit sur les prêts dépréciés du secteur des Marchés financiers. Les dotations aux pertes de crédit sur les prêts non dépréciés sont en baisse de 5 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2023 principalement en raison de l'impact plus favorable de la mise à jour des scénarios macroéconomiques. Cette diminution a été atténuée par des dotations plus importantes enregistrées au deuxième trimestre de 2024 en lien avec la migration du risque de crédit, la croissance des portefeuilles de prêts et la recalibration de certains paramètres de risque. De plus, les dotations aux pertes de crédit sur les prêts DAC sont en baisse de 4 M\$, principalement en raison de récupérations de pertes de crédit à la suite de remboursements de prêts DAC des Services aux entreprises.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2024, les dotations aux pertes de crédit de la Banque s'élèvent à 258 M\$ comparativement à 171 M\$ pour le semestre correspondant de 2023. L'augmentation provient de la hausse des dotations aux pertes de crédit sur les prêts dépréciés excluant les prêts DAC⁽¹⁾ des Services aux particuliers (incluant les créances sur cartes de crédit) et des Services aux entreprises, ainsi que des filiales Credigy (excluant les prêts DAC) et ABA Bank. De plus, des récupérations de pertes de crédit sur les prêts dépréciés plus importantes avaient été enregistrées dans le secteur des Marchés financiers au cours du premier semestre de 2023. Par ailleurs, les dotations aux pertes de crédit sur les prêts non dépréciés affichent une baisse qui découle principalement d'un impact plus favorable lié à la révision des perspectives macroéconomiques et d'une détérioration du risque de crédit moins importante au cours du premier semestre de 2024. Cette baisse a été contrebalancée par les effets de la recalibration de certains paramètres de risque et par la croissance des portefeuilles de prêts. Les dotations aux pertes de crédit sur les prêts DAC sont en baisse, en raison de réévaluations favorables de certains portefeuilles de la filiale Credigy au cours du semestre terminé le 30 avril 2024, ainsi que de récupérations de pertes de crédit à la suite de remboursements de prêts DAC des Services aux entreprises.

Charge d'impôts

La charge d'impôts pour le deuxième trimestre de 2024 totalise 234 M\$ comparativement à 167 M\$ pour le trimestre correspondant de 2023. Le taux effectif d'imposition du deuxième trimestre de 2024 s'établit à 21 % par rapport à 17 % au trimestre correspondant de 2023. Ceci s'explique principalement par la baisse des revenus exonérés d'impôts au deuxième trimestre de 2024 qui reflète le refus de la déduction pour les dividendes visés par le projet de loi C-59 à compter du 1^{er} janvier 2024.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2024, le taux effectif d'imposition est de 20 %, par rapport à 18 % pour le semestre correspondant de 2023. La variation du taux effectif d'imposition s'explique par la même raison que celle mentionnée pour le trimestre, contrebalancée en partie par l'incidence des mesures fiscales 2022 du gouvernement du Canada enregistrées au cours du premier trimestre de 2023, soit le dividende pour la relance au Canada et l'impôt supplémentaire de 1,5 % pour les banques et assureurs-vie.

(1) Consulter le « Glossaire » aux pages 47 à 50 pour plus de détails sur la composition de ces mesures.

Résultats sectoriels

La Banque exerce ses activités dans quatre secteurs d'exploitation : Particuliers et Entreprises, Gestion de patrimoine, Marchés financiers et Financement spécialisé aux États-Unis et International qui regroupe principalement les activités des filiales Credigy Ltd. (Credigy) et Advanced Bank of Asia Limited (ABA Bank). Les autres activités opérationnelles, certains éléments particuliers ainsi que les activités de trésorerie et de la filiale Technologie Flinks inc. (Flinks) sont regroupés à des fins de présentation dans la rubrique *Autres* des informations sectorielles. Chaque secteur se distingue par le service offert, le type de clientèle visé et la stratégie de commercialisation mise en place.

Particuliers et Entreprises

(en millions de dollars canadiens)

	Trimestre terminé le 30 avril			Semestre terminé le 30 avril		
	2024	2023 ⁽¹⁾	Variation %	2024	2023 ⁽¹⁾	Variation %
Résultats d'exploitation						
Revenu net d'intérêts	870	802	8	1 740	1 627	7
Revenus autres que d'intérêts	261	265	(2)	545	544	–
Revenu total	1 131	1 067	6	2 285	2 171	5
Frais autres que d'intérêts	612	589	4	1 227	1 182	4
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts	519	478	9	1 058	989	7
Dotations aux pertes de crédit	89	37		160	98	63
Résultat avant charge d'impôts	430	441	(2)	898	891	1
Charge d'impôts	119	121	(2)	248	245	1
Résultat net	311	320	(3)	650	646	1
Marge nette d'intérêts ⁽²⁾	2,36 %	2,34 %		2,36 %	2,35 %	
Actif moyen portant intérêts ⁽²⁾	150 072	140 319	7	148 367	139 758	6
Actif moyen ⁽³⁾	156 736	147 316	6	155 874	146 714	6
Prêts et acceptations moyens ⁽³⁾	155 100	146 489	6	154 185	145 909	6
Prêts dépréciés nets ⁽²⁾	433	217	100	433	217	100
Prêts dépréciés nets en % du total des prêts et acceptations ⁽²⁾	0,3 %	0,1 %		0,3 %	0,1 %	
Dépôts moyens ⁽³⁾	88 933	83 983	6	88 942	84 526	5
Ratio d'efficacité ⁽²⁾	54,1 %	55,2 %		53,7 %	54,4 %	

(1) Certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés.

(2) Consulter le « Glossaire » aux pages 47 à 50 pour plus de détails sur la composition de ces mesures.

(3) Représente la moyenne des soldes quotidiens de la période.

Le secteur des Particuliers et Entreprises affiche un résultat net de 311 M\$ au deuxième trimestre de 2024 comparativement à 320 M\$ au trimestre correspondant de 2023, une baisse de 3 %. La croissance du revenu total du secteur a été plus que contrebalancée par des frais autres que d'intérêts et des dotations aux pertes de crédit plus élevés. La hausse de 8 % du revenu net d'intérêts au deuxième trimestre de 2024 provient principalement de la croissance des prêts et des dépôts des particuliers et des entreprises. La marge nette d'intérêts atteint 2,36 % comparativement à 2,34 % au deuxième trimestre de 2023. Cette croissance est expliquée principalement par l'accroissement de la marge sur les dépôts. De plus, les revenus autres que d'intérêts sont en baisse de 4 M\$ ou 2 % par rapport au trimestre correspondant de 2023.

Le revenu total des Services aux particuliers est en hausse de 33 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2023. L'augmentation provient de la hausse du revenu net d'intérêts, attribuable à la croissance des prêts et des dépôts et à l'amélioration de la marge sur les dépôts, ainsi qu'à l'augmentation des revenus de commissions internes liées à la distribution des produits du secteur de Gestion de patrimoine. Le revenu total des Services aux entreprises est en hausse de 31 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2023, principalement en raison d'une augmentation du revenu net d'intérêts, attribuable à la croissance des prêts et des dépôts, atténuée par un recul de la marge nette d'intérêts sur les prêts et les dépôts. De plus, les revenus tirés des activités de change sont en hausse par rapport au trimestre correspondant de 2023, alors que les revenus tirés des acceptations bancaires et des instruments financiers dérivés sont en baisse.

Les frais autres que d'intérêts du secteur de 612 M\$ au deuxième trimestre de 2024 sont en hausse de 4 % par rapport au trimestre correspondant de 2023. La hausse s'explique par l'augmentation de la rémunération et des avantages du personnel, attribuable à des hausses salariales, et par l'augmentation des investissements liés à l'évolution technologique du secteur. Le ratio d'efficacité de 54,1 % pour le deuxième trimestre de 2024 s'améliore de 1,1 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre de 2023. Le secteur a enregistré des dotations aux pertes de crédit de 89 M\$ comparativement à 37 M\$ au deuxième trimestre de 2023. La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des dotations aux pertes de crédit sur les prêts dépréciés des Services aux particuliers (incluant les créances sur cartes de crédit), ce qui reflète une normalisation de la performance de crédit, ainsi que sur les prêts dépréciés des Services aux entreprises. Par ailleurs, les dotations aux pertes de crédit sur les prêts non dépréciés sont en baisse par rapport au trimestre correspondant de 2023 notamment en raison de l'impact favorable de la révision des scénarios macroéconomiques. De plus, des récupérations de pertes de crédit sur les prêts DAC des Services aux entreprises ont été enregistrées au cours du deuxième trimestre de 2024 à la suite de remboursements de prêts.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2024, le résultat net du secteur s'établit à 650 M\$, en hausse de 1 % par rapport à 646 M\$ pour le semestre correspondant de 2023. L'augmentation du revenu total de 114 M\$ a été atténuée par la hausse des frais autres que d'intérêts et des dotations aux pertes de crédit. Le résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts du secteur pour le semestre terminé le 30 avril 2024 atteint 1 058 M\$, en hausse de 7 % par rapport à la période correspondante de 2023. La hausse du revenu total des Services aux particuliers provient principalement de la croissance des prêts et des dépôts et de l'accroissement de la marge sur les dépôts, ainsi que de l'augmentation des revenus sur cartes de crédit, des revenus d'assurances et des revenus de commissions internes liées à la distribution des produits du secteur de Gestion de patrimoine. De plus, la hausse du revenu total des Services aux entreprises s'explique par la croissance des prêts et des dépôts, atténuée par un rétrécissement de la marge nette d'intérêts ainsi que par une baisse des revenus tirés des acceptations bancaires, des lettres de crédit et de garantie, des instruments financiers dérivés et des activités de change.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2024, les frais autres que d'intérêts s'établissent à 1 227 M\$, une augmentation de 4 % par rapport à la période correspondante de 2023 provenant de la rémunération et des avantages du personnel, ainsi que des investissements liés à l'évolution technologique du secteur. Le ratio d'efficacité se chiffre à 53,7 % pour le semestre terminé le 30 avril 2024, une amélioration de 0,7 point de pourcentage par rapport à la même période en 2023. Les dotations aux pertes de crédit du secteur des Particuliers et Entreprises ont augmenté de 62 M\$ par rapport au premier semestre de 2023, une hausse qui s'explique par les mêmes raisons que celles mentionnées pour le trimestre.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens)

	Trimestre terminé le 30 avril			Semestre terminé le 30 avril		
	2024	2023	Variation %	2024	2023	Variation %
Résultats d'exploitation						
Revenu net d'intérêts	203	190	7	401	398	1
Revenus tirés des services tarifés	394	350	13	769	697	10
Revenus tirés des transactions et autres revenus	86	77	12	173	159	9
Revenu total	683	617	11	1 343	1 254	7
Frais autres que d'intérêts	400	372	8	790	736	7
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts	283	245	16	553	518	7
Dotations aux pertes de crédit	–	–	–	–	–	–
Résultat avant charge d'impôts	283	245	16	553	518	7
Charge d'impôts	78	67	16	152	142	7
Résultat net	205	178	15	401	376	7
Actif moyen ⁽¹⁾	8 963	8 518	5	8 834	8 521	4
Prêts et acceptations moyens ⁽¹⁾	7 967	7 542	6	7 839	7 546	4
Prêts dépréciés nets ⁽²⁾	6	5	20	6	5	20
Dépôts moyens ⁽¹⁾	41 927	40 344	4	41 568	40 278	3
Actifs sous administration ⁽²⁾	691 554	673 483	3	691 554	673 483	3
Actifs sous gestion ⁽²⁾	138 848	123 029	13	138 848	123 029	13
Ratio d'efficacité ⁽²⁾	58,6 %	60,3 %		58,8 %	58,7 %	

(1) Représente la moyenne des soldes quotidiens de la période

(2) Consulter le « Glossaire » aux pages 47 à 50 pour plus de détails sur la composition de ces mesures.

Le résultat net du secteur de Gestion de patrimoine s'élève à 205 M\$ au deuxième trimestre de 2024 comparativement à 178 M\$ au trimestre correspondant de 2023, une augmentation de 15 %. Le revenu total du secteur de 683 M\$ est en hausse de 66 M\$ ou 11 % comparativement à 617 M\$ au deuxième trimestre de 2023. La hausse du revenu net d'intérêts de 7 % par rapport au trimestre correspondant de 2023 s'explique par l'impact favorable des hausses de taux d'intérêt, partiellement contrebalancé par le changement dans la composition des dépôts. La hausse de 13 % des revenus tirés des services tarifés est majoritairement attribuable à l'appréciation des marchés boursiers comparativement au trimestre correspondant de 2023 et à des entrées nettes positives dans les diverses solutions. Les revenus tirés des transactions et autres revenus sont en hausse de 12 % par rapport au trimestre correspondant de 2023 en raison de l'augmentation des activités des clients.

Les frais autres que d'intérêts de 400 M\$ au deuxième trimestre de 2024 sont en hausse de 8 % par rapport à 372 M\$ au deuxième trimestre de 2023. L'augmentation est attribuable à la hausse de la rémunération variable et des honoraires de gestion externe en lien avec la croissance des revenus, ainsi qu'à la hausse des dépenses technologiques. Le ratio d'efficacité, qui s'élève à 58,6 % pour le deuxième trimestre de 2024, s'est amélioré, comparativement à 60,3 % pour le trimestre correspondant de 2023. Les dotations aux pertes de crédit sont négligeables pour les deuxièmes trimestres de 2024 et 2023.

Le résultat net du secteur de Gestion de patrimoine atteint 401 M\$ pour le premier semestre de 2024 comparativement à 376 M\$ pour la période correspondante de 2023, en hausse de 7 %. Le revenu total du secteur s'élève à 1 343 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2024, une hausse de 7 % comparativement à 1 254 M\$ pour le premier semestre de 2023. Le revenu net d'intérêts est en hausse de 1 %, ce qui s'explique par l'impact favorable des hausses de taux d'intérêt, en partie contrebalancé par le changement dans la composition des dépôts. L'augmentation de 10 % des revenus tirés des services tarifés s'explique par la croissance des actifs sous administration et sous gestion résultant de la progression des marchés boursiers ainsi que par des entrées nettes positives dans les diverses solutions. De plus, les revenus tirés des transactions et autres revenus sont en hausse de 9 % par rapport à la même période de 2023 en raison de l'augmentation des activités des clients. Les frais autres que d'intérêts s'élèvent à 790 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2024 par rapport à 736 M\$ pour la période correspondante de 2023, une augmentation de 7 % expliquée par les mêmes raisons que celles mentionnées pour le trimestre. Le ratio d'efficacité pour le semestre terminé le 30 avril 2024 s'établit à 58,8 % et se compare à 58,7 % pour le semestre correspondant de 2023. Les dotations aux pertes de crédit sont négligeables pour les premiers semestres de 2024 et 2023.

Marchés financiers

(en équivalent imposable)⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)

	Trimestre terminé le 30 avril			Semestre terminé le 30 avril		
	2024	2023	Variation %	2024	2023	Variation %
Résultats d'exploitation						
Marchés mondiaux						
Titres de participation	239	222	8	461	414	11
Taux d'intérêt et crédit	158	97	63	316	248	27
Produits de base et devises	56	66	(15)	127	120	6
	453	385	18	904	782	16
Services financiers aux entreprises et services de banque d'investissement	313	287	9	617	579	7
Revenu total ⁽¹⁾	766	672	14	1 521	1 361	12
Frais autres que d'intérêts	312	283	10	625	570	10
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts	454	389	17	896	791	13
Dotations aux pertes de crédit	11	19	(42)	28	10	
Résultat avant charge d'impôts	443	370	20	868	781	11
Charge d'impôts ⁽¹⁾	121	102	19	238	215	11
Résultat net	322	268	20	630	566	11
Actif moyen ⁽²⁾	194 158	172 361	13	192 280	172 819	11
Prêts et acceptations moyens ⁽²⁾ (grandes entreprises seulement)	31 911	28 804	11	31 784	27 921	14
Prêts dépréciés nets ⁽³⁾	57	76	(25)	57	76	(25)
Prêts dépréciés nets en % du total des prêts et acceptations ⁽³⁾	0,2 %	0,3 %		0,2 %	0,3 %	
Dépôts moyens ⁽²⁾	64 578	58 339	11	63 950	55 540	15
Ratio d'efficacité ⁽³⁾	40,7 %	42,1 %		41,1 %	41,9 %	

(1) Le *Revenu total* et la *Charge d'impôts* du secteur des Marchés financiers sont présentés en équivalent imposable. L'équivalent imposable est une méthode de calcul qui consiste à ajuster certains revenus à taux d'imposition moindre, en les majorant de l'impôt à un niveau permettant de les rendre comparables aux revenus provenant de sources imposables au Canada. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2024, le *Revenu total* a été majoré de 85 M\$ (130 M\$ en 2023) et un montant équivalent est constaté à la *Charge d'impôts*. Pour le semestre terminé le 30 avril 2024, le *Revenu total* a été majoré de 193 M\$ (259 M\$ en 2023) et un montant équivalent est constaté à la *Charge d'impôts*. L'effet de ces ajustements est renversé dans la rubrique *Autres* des informations sectorielles. À la lumière du projet de loi concernant les dividendes canadiens, la Banque n'a pas comptabilisé de déduction d'impôts sur le résultat ni utilisé la méthode de l'équivalent imposable pour ajuster les revenus liés aux dividendes visés, reçus après le 1^{er} janvier 2024 (pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Impôts sur le résultat »).

(2) Représente la moyenne des soldes quotidiens de la période.

(3) Consulter le « Glossaire » aux pages 47 à 50 pour plus de détails sur la composition de ces mesures.

Le secteur des Marchés financiers affiche un résultat net de 322 M\$ au deuxième trimestre de 2024, comparativement à 268 M\$ au trimestre correspondant de 2023, en hausse de 20 %. Le revenu total en équivalent imposable se chiffre à 766 M\$, contre 672 M\$ au deuxième trimestre de 2023, une hausse de 94 M\$ ou 14 %. Les revenus des marchés mondiaux augmentent de 18 % en raison de la hausse des revenus sur les titres de participation de 8 % et des revenus sur les taux d'intérêt et crédit de 63 %, atténuée par la baisse des revenus sur les produits de base et devises de 15 %. Les revenus des services financiers aux entreprises et services de banque d'investissement du deuxième trimestre de 2024 sont en hausse de 9 % par rapport au trimestre correspondant de 2023, compte tenu de l'augmentation des revenus des services bancaires et des revenus liés aux activités sur les marchés des capitaux, en partie contrebalancée par la diminution des revenus tirés des activités de fusions et acquisitions.

Les frais autres que d'intérêts du deuxième trimestre de 2024 s'établissent à 312 M\$, en hausse de 10 % par rapport au deuxième trimestre de 2023. Cette hausse s'explique par l'augmentation de la rémunération et des avantages du personnel, notamment attribuable à la rémunération variable résultant de la croissance des revenus, ainsi que par l'augmentation des frais liés aux investissements technologiques et des autres frais liés à l'accroissement des activités du secteur. Le ratio d'efficacité s'améliore de 1,4 point de pourcentage pour s'établir à 40,7 % pour le deuxième trimestre de 2024 comparativement à 42,1 % au trimestre correspondant de 2023. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2024, le secteur a enregistré des dotations aux pertes de crédit de 11 M\$ comparativement à 19 M\$ au trimestre correspondant de 2023. Cette diminution s'explique principalement par la baisse des dotations aux pertes de crédit sur les prêts dépréciés.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2024, le résultat net du secteur se chiffre à 630 M\$, en hausse de 11 % par rapport à la période correspondante de 2023. Le résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts, de 896 M\$ au premier semestre de 2024, est en croissance de 13 % comparativement à la même période en 2023. Le revenu total en équivalent imposable s'établit à 1 521 M\$ contre 1 361 M\$, une hausse de 160 M\$ ou 12 % par rapport au semestre correspondant de 2023. Les revenus des marchés mondiaux sont en hausse de 16 %, en raison de l'augmentation de tous les types de revenus. De plus, les revenus des services financiers aux entreprises et services de banque d'investissement augmentent de 7 % par rapport au semestre correspondant de 2023, pour les mêmes raisons que celles mentionnées pour le trimestre.

Les frais autres que d'intérêts pour le semestre terminé le 30 avril 2024 sont en hausse de 10 % par rapport à la période correspondante de 2023, ce qui s'explique par l'augmentation de la rémunération variable, des frais liés aux investissements technologiques et des autres frais liés à l'accroissement des activités du secteur. Le ratio d'efficacité pour le semestre terminé le 30 avril 2024 s'élève à 41,1 % et s'améliore de 0,8 point de pourcentage comparativement à 41,9 % pour le semestre correspondant de 2023. Pour le semestre terminé le 30 avril 2024, les dotations aux pertes de crédit sont en hausse de 18 M\$ par rapport à la même période en 2023. Cette hausse s'explique par des récupérations de pertes de crédit sur les prêts dépréciés plus élevées enregistrées au cours du premier semestre de 2023, ainsi que par la hausse des dotations aux pertes de crédit sur les prêts non dépréciés de 11 M\$, en lien avec la croissance des portefeuilles de prêts.

Financement spécialisé aux États-Unis et International (FSEU&I)

(en millions de dollars canadiens)

	Trimestre terminé le 30 avril			Semestre terminé le 30 avril		
	2024	2023	Variation %	2024	2023	Variation %
Revenu total						
Credigy	136	108	26	261	245	7
ABA Bank	209	178	17	403	358	13
International	5	(1)		12	1	
	350	285	23	676	604	12
Frais autres que d'intérêts						
Credigy	34	33	3	69	69	–
ABA Bank	73	65	12	138	126	10
International	1	–		1	1	
	108	98	10	208	196	6
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts	242	187	29	468	408	15
Dotations aux pertes de crédit						
Credigy	26	20	30	51	51	–
ABA Bank	11	6	83	22	10	120
	37	26	42	73	61	20
Résultat avant charge d'impôts	205	161	27	395	347	14
Charge d'impôts						
Credigy	15	11	36	29	26	12
ABA Bank	26	22	18	51	46	11
International	1	–		2	–	
	42	33	27	82	72	14
Résultat net						
Credigy	61	44	39	112	99	13
ABA Bank	99	85	16	192	176	9
International	3	(1)		9	–	
	163	128	27	313	275	14
Actif moyen ⁽¹⁾	27 402	22 562	21	26 706	22 076	21
Prêts et créances moyens ⁽¹⁾	21 686	18 369	18	21 231	18 151	17
Prêts dépréciés dès leur acquisition ou leur création (DAC)	429	390	10	429	390	10
Prêts dépréciés nets excluant les prêts DAC ⁽²⁾	368	179	106	368	179	106
Dépôts moyens ⁽¹⁾	12 750	10 586	20	12 459	10 193	22
Ratio d'efficacité ⁽²⁾	30,9 %	34,4 %		30,8 %	32,5 %	

(1) Représente la moyenne des soldes quotidiens de la période.

(2) Consulter le « Glossaire » aux pages 47 à 50 pour plus de détails sur la composition de ces mesures.

Le secteur FSEU&I affiche un résultat net de 163 M\$ au deuxième trimestre de 2024, par rapport à 128 M\$ au trimestre correspondant de 2023, une hausse de 27 %. Le revenu total du secteur se chiffre à 350 M\$ contre 285 M\$ au deuxième trimestre de 2023, une hausse de 65 M\$ ou 23 %. Cette augmentation s'explique par l'augmentation des revenus de la filiale ABA Bank de 31 M\$ et des revenus de la filiale Credigy de 28 M\$, ainsi que par un revenu de dividende enregistré au deuxième trimestre de 2024 en lien avec un placement dans un groupe financier. Pour le semestre terminé le 30 avril 2024, le secteur affiche un résultat net de 313 M\$, par rapport à 275 M\$ pour la période correspondante de 2023, une hausse de 14 %.

Credigy

Le résultat net de la filiale Credigy de 61 M\$ pour le deuxième trimestre de 2024 est en hausse de 17 M\$ ou 39 % par rapport au trimestre correspondant de 2023. Le revenu total se chiffre à 136 M\$ pour le deuxième trimestre de 2024 comparativement à 108 M\$ au deuxième trimestre de 2023, une hausse qui s'explique par la croissance des volumes de prêts, ainsi que par la croissance des revenus autres que d'intérêts principalement en raison d'un gain réalisé au cours du deuxième trimestre de 2024 à la suite de la disposition d'un portefeuille de prêts. Les frais autres que d'intérêts s'élèvent à 34 M\$ pour le deuxième trimestre de 2024, une hausse de 1 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2023. Les dotations aux pertes de crédit sur les prêts non dépréciés et dépréciés sont en hausse de 7 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2023, conséquence de l'évolution normale des portefeuilles de prêts. Par ailleurs, les dotations aux pertes de crédit sur les prêts DAC sont en baisse de 1 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2024.

Le résultat net de la filiale Credigy de 112 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2024 est en hausse de 13 % par rapport à la période correspondante de 2023. Le revenu total se chiffre à 261 M\$ pour le premier semestre de 2024, en hausse comparativement à 245 M\$ pour la même période en 2023. Cette augmentation s'explique par les mêmes raisons que celles mentionnées pour le trimestre, atténuée par un revenu enregistré à la suite d'un prépaiement d'une facilité de crédit au premier trimestre de 2023. Les frais autres que d'intérêts pour le semestre terminé le 30 avril 2024 sont stables par rapport au premier semestre de 2023. Les dotations aux pertes de crédit sont également stables par rapport à la période correspondante de 2023, la hausse des dotations aux pertes de crédit sur les prêts dépréciés ayant été compensée par la diminution des dotations aux pertes de crédit sur les prêts non dépréciés et sur les prêts DAC.

ABA Bank

Le résultat net de la filiale ABA Bank de 99 M\$ pour le deuxième trimestre de 2024 est en hausse de 14 M\$ ou 16 % par rapport au trimestre correspondant de 2023. La hausse du revenu total de 17 % s'explique principalement par la croissance soutenue des actifs, atténuée par la hausse des frais d'intérêts sur les dépôts. Les frais autres que d'intérêts du deuxième trimestre de 2024 s'établissent à 73 M\$, en hausse de 8 M\$ ou 12 % par rapport au deuxième trimestre de 2023, ce qui s'explique par l'augmentation de la rémunération et des avantages du personnel, notamment les salaires en lien avec la croissance du nombre d'employés, ainsi que par la hausse des frais d'occupation attribuable à la croissance des activités de la filiale et à l'ouverture de nouvelles succursales. Les dotations aux pertes de crédit, qui totalisent 11 M\$ pour le deuxième trimestre de 2024, sont en hausse de 5 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2023. Cette augmentation s'explique par la hausse des dotations aux pertes de crédit sur les prêts dépréciés.

Le résultat net de la filiale ABA Bank de 192 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2024 est en hausse de 16 M\$ ou 9 % par rapport à la période correspondante de 2023. La croissance des activités de la filiale, principalement l'augmentation soutenue des actifs, explique la hausse de 13 % du revenu total par rapport au semestre correspondant de 2023. Cette augmentation a toutefois été atténuée par une hausse des frais d'intérêts sur les dépôts. Les frais autres que d'intérêts de la filiale de 138 M\$ sont en hausse de 10 % par rapport au premier semestre de 2023, ce qui s'explique par les mêmes raisons que celles mentionnées pour le trimestre. Les dotations aux pertes de crédit de la filiale totalisent 22 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2024, une hausse de 12 M\$ par rapport à la même période en 2023 qui provient d'une augmentation des dotations aux pertes de crédit sur les prêts dépréciés compensée en partie par une diminution des dotations aux pertes de crédit sur les prêts non dépréciés.

Autres

(en millions de dollars canadiens)	Trimestre terminé le 30 avril		Semestre terminé le 30 avril	
	2024	2023	2024	2023
Résultats d'exploitation				
Revenu net d'intérêts ⁽¹⁾	(97)	(167)	(197)	(309)
Revenus autres que d'intérêts ⁽¹⁾	(83)	(28)	(168)	(73)
Revenu total	(180)	(195)	(365)	(382)
Frais autres que d'intérêts	40	20	71	68
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts	(220)	(215)	(436)	(450)
Dotations aux pertes de crédit	1	3	(3)	2
Résultat avant charge d'impôts	(221)	(218)	(433)	(452)
Charge (économie) d'impôts ⁽¹⁾	(126)	(156)	(267)	(297)
Perte nette	(95)	(62)	(166)	(155)
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(1)	(1)	(1)
Perte nette attribuable aux actionnaires et aux détenteurs d'autres instruments de capitaux propres de la Banque	(94)	(61)	(165)	(154)
Moins : Éléments particuliers après impôts ⁽²⁾	-	-	-	(24)
Perte nette – ajustée ⁽²⁾	(95)	(62)	(166)	(131)
Actif moyen ⁽³⁾	67 777	70 458	65 089	72 981

- (1) Pour le trimestre terminé le 30 avril 2024, un montant de 14 M\$ (76 M\$ en 2023) est déduit du *Revenu net d'intérêts*, un montant de 73 M\$ (56 M\$ en 2023) est déduit des *Revenus autres que d'intérêts* et un montant équivalent est constaté à la *Charge (économie) d'impôts*. Pour le semestre terminé le 30 avril 2024, un montant de 51 M\$ (154 M\$ en 2023) est déduit du *Revenu net d'intérêts*, un montant de 146 M\$ (108 M\$ en 2023) est déduit des *Revenus autres que d'intérêts* et un montant équivalent est constaté à la *Charge (économie) d'impôts*. Ces ajustements comprennent le renversement de l'équivalent imposable du secteur des Marchés financiers et de la rubrique *Autres*. L'équivalent imposable est une méthode de calcul qui consiste à ajuster certains revenus à taux d'imposition moindre, en les majorant de l'impôt à un niveau permettant de les rendre comparables aux revenus provenant de sources imposables au Canada. À la lumière du projet de loi concernant les dividendes canadiens, la Banque n'a pas comptabilisé de déduction d'impôts sur le résultat ni utilisé la méthode de l'équivalent imposable pour ajuster les revenus liés aux dividendes visés, reçus après le 1^{er} janvier 2024 (pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Impôts sur le résultat »).
- (2) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 10 pour le détail des mesures financières non conformes aux PCGR.
- (3) Représente la moyenne des soldes quotidiens de la période.

La rubrique *Autres* des résultats sectoriels affiche une perte nette de 95 M\$ au deuxième trimestre de 2024 comparativement à une perte nette de 62 M\$ pour le trimestre correspondant de 2023. La variation de la perte nette s'explique en partie par la contribution plus faible des activités de trésorerie, en lien avec les activités de gestion de l'appariement du bilan de la Banque. De plus, les frais autres que d'intérêts sont en hausse par rapport au trimestre correspondant de 2023, notamment en raison de l'augmentation de la rémunération variable ainsi que des frais d'occupation, ces derniers reflétant un chevauchement temporaire durant la transition vers le nouveau siège social de la Banque.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2024, la perte nette s'élève à 166 M\$, comparativement à une perte nette de 155 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2023. La variation de la perte nette s'explique par les mêmes raisons que celles mentionnées pour le trimestre. Par ailleurs, l'élément particulier enregistré au cours du semestre terminé le 30 avril 2023, soit la charge d'impôts de 24 M\$ liée aux mesures fiscales 2022 du gouvernement du Canada, a eu un impact favorable de 24 M\$ sur la variation de la perte nette. La perte nette ajustée de 166 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2024 se compare à une perte nette ajustée de 131 M\$ pour la période correspondante de 2023.

Bilan consolidé

Résumé du bilan consolidé

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2024	Au 31 octobre 2023 ⁽¹⁾	Variation %
Actif			
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	29 678	35 234	(16)
Valeurs mobilières	130 440	121 818	7
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et valeurs mobilières empruntées	21 157	11 260	88
Prêts et acceptations, déduction faite des provisions	234 770	225 443	4
Autres	25 645	29 722	(14)
	441 690	423 477	4
Passif et capitaux propres			
Dépôts	306 881	288 173	6
Autres	109 242	110 972	(2)
Dettes subordonnées	1 237	748	65
Capitaux propres attribuables aux actionnaires et aux détenteurs d'autres instruments de capitaux propres de la Banque	24 329	23 582	3
Participations ne donnant pas le contrôle	1	2	(50)
	441 690	423 477	4

(1) Certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés.

Actif

Au 30 avril 2024, la Banque a un actif total de 441,7 G\$, comparativement à 423,5 G\$ au 31 octobre 2023, une augmentation de 18,2 G\$ ou 4 %. La trésorerie et les dépôts auprès d'institutions financières, de 29,7 G\$ au 30 avril 2024, sont en baisse de 5,5 G\$ principalement en raison de la diminution des dépôts auprès d'institutions financières réglementées, notamment la Réserve fédérale américaine, atténuée par l'augmentation des dépôts auprès de la Banque du Canada.

Les valeurs mobilières augmentent de 8,6 G\$ par rapport au 31 octobre 2023, en raison de l'augmentation de 6,2 G\$ ou 6 % des valeurs mobilières à la juste valeur par le biais du résultat net, hausse essentiellement attribuable aux titres de participation, atténuée par la diminution des titres émis ou garantis par le Trésor et d'autres organismes américains et les gouvernements d'autres pays. L'augmentation s'explique également par la hausse de 2,4 G\$ des valeurs mobilières autres que celles évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net, hausse essentiellement attribuable aux titres émis ou garantis par le Trésor et d'autres organismes américains et les gouvernements d'autres pays et aux titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada. Les valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et valeurs mobilières empruntées ont augmenté de 9,9 G\$ par rapport au 31 octobre 2023, principalement en lien avec les activités du secteur des Marchés financiers et de la Trésorerie.

Les prêts et acceptations, déduction faite des provisions pour pertes de crédit, de 234,8 G\$ au 30 avril 2024, augmentent de 9,4 G\$ ou 4 % par rapport au 31 octobre 2023. Le détail des principaux portefeuilles de prêts et acceptations est présenté dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2024	Au 31 octobre 2023	Au 30 avril 2023
Prêts et acceptations			
Hypothécaires résidentiels et marges de crédit hypothécaires	119 548	116 444	113 069
Aux particuliers	17 253	16 761	15 627
Créances sur cartes de crédit	2 644	2 603	2 433
Aux entreprises et aux administrations publiques	96 536	90 819	85 705
	235 981	226 627	216 834
Provisions pour pertes de crédit	(1 211)	(1 184)	(1 070)
	234 770	225 443	215 764

Les prêts hypothécaires résidentiels (incluant les marges de crédit hypothécaires) augmentent de 3,1 G\$ ou 3 % par rapport au 31 octobre 2023 compte tenu des activités des secteurs des Particuliers et Entreprises et des Marchés financiers, ainsi que des filiales Credigy et ABA Bank. Par rapport au 31 octobre 2023, les prêts aux particuliers augmentent de 0,5 G\$ et les créances sur cartes de crédit sont en légère hausse. Les prêts et acceptations aux entreprises et aux administrations publiques sont en hausse de 5,7 G\$ ou 6 % par rapport au 31 octobre 2023 principalement en raison de la croissance des activités des Services aux entreprises, des secteurs des Marchés financiers et de Gestion de patrimoine ainsi que des filiales Credigy et ABA Bank.

Depuis un an, les prêts et acceptations, déduction faite des provisions pour pertes de crédit, ont augmenté de 19,0 G\$ ou 9 %. Les prêts hypothécaires résidentiels (incluant les marges de crédit hypothécaires) sont en hausse de 6,4 G\$ ou 6 % compte tenu de la demande soutenue du crédit hypothécaire dans le secteur des Particuliers et Entreprises et de la croissance des activités du secteur des Marchés financiers et des filiales Credigy et ABA Bank. Par rapport au 30 avril 2023, les prêts aux particuliers sont en hausse de 1,7 G\$ et les créances sur cartes de crédit sont en hausse de 0,2 G\$. Les prêts et acceptations aux entreprises et aux administrations publiques sont en hausse de 10,8 G\$ ou 13 % depuis un an, essentiellement en raison des activités du secteur des Marchés financiers, des Services aux entreprises et de la filiale ABA Bank.

Les prêts dépréciés comprennent tous les prêts classés en phase 3 selon le modèle de détermination des pertes de crédit attendues ainsi que les prêts DAC. Au 30 avril 2024, les prêts dépréciés bruts sont de 1 730 M\$, alors qu'ils s'élevaient à 1 584 M\$ au 31 octobre 2023. Les prêts dépréciés nets se chiffrent à 1 426 M\$ au 30 avril 2024 comparativement à 1 276 M\$ au 31 octobre 2023. Par ailleurs, les prêts dépréciés nets excluant les prêts DAC ont augmenté de 258 M\$ pour s'établir à 864 M\$ au 30 avril 2024, contre 606 M\$ au 31 octobre 2023. Cette augmentation s'explique par la hausse des prêts dépréciés nets des portefeuilles de prêts des Services aux particuliers et des Services aux entreprises ainsi que du secteur des Marchés financiers, des filiales Credigy (excluant les prêts DAC) et ABA Bank. Les prêts DAC nets s'établissent à 562 M\$ au 30 avril 2024, alors qu'ils se chiffraient à 670 M\$ au 31 octobre 2023, en baisse en raison d'échéances de certains portefeuilles et de remboursements de prêts.

Les autres actifs de 25,6 G\$ au 30 avril 2024 sont en baisse de 4,1 G\$ depuis le 31 octobre 2023 principalement en raison de la diminution des instruments financiers dérivés.

Passif

La Banque a un passif total de 417,4 G\$ au 30 avril 2024 comparativement à 399,9 G\$ au 31 octobre 2023.

Au 30 avril 2024, les dépôts de la Banque s'établissent à 306,9 G\$ comparativement à 288,2 G\$ au 31 octobre 2023, une augmentation de 18,7 G\$ ou 6 % par rapport au 31 octobre 2023. Les dépôts des particuliers de 92,7 G\$ au 30 avril 2024 sont en hausse de 4,8 G\$ par rapport au 31 octobre 2023. Cette hausse provient de la croissance des activités des Services aux particuliers, des secteurs des Marchés financiers et de Gestion de patrimoine ainsi que de la filiale ABA Bank.

Les dépôts des entreprises et administrations publiques de 209,8 G\$ au 30 avril 2024 augmentent de 12,5 G\$ par rapport au 31 octobre 2023. La hausse provient des activités de financement de la Trésorerie, dont 4,7 G\$ au titre des dépôts faisant l'objet de règlements sur la conversion aux fins de la recapitalisation interne des banques, ainsi que des activités des Services aux entreprises. Les dépôts des institutions de dépôts de 4,3 G\$ au 30 avril 2024 enregistrent une hausse de 1,3 G\$ par rapport au 31 octobre 2023.

Les autres passifs de 109,2 G\$ au 30 avril 2024 sont en baisse de 1,8 G\$ comparativement au 31 octobre 2023, essentiellement en raison de la diminution de 3,1 G\$ des acceptations et de 2,8 G\$ des engagements afférents à des titres vendus à découvert. Ces baisses ont été contrebalancées par l'augmentation de 3,2 G\$ des engagements afférents à des valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat et valeurs mobilières prêtées et de 1,6 G\$ des passifs relatifs à des créances cédées.

L'augmentation de la dette subordonnée depuis le 31 octobre 2023 provient de l'émission, le 5 février 2024, des billets à moyen terme d'un montant de 500 M\$.

Capitaux propres

Au 30 avril 2024, les capitaux propres attribuables aux actionnaires et aux détenteurs d'autres instruments de capitaux propres de la Banque s'établissent à 24,3 G\$, en hausse de 0,7 G\$ par rapport au 31 octobre 2023. Cette augmentation s'explique par le résultat net, déduction faite des dividendes, et par les émissions d'actions ordinaires au titre du régime d'options d'achat d'actions. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par la variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net et les autres éléments cumulés du résultat global.

Transactions avec des parties liées

Les politiques et procédures de la Banque relatives aux transactions avec des parties liées n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 octobre 2023. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 28 afférente aux états financiers annuels consolidés audités de l'exercice terminé le 31 octobre 2023.

Titrisation et arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, la Banque est partie à diverses opérations financières qui, selon les IFRS, ne sont pas tenues d'être constatées dans le bilan consolidé, ou sont constatées à des montants différents de leur valeur théorique ou contractuelle. Ces opérations incluent, entre autres, les opérations avec des entités structurées, les instruments financiers dérivés, l'émission de garanties, les instruments de crédit et les actifs financiers reçus en garantie. Une analyse complète de ces opérations, et plus précisément de leur nature, de leur utilisation et de leur importance, est présentée aux pages 51 et 52 du Rapport annuel 2023.

Pour plus de détails sur les actifs financiers transférés mais non décomptabilisés, les garanties, les engagements et les entités structurées, se reporter aux notes 8, 26 et 27 afférentes aux états financiers annuels consolidés audités de l'exercice terminé le 31 octobre 2023.

Impôts sur le résultat

Avis de cotisation

En avril 2024, la Banque a reçu une nouvelle cotisation de l'Agence du revenu du Canada (ARC) pour des impôts supplémentaires et des intérêts pour un montant d'environ 110 M\$ (incluant les impôts provinciaux estimés et les intérêts) à l'égard de certains dividendes de source canadienne reçus par la Banque durant l'année d'imposition 2019.

Au cours des exercices antérieurs, la Banque avait reçu de nouvelles cotisations visant des impôts supplémentaires et des intérêts pour un montant d'environ 965 M\$ (incluant les impôts provinciaux et les intérêts) à l'égard de certains dividendes de source canadienne reçus par la Banque durant les années d'imposition 2012 à 2018.

Dans le cadre des nouvelles cotisations, l'ARC allègue que les dividendes ont été reçus dans le cadre d'un « mécanisme de transfert de dividendes ».

En octobre 2023, la Banque avait déposé un avis d'appel auprès de la Cour canadienne de l'impôt et l'affaire fait l'objet d'un litige. Il est possible que l'ARC établisse de nouvelles cotisations à l'égard de la Banque pour les années d'imposition subséquentes à 2019, pour certaines activités similaires à celles visées par les nouvelles cotisations précitées. La Banque demeure convaincue que sa position fiscale était appropriée et entend défendre sa position vigoureusement. Par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers consolidés au 30 avril 2024.

Mesures fiscales 2022 du gouvernement du Canada

Le 4 novembre 2022, le gouvernement du Canada avait déposé le projet de loi C-32 – *Loi portant exécution de certaines dispositions de l'énoncé économique de l'automne déposé au Parlement le 3 novembre 2022 et de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 7 avril 2022* pour mettre en œuvre des mesures fiscales applicables à certaines entités des groupes de banques et d'assureurs-vie, présentées dans son budget du 7 avril 2022. Ces mesures fiscales incluaient un dividende pour la relance au Canada (DRC), sous la forme d'un impôt ponctuel de 15 % basé sur le revenu imposable moyen des exercices 2021 et 2020 excédant 1 G\$, ainsi qu'une hausse du taux d'impôt prévu par la loi de 1,5 %. Le 15 décembre 2022, le projet de loi C-32 avait reçu la sanction royale. Ces mesures fiscales étant adoptées au 31 janvier 2023, une charge d'impôts de 32 M\$ au titre du DRC ainsi qu'une économie d'impôts de 8 M\$ en lien avec la hausse du taux d'impôt, qui comprenait l'impact lié aux impôts exigibles et différés de l'exercice 2022, avaient été comptabilisées dans les états financiers consolidés au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2023.

Propositions législatives

Le 30 novembre 2023, le gouvernement du Canada a déposé le projet de loi C-59 – *Loi portant exécution de certaines dispositions de l'énoncé économique de l'automne déposé au Parlement le 21 novembre 2023 et de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 28 mars 2023* pour mettre en œuvre des mesures fiscales applicables à la Banque. Ces mesures incluent le refus de la déduction pour dividendes reçus après 2023 sur les actions qui constituent des biens évalués à la valeur du marché pour fins fiscales (à l'exception des dividendes reçus sur les « actions privilégiées imposables » tel que défini dans la *Loi de l'impôt sur le revenu*), ainsi que l'application d'un impôt de 2 % de la valeur nette des capitaux propres rachetés à compter du 1^{er} janvier 2024. Bien que ces mesures fiscales ne soient pas quasi-adoptées à la date de présentation de l'information financière, les états financiers consolidés reflètent le refus de la déduction pour les dividendes visés par le projet de loi C-59 à compter du 1^{er} janvier 2024.

Le 2 mai 2024, le gouvernement du Canada a déposé le projet de loi C-69 – *Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 16 avril 2024*. Ce projet de loi inclut les règles du Pilier 2 (impôt minimum mondial) publiées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui seront applicables pour les exercices financiers ouverts à compter du 31 décembre 2023 (1^{er} novembre 2024 pour la Banque). À ce jour, les règles du Pilier 2 ont été incluses dans un projet de loi ou adoptées dans certaines juridictions où la Banque exerce ses activités. Les règles du Pilier 2 ne sont pas applicables pour le présent exercice financier et la Banque évalue actuellement son exposition à l'impôt sur le résultat découlant de ces règles.

Gestion du capital

La Gestion du capital assume le double rôle d'assurer un rendement concurrentiel aux actionnaires de la Banque tout en préservant de solides assises financières afin de couvrir les risques inhérents aux activités de la Banque, de soutenir les secteurs d'exploitation et de protéger la clientèle. La politique de gestion du capital de la Banque définit les principes directeurs ainsi que les rôles et responsabilités à l'égard de son processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres. Ce processus vise à déterminer le niveau des fonds propres dont la Banque doit disposer afin de poursuivre ses activités d'affaires et de faire face aux pertes non prévues découlant de conditions économiques et opérationnelles extrêmement difficiles. Plus de détails sur le cadre de gestion du capital sont présentés dans la section « Gestion du capital » du Rapport annuel 2023 aux pages 53 à 61.

Accord de Bâle

La Banque ainsi que toutes les autres grandes banques canadiennes doivent maintenir des ratios minimaux de fonds propres établis par le BSIF, soit un ratio des fonds propres CET1 d'au moins 11,5 %, un ratio des fonds propres de catégorie 1 d'au moins 13,0 % et un ratio du total des fonds propres d'au moins 15,0 %. Pour de plus amples renseignements sur le calcul des ratios, se reporter aux pages 54 et 55 du Rapport annuel 2023. Tous ces ratios incluent une réserve de conservation des fonds propres de 2,5 % établie par le CBCB et le BSIF, ainsi qu'une surcharge uniquement relative aux banques d'importance systémique intérieure (BISI) de 1,0 % et la réserve pour stabilité intérieure (RSI) de 3,5 % établies par le BSIF. La RSI, dont le niveau varie entre 0 % et 4,0 % de l'actif pondéré en fonction des risques, est constituée exclusivement de fonds propres CET1. Une BISI qui ne respecte pas cette réserve n'est pas automatiquement contrainte de réduire ses distributions de fonds propres, mais devra fournir un plan de mesures correctives au BSIF. La Banque doit également respecter les exigences du plancher des fonds propres afin que le total de l'actif pondéré en fonction des risques ne soit pas inférieur à 72,5 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques calculé selon les approches standardisées de Bâle III. Le BSIF permet l'adoption progressive d'un coefficient de plancher sur une période de trois ans dont la valeur initiale était de 65,0 % au deuxième trimestre de 2023, puis qui augmente de 2,5 % par année pour atteindre 72,5 % à l'exercice 2026. Pour l'exercice 2024, le coefficient de plancher est établi à 67,5 %. Si l'exigence de fonds propres est inférieure à l'exigence liée au plancher des fonds propres après l'application du coefficient de plancher, la différence est ajoutée au total de l'actif pondéré en fonction des risques. Enfin, le BSIF exige que les BISI respectent un ratio de levier selon Bâle III d'au moins 3,5 %, qui comprend une réserve de fonds propres de catégorie 1 de 0,5 % applicable uniquement aux BISI. Pour de plus amples renseignements sur le calcul du ratio de levier, se reporter à la page 55 du Rapport annuel 2023.

Au premier trimestre de 2024, la Banque a mis en œuvre les réformes finalisées telles qu'adoptées par le BSIF relativement au cadre révisé de fonds propres au titre du risque de marché, conformément à l'examen fondamental du portefeuille de négociation (EFPN) du CBCB, ainsi qu'à la révision du cadre de risque lié à l'ajustement de l'évaluation de crédit (CVA). Tant pour le risque de marché que pour le CVA, la Banque utilise la méthode des sensibilités standard pour calculer l'actif pondéré en fonction des risques. La mise en œuvre de ces cadres révisés, au 1^{er} novembre 2023, a eu une incidence négative de 38 pbs sur le ratio des fonds propres CET1 de la Banque.

De plus, le BSIF exige que les instruments des fonds propres réglementaires autres que les actions ordinaires soient assortis d'une clause de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) afin de veiller à ce que les investisseurs assument les pertes avant les contribuables lorsque le gouvernement détermine qu'il y va de l'intérêt public de contribuer à la survie d'une institution financière non viable. Tous les instruments des fonds propres réglementaires de la Banque autres que les actions ordinaires sont assortis d'une clause FPUNV.

La ligne directrice *Capacité totale d'absorption des pertes* (Total Loss Absorbing Capacity ou TLAC) du BSIF, qui s'applique à toutes les BISI dans le cadre des règlements sur la recapitalisation interne du gouvernement fédéral, vise à faire en sorte qu'une BISI dispose d'une capacité d'absorption des pertes suffisante pour soutenir sa recapitalisation interne dans le cas peu probable où elle deviendrait non viable. La TLAC disponible comprend le total des fonds propres ainsi que certaines dettes de premier rang non garanties qui satisfont tous les critères d'admissibilité à la ligne directrice TLAC du BSIF. Le BSIF exige des BISI qu'elles maintiennent un ratio TLAC fondé sur les risques d'au moins 25,0 % (incluant la RSI) de l'actif pondéré en fonction des risques et un ratio de levier TLAC d'au moins 7,25 %. Le ratio TLAC se calcule en divisant la TLAC disponible par l'actif pondéré en fonction des risques et le ratio de levier TLAC se calcule en divisant la TLAC disponible par l'exposition totale. Au 30 avril 2024, la valeur des éléments de passif en circulation faisant l'objet de règlements sur la conversion aux fins de la recapitalisation interne s'élève à 22,4 G\$ (17,7 G\$ au 31 octobre 2023).

Exigences – Ratios des fonds propres ⁽¹⁾, de levier ⁽¹⁾ et TLAC ⁽²⁾ réglementaires

	Exigences au 30 avril 2024							Ratios au 30 avril 2024
	Minimum	Réserve de conservation des fonds propres	Minimum établi par le CBCB	Surcharge relative aux BISI	Minimum établi par le BSIF	Réserve pour stabilité intérieure ⁽³⁾	Minimum établi par le BSIF, y compris la réserve pour stabilité intérieure	
Ratios des fonds propres								
CET1	4,5 %	2,5 %	7,0 %	1,0 %	8,0 %	3,5 %	11,5 %	13,2 %
catégorie 1	6,0 %	2,5 %	8,5 %	1,0 %	9,5 %	3,5 %	13,0 %	15,5 %
total	8,0 %	2,5 %	10,5 %	1,0 %	11,5 %	3,5 %	15,0 %	16,7 %
Ratio de levier	3,0 %	s.o.	3,0 %	0,5 %	3,5 %	s.o.	3,5 %	4,4 %
Ratio TLAC	21,5 %	s.o.	21,5 %	s.o.	21,5 %	3,5 %	25,0 %	30,2 %
Ratio de levier TLAC	6,75 %	s.o.	6,75 %	0,5 %	7,25 %	s.o.	7,25 %	8,5 %

s.o. Sans objet

(1) Les ratios des fonds propres et le ratio de levier sont calculés selon les règles de Bâle III telles qu'énoncées dans les lignes directrices « Normes de fonds propres » et « Exigences de levier » du BSIF.

(2) Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés selon la ligne directrice « Capacité totale d'absorption des pertes » du BSIF.

(3) Le 8 décembre 2023, le BSIF a confirmé que la réserve pour stabilité intérieure était maintenue à 3,5 %.

La Banque veille à ce que ses niveaux de fonds propres excèdent en tout temps les limites minimales relatives aux capitaux propres établies par le BSIF, y compris la RSI. Une structure solide de capital permet à la Banque de couvrir les risques inhérents à ses activités, de soutenir ses secteurs d'exploitation et de protéger sa clientèle.

D'autres exigences de divulgation en vertu du Pilier 3 de l'Accord de Bâle, assorties d'un ensemble de recommandations définies par le groupe de travail *Enhanced Disclosure Task Force* (EDTF), sont présentées dans le document intitulé « Informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires et informations du Pilier 3 » publié trimestriellement et disponible sur le site Internet de la Banque à l'adresse bnc.ca. De plus, une liste complète des instruments de fonds propres et de leurs principales caractéristiques est également disponible sur le site Internet de la Banque.

Faits nouveaux en matière de réglementation

La Banque surveille de près l'évolution de la réglementation et participe activement aux divers processus de consultation. La Banque a mis en œuvre les cadres révisés de risque de marché et de risque lié au CVA au cours du premier trimestre de 2024. Depuis le 1^{er} novembre 2023, aucun autre fait nouveau en matière de réglementation n'est à considérer.

Activités de gestion

Le 12 décembre 2023, la Banque a débuté un programme d'offre publique de rachat à des fins d'annulation dans le cours normal de ses activités, visant jusqu'à concurrence de 7 000 000 d'actions ordinaires (représentant environ 2,1 % des actions ordinaires alors en circulation) au cours de la période de 12 mois se terminant au plus tard le 11 décembre 2024. La Banque n'a effectué aucun rachat d'actions ordinaires au cours du semestre terminé le 30 avril 2024.

Le 5 février 2024, la Banque a émis des billets à moyen terme pour un montant de 500 M\$ portant intérêt à 5,279 % et échéant le 15 février 2024. Comme les billets à moyen terme respectent les exigences relatives aux FPUNV, ils sont admissibles aux fins du calcul des fonds propres réglementaires selon les règles de Bâle III.

Dividendes

Le 28 mai 2024, le conseil d'administration a déclaré les dividendes réguliers sur les diverses séries d'actions privilégiées de premier rang, ainsi qu'un dividende de 1,10 \$ par action ordinaire, en hausse de 4 cents ou 4 %, payable le 1^{er} août 2024 aux actionnaires inscrits le 24 juin 2024.

Actions, autres instruments de capitaux propres et options d'achat d'actions

	Au 30 avril 2024	
	Nombre d'actions ou de BCRL ⁽¹⁾	M\$
Actions privilégiées de premier rang		
Série 30	14 000 000	350
Série 32	12 000 000	300
Série 38	16 000 000	400
Série 40	12 000 000	300
Série 42	12 000 000	300
	66 000 000	1 650
Autres instruments de capitaux propres		
BCRL – Série 1	500 000	500
BCRL – Série 2	500 000	500
BCRL – Série 3	500 000	500
	1 500 000	1 500
	67 500 000	3 150
Actions ordinaires	340 055 711	3 413
Options d'achat d'actions	11 114 061	

(1) Billets de capital à recours limité (BCRL).

Au 24 mai 2024, le nombre d'actions ordinaires en circulation se chiffre à 340 040 496 et le nombre d'options en cours est de 10 958 068. Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires lorsque le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les clauses FPUNV devait se produire, toutes les actions privilégiées et les BCRL de la Banque ainsi que les billets à moyen terme échéant le 16 août 2032 et le 15 février 2034, qui sont des instruments de fonds propres assortis d'une clause FPUNV, seraient convertis en actions ordinaires de la Banque selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; ii) le cours du marché des actions ordinaires de la Banque à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix-plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres assortis d'une clause FPUNV se convertiraient en un maximum de 1 020 millions d'actions ordinaires de la Banque, d'où un effet dilutif de 75,0 % selon le nombre d'actions ordinaires de la Banque en circulation au 30 avril 2024.

Variation des fonds propres réglementaires ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Semestre terminé le 30 avril 2024
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (CET1)	
Solde au début	16 920
Émission d'actions ordinaires (y compris au titre du régime d'options d'achat d'actions)	92
Incidence des actions acquises ou vendues à des fins de négociation	16
Rachat d'actions ordinaires	-
Autres surplus d'apport	7
Dividendes sur actions privilégiées et actions ordinaires et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(805)
Résultat net attribuable aux actionnaires et aux détenteurs d'autres instruments de capitaux propres de la Banque	1 829
Déduction de l'écart de crédit de la Banque (déduction faite des impôts)	375
Incidence de l'adoption de l'IFRS 17	(94)
Autres	(306)
Variations des autres éléments cumulés du résultat global	
Écarts de conversion	(57)
Titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	24
Autres	-
Variation du goodwill et des immobilisations incorporelles (déduction faite des passifs d'impôt)	23
Autres, y compris les ajustements réglementaires	
Variation de l'actif des régimes de retraite à prestations définies (déduction faite des passifs d'impôt)	(10)
Variation du montant excédant le seuil de 15 %	
Actifs d'impôt différé	-
Participations significatives dans des actions ordinaires d'institutions financières	-
Actifs d'impôt différé, sauf s'ils résultent de différences temporaires (déduction faite des passifs d'impôt)	(5)
Autres déductions et ajustements réglementaires du CET1 instaurés par le BSIF	-
Variation des autres ajustements réglementaires	-
Solde à la fin	18 009
Autres éléments de fonds propres de catégorie 1	
Solde au début	3 148
Nouvelles émissions d'instruments admissibles à titre de fonds propres de catégorie 1	-
Rachats de fonds propres	-
Autres, y compris des ajustements réglementaires	2
Solde à la fin	3 150
Total des fonds propres de catégorie 1	21 159
Fonds propres de catégorie 2	
Solde au début	988
Nouvelles émissions d'instruments admissibles à titre de fonds propres de catégorie 2	500
Rachat de fonds propres	-
Fonds propres de catégorie 2 émis par des filiales et détenus par des tierces parties	-
Variation de certaines provisions pour pertes de crédit	22
Autres, y compris des ajustements réglementaires	33
Solde à la fin	1 543
Total des fonds propres réglementaires	22 702

(1) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 10 pour de plus amples renseignements sur les mesures de gestion du capital.

Actif pondéré en fonction des risques selon les principaux facteurs de risque

L'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 10,5 G\$ pour s'établir à 136,1 G\$ au 30 avril 2024, comparativement à 125,6 G\$ au 31 octobre 2023. Cette augmentation découle de la croissance organique de l'actif pondéré en fonction des risques, de la détérioration de la qualité de crédit du portefeuille de prêts et des changements de méthode découlant principalement de la mise en œuvre des cadres révisés de risque de marché et de risque lié au CVA, atténuée par la variation de change. La variation de l'actif pondéré en fonction des risques de la Banque par type de risque est présentée dans le tableau suivant.

Variation de l'actif pondéré en fonction des risques selon les principaux facteurs ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)

			Trimestre terminé le		
			30 avril 2024	31 janvier 2024	31 octobre 2023
	Risque autre que le risque de crédit de contrepartie	Risque de crédit de contrepartie	Total	Total	Total
Risque de crédit – actif pondéré en fonction des risques au début	102 639	6 199	108 838	107 145	102 087
Taille du portefeuille	2 437	47	2 484	5 020	2 288
Qualité du portefeuille	866	(358)	508	435	1 045
Mises à jour des modèles	–	–	–	(31)	(107)
Méthode et politique	–	–	–	(2 629)	–
Acquisitions et cessions	–	–	–	–	–
Variation de change	752	81	833	(1 102)	1 832
Risque de crédit – actif pondéré en fonction des risques à la fin	106 694	5 969	112 663	108 838	107 145
Risque de marché – actif pondéré en fonction des risques au début			10 148	5 662	5 985
Variation des niveaux de risque ⁽²⁾			(507)	(352)	(323)
Mises à jour des modèles			–	–	–
Méthode et politique			–	4 838	–
Acquisitions et cessions			–	–	–
Risque de marché – actif pondéré en fonction des risques à la fin			9 641	10 148	5 662
Risque opérationnel – actif pondéré en fonction des risques au début			13 384	12 785	12 490
Variation des niveaux de risque			427	599	295
Méthode et politique			–	–	–
Acquisitions et cessions			–	–	–
Risque opérationnel – actif pondéré en fonction des risques à la fin			13 811	13 384	12 785
Actif pondéré en fonction des risques à la fin			136 115	132 370	125 592

(1) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 10 pour de plus amples renseignements sur les mesures de gestion du capital.

(2) Comprend également la variation des taux de change qui n'est pas considérée comme étant importante.

Le tableau ci-dessus présente la variation de l'actif pondéré en fonction des risques selon les principaux facteurs sous-jacents aux différentes catégories de risques.

La rubrique « Taille du portefeuille » comprend les changements internes relatifs à la taille et à la composition du portefeuille (y compris les nouveaux prêts et les prêts venant à échéance). Les fluctuations de l'actif pondéré en fonction des risques attribuables à la taille du portefeuille comprennent l'augmentation ou la diminution des expositions, évaluée pour chaque exposition en cas de défaut, en supposant un profil de risque stable.

La rubrique « Qualité du portefeuille » représente la meilleure estimation de la Banque des changements dans la qualité du portefeuille liés à l'expérience, tels que le comportement des clients sous-jacents ou les données démographiques, y compris les changements découlant de la calibration ou du réaligement des modèles ainsi que la prise en compte de facteurs d'atténuation de risque.

La rubrique « Mises à jour des modèles » inclut la mise en œuvre des modèles, les changements à l'étendue des modèles ou tout autre changement visant à régler les dysfonctionnements liés aux modèles.

La rubrique « Méthode et politique » présente les changements de méthode de calcul découlant de changements dans les politiques réglementaires ou d'une nouvelle réglementation. Au cours du premier trimestre de 2024, la Banque a raffiné le calcul de l'actif pondéré en fonction des risques pour le risque de crédit relatif aux instruments financiers dérivés et à certains prêts autres que particuliers et a également mis en œuvre les cadres révisés de risque de marché et de risque lié au CVA du BSIF.

Ratios des fonds propres réglementaires, de levier et TLAC

Le ratio des fonds propres CET1, le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres s'établissent, respectivement, à 13,2 %, à 15,5 % et à 16,7 % au 30 avril 2024, comparativement à des ratios de 13,5 %, de 16,0 % et de 16,8 %, respectivement, au 31 octobre 2023. Tous les ratios des fonds propres ont diminué par rapport au 31 octobre 2023, essentiellement en raison de la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'impact lié à la mise en œuvre des cadres révisés du BSIF pour le risque de marché et pour le risque lié au CVA. Ces facteurs ont été atténués en partie par le résultat net, déduction faite des dividendes, et les émissions d'actions ordinaires liées au régime d'options d'achat d'actions.

Le ratio de levier en date du 30 avril 2024 s'établit à 4,4 %, inchangé par rapport au 31 octobre 2023. Le ratio de levier est demeuré stable puisque l'augmentation de l'exposition totale a été atténuée par la croissance des fonds propres de catégorie 1.

Au 30 avril 2024, le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC s'établissent, respectivement, à 30,2 % et à 8,5 %, comparativement à 29,2 % et à 8,0 %, respectivement, au 31 octobre 2023. L'augmentation du ratio TLAC et du ratio de levier TLAC est expliquée par les émissions nettes d'instruments qui satisfont tous les critères d'admissibilité TLAC au cours de la période.

Au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2024, la Banque a respecté toutes les exigences réglementaires imposées par le BSIF en matière de capital, de levier et de TLAC.

Capital réglementaire ⁽¹⁾, ratio de levier ⁽¹⁾ et TLAC ⁽²⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2024	Au 31 octobre 2023
Fonds propres		
CET1	18 009	16 920
catégorie 1	21 159	20 068
total	22 702	21 056
Actif pondéré en fonction des risques	136 115	125 592
Exposition totale	484 467	456 478
Ratios des fonds propres		
CET1	13,2 %	13,5 %
catégorie 1	15,5 %	16,0 %
total	16,7 %	16,8 %
Ratio de levier	4,4 %	4,4 %
TLAC disponible	41 095	36 732
Ratio TLAC	30,2 %	29,2 %
Ratio de levier TLAC	8,5 %	8,0 %

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques, l'exposition totale, les ratios des fonds propres et le ratio de levier sont calculés selon les règles de Bâle III telles qu'énoncées dans les lignes directrices « Normes de fonds propres » et « Exigences de levier » du BSIF.

(2) La TLAC disponible, le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés selon la ligne directrice « Capacité totale d'absorption des pertes » du BSIF.

Gestion des risques

La prise de risques fait partie intégrante des activités d'une institution financière et la Banque considère le risque comme un élément indissociable de son développement et de la diversification de ses activités. Elle préconise une gestion des risques harmonisée à sa stratégie d'affaires. La Banque s'expose volontairement à certaines catégories de risques, plus particulièrement aux risques de crédit et de marché, dans le but de dégager des revenus. Elle assume certains risques inhérents à ses activités, auxquels elle ne choisit pas de s'exposer et qui ne produisent pas de revenus, principalement les risques opérationnels.

Quelle que soit la rigueur accordée à la gestion des risques et aux mesures d'atténuation mises en place, les risques ne peuvent pas être éliminés en totalité et ceux qui subsistent peuvent parfois entraîner des pertes. Certains risques sont présentés ci-après. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Gestion des risques » du Rapport annuel 2023, aux pages 62 à 106. Des informations sur la gestion des risques sont également présentées à la note 7 des présents états financiers consolidés relativement aux prêts.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte financière si un débiteur n'honore pas entièrement ses engagements contractuels envers la Banque. Ce débiteur peut être un emprunteur, un émetteur, une contrepartie ou un garant. Le risque de crédit représente le risque le plus important auquel la Banque doit faire face dans le cours normal de ses affaires.

Entre le 2 mars 2022 et le 12 juillet 2023, la Banque du Canada a relevé son taux directeur à dix reprises, ce dernier passant de 0,25 % à 5 %. Dans ses quatre dernières annonces qui ont eu lieu entre le 6 décembre 2023 et le 10 avril 2024, elle a décidé de marquer une pause et de maintenir son taux directeur inchangé. Cette hausse rapide des taux, qui avait pour but principal de contrer l'inflation au Canada, exerce une pression sur la capacité des emprunteurs à effectuer leurs versements, notamment celle des titulaires d'hypothèques à taux variable ou dont le terme arrive à échéance.

Faits nouveaux en matière de réglementation

La Banque surveille de près l'évolution de la réglementation et participe activement aux divers processus de consultation. Pour plus de détails sur le contexte réglementaire au 31 octobre 2023, se reporter à la section « Gestion des risques » du Rapport annuel 2023, à la page 77. En outre, depuis le 1^{er} novembre 2023, le fait nouveau en matière de réglementation ci-dessous est également à considérer.

Le 5 février 2024, la *Loi sur l'interdiction d'achat d'immeubles résidentiels par des non-Canadiens* qui devait être en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 2025, a été prolongée jusqu'au 1^{er} janvier 2027.

Les montants des tableaux suivants représentent l'exposition maximale au risque de crédit à la date de présentation de l'information financière, sans tenir compte d'aucune garantie détenue ni d'aucun autre rehaussement de crédit. Les montants ne tiennent pas compte des provisions pour pertes de crédit, ni des montants donnés en garantie. De plus, les tableaux excluent les titres de participation.

Exposition maximale au risque de crédit selon les catégories d'actifs de Bâle ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)

						Au 30 avril 2024		
	Montants utilisés ⁽²⁾	Engagements inutilisés	Transactions assimilées à des accords de prise en pension ⁽³⁾	Instruments financiers dérivés	Autres éléments hors bilan ⁽⁴⁾	Total	Approche standardisée ⁽⁵⁾	Approche NI
Particuliers								
Hypothèques résidentielles	77 584	9 299	–	–	–	86 883	12 %	88 %
Crédits rotatifs admissibles	3 187	12 446	–	–	–	15 633	– %	100 %
Particuliers – autres	16 854	2 721	–	–	32	19 607	14 %	86 %
	97 625	24 466	–	–	32	122 123		
Autres que particuliers								
Entreprises	93 832	30 571	40 203	338	8 101	173 045	15 %	85 %
États souverains	59 568	5 928	77 712	–	310	143 518	3 %	97 %
Institutions financières	7 498	1 004	128 947	2 602	1 593	141 644	28 %	72 %
	160 898	37 503	246 862	2 940	10 004	458 207		
Portefeuille de négociation	–	–	–	15 902	–	15 902	2 %	98 %
Titrisation	4 638	–	–	–	5 349	9 987	92 %	8 %
Total – Risque de crédit brut	263 161	61 969	246 862	18 842	15 385	606 219	15 %	85 %
Approche standardisée ⁽⁵⁾	37 653	1 271	44 061	2 756	5 740	91 481		
Approche NI	225 508	60 698	202 801	16 086	9 645	514 738		
Total – Risque de crédit brut	263 161	61 969	246 862	18 842	15 385	606 219	15 %	85 %

(en millions de dollars canadiens)

						Au 31 octobre 2023		
	Montants utilisés ⁽²⁾	Engagements inutilisés	Transactions assimilées à des accords de prise en pension ⁽³⁾	Instruments financiers dérivés	Autres éléments hors bilan ⁽⁴⁾	Total	Approche standardisée ⁽⁵⁾	Approche NI
Particuliers								
Hypothèques résidentielles	77 073	9 094	–	–	–	86 167	12 %	88 %
Crédits rotatifs admissibles	3 183	12 052	–	–	–	15 235	– %	100 %
Particuliers – autres	16 078	2 692	–	–	33	18 803	13 %	87 %
	96 334	23 838	–	–	33	120 205		
Autres que particuliers								
Entreprises	91 994	27 846	38 549	385	6 915	165 689	18 %	82 %
États souverains	61 438	5 921	61 580	–	267	129 206	3 %	97 %
Institutions financières	6 719	1 002	98 222	3 013	1 506	110 462	23 %	77 %
	160 151	34 769	198 351	3 398	8 688	405 357		
Portefeuille de négociation	–	–	–	13 778	–	13 778	2 %	98 %
Titrisation	4 351	–	–	–	5 318	9 669	92 %	8 %
Total – Risque de crédit brut	260 836	58 607	198 351	17 176	14 039	549 009	15 %	85 %
Approche standardisée ⁽⁵⁾	35 461	1 260	34 717	3 211	5 568	80 217		
Approche NI	225 375	57 347	163 634	13 965	8 471	468 792		
Total – Risque de crédit brut	260 836	58 607	198 351	17 176	14 039	549 009	15 %	85 %

(1) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 10 pour de plus amples renseignements sur les mesures de gestion du capital.

(2) Excluent les titres de participation et certains autres actifs tels les participations dans des filiales déconsolidées et coentreprises, les immeubles et actifs assortis du droit d'utilisation, les goodwill, les actifs d'impôt différé et les immobilisations incorporelles.

(3) Correspondent aux valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et vendues en vertu de conventions de rachat et aux valeurs mobilières prêtées et empruntées.

(4) Correspondent aux lettres de garantie, de crédit documentaire et aux actifs titrisés qui constituent l'engagement de la Banque d'effectuer les paiements d'un débiteur qui ne respecterait pas ses obligations financières envers des tiers.

(5) Incluent les expositions aux contreparties centrales éligibles (CCE).

Afin de respecter les exigences du BSIF en matière de divulgation relative aux prêts hypothécaires, des renseignements additionnels sont présentés dans les documents intitulés « Informations financières complémentaires – Deuxième trimestre 2024 » et « Informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires et informations du Pilier 3 – Deuxième trimestre 2024 » disponibles sur le site Internet de la Banque à l'adresse bnc.ca.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de pertes liées à la variation des prix de marché. La Banque est exposée au risque de marché en raison de sa participation à des activités de négociation, d'investissement et de gestion de l'appariement du bilan. Depuis quelques années, la Banque fait face à un contexte volatil. Le contexte géopolitique (notamment la guerre russo-ukrainienne ainsi que les affrontements entre Israël et le Hamas), l'inflation, les changements climatiques et la hausse des taux d'intérêt continuent à créer des incertitudes.

Les tableaux suivants présentent le total des actifs et des passifs au bilan consolidé de la Banque, ventilé entre les actifs et passifs financiers qui comportent un risque de marché et ceux qui ne sont pas assujettis au risque de marché. On y distingue les positions liées aux activités de négociation pour lesquelles les principales mesures de risque sont la valeur à risque (VaR) et les positions liées aux activités autres que de négociation pour lesquelles d'autres mesures de risque sont utilisées.

Conciliation du risque de marché avec les éléments du bilan consolidé

(en millions de dollars canadiens)		Au 30 avril 2024			
	Solde au bilan	Mesures du risque de marché		Non assujettis au risque de marché	Risque principal associé au risque lié aux activités autres que de négociation
		Négociation ⁽¹⁾	Autres que de négociation ⁽²⁾		
Actifs					
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	29 678	1 281	16 449	11 948	Taux d'intérêt ⁽³⁾
Valeurs mobilières					
À la juste valeur par le biais du résultat net	106 180	102 934	3 246	–	Taux d'intérêt ⁽³⁾ et actions
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	12 077	–	12 077	–	Taux d'intérêt ⁽³⁾ et actions ⁽⁴⁾
Au coût amorti	12 183	–	12 183	–	Taux d'intérêt ⁽³⁾
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et valeurs mobilières empruntées	21 157	–	21 157	–	Taux d'intérêt ⁽³⁾⁽⁵⁾
Prêts et acceptations, déduction faite des provisions	234 770	13 853	220 917	–	Taux d'intérêt ⁽³⁾
Instruments financiers dérivés	12 580	12 268	312	–	Taux d'intérêt et taux de change
Actif au titre des prestations définies	372	–	372	–	Autres
Autres	12 693	570	–	12 123	
	441 690	130 906	286 713	24 071	
Passifs					
Dépôts	306 881	23 010	283 871	–	Taux d'intérêt ⁽³⁾
Acceptations	3 508	–	3 508	–	Taux d'intérêt ⁽³⁾
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	10 880	10 880	–	–	
Engagements afférents à des valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat et valeurs mobilières prêtées	41 494	–	41 494	–	Taux d'intérêt ⁽³⁾⁽⁵⁾
Instruments financiers dérivés	19 164	18 518	646	–	Taux d'intérêt et taux de change
Passifs relatifs à des créances cédées	26 626	9 778	16 848	–	Taux d'intérêt ⁽³⁾
Passif au titre des prestations définies	97	–	97	–	Autres
Autres	7 473	–	48	7 425	Taux d'intérêt ⁽³⁾
Dettes subordonnées	1 237	–	1 237	–	Taux d'intérêt ⁽³⁾
	417 360	62 186	347 749	7 425	

- (1) Positions liées aux activités de négociation pour lesquelles la mesure de risque est la VaR totale. Pour de plus amples renseignements, se reporter au tableau illustrant la distribution de la VaR des portefeuilles de négociation par catégorie de risque et leur effet de diversification présenté aux pages suivantes et à la section « Risque de marché » du Rapport annuel 2023.
- (2) Positions liées aux activités autres que de négociation pour lesquelles d'autres mesures de risque sont utilisées.
- (3) Pour de plus amples renseignements, se reporter au tableau illustrant la distribution de la VaR des portefeuilles de négociation par catégorie de risque et leur effet de diversification, et au tableau illustrant la sensibilité aux taux d'intérêt, présentés aux pages suivantes ainsi qu'à la section « Risque de marché » du Rapport annuel 2023.
- (4) La juste valeur des titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est présentée aux notes 4 et 6 afférentes aux présents états financiers consolidés.
- (5) Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti et assujettis au risque de crédit à des fins de gestion du capital. Le risque de taux d'intérêt sur des transactions ayant une échéance de plus d'un jour est inclus dans la mesure de la VaR lorsqu'elle est afférente à des activités de négociation.

(en millions de dollars canadiens)

Au 31 octobre 2023 ⁽¹⁾

	Solde au bilan	Mesures du risque de marché		Non assujettis au risque de marché	Risque principal associé au risque lié aux activités autres que de négociation
		Négociation ⁽²⁾	Autres que de négociation ⁽³⁾		
Actifs					
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	35 234	685	24 950	9 599	Taux d'intérêt ⁽⁴⁾
Valeurs mobilières					
À la juste valeur par le biais du résultat net	99 994	98 559	1 435	–	Taux d'intérêt ⁽⁴⁾ et actions ⁽⁵⁾
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	9 242	–	9 242	–	Taux d'intérêt ⁽⁴⁾ et actions ⁽⁶⁾
Au coût amorti	12 582	–	12 582	–	Taux d'intérêt ⁽⁴⁾
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et valeurs mobilières empruntées	11 260	–	11 260	–	Taux d'intérêt ⁽⁴⁾ ⁽⁷⁾
Prêts et acceptations, déduction faite des provisions	225 443	12 739	212 704	–	Taux d'intérêt ⁽⁴⁾
Instruments financiers dérivés	17 516	16 349	1 167	–	Taux d'intérêt ⁽⁸⁾ et taux de change ⁽⁸⁾
Actif au titre des prestations définies	356	–	356	–	Autres ⁽⁹⁾
Autres	11 850	544	–	11 306	
	423 477	128 876	273 696	20 905	
Passifs					
Dépôts	288 173	18 126	270 047	–	Taux d'intérêt ⁽⁴⁾
Acceptations	6 627	–	6 627	–	Taux d'intérêt ⁽⁴⁾
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	13 660	13 660	–	–	
Engagements afférents à des valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat et valeurs mobilières prêtées	38 347	–	38 347	–	Taux d'intérêt ⁽⁴⁾ ⁽⁷⁾
Instruments financiers dérivés	19 888	19 145	743	–	Taux d'intérêt ⁽⁸⁾ et taux de change ⁽⁸⁾
Passifs relatifs à des créances cédées	25 034	9 507	15 527	–	Taux d'intérêt ⁽⁴⁾
Passif au titre des prestations définies	94	–	94	–	Autres ⁽⁹⁾
Autres	7 322	–	49	7 273	Taux d'intérêt ⁽⁴⁾
Dettes subordonnées	748	–	748	–	Taux d'intérêt ⁽⁴⁾
	399 893	60 438	332 182	7 273	

- (1) Certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés.
- (2) Positions liées aux activités de négociation pour lesquelles la mesure de risque était la VaR ainsi que la SVaR totale. Pour de plus amples renseignements, se reporter au tableau illustrant la distribution de la VaR des portefeuilles de négociation par catégorie de risque et leur effet de diversification présenté à la page suivante et à la section « Risque de marché » du Rapport annuel 2023.
- (3) Positions liées aux activités autres que de négociation pour lesquelles d'autres mesures de risque sont utilisées.
- (4) Pour de plus amples renseignements, se reporter au tableau illustrant la distribution de la VaR des portefeuilles de négociation par catégorie de risque et leur effet de diversification, et au tableau illustrant la sensibilité aux taux d'intérêt, présentés aux pages suivantes ainsi qu'à la section « Risque de marché » du Rapport annuel 2023.
- (5) Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 6 afférente aux états financiers annuels consolidés audités de l'exercice terminé le 31 octobre 2023.
- (6) La juste valeur des titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est présentée aux notes 4 et 6 afférentes aux présents états financiers consolidés.
- (7) Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti et assujettis au risque de crédit à des fins de gestion du capital. Le risque de taux d'intérêt sur des transactions ayant une échéance de plus d'un jour était inclus dans la mesure de la VaR et de la SVaR lorsqu'elles étaient afférentes à des activités de négociation.
- (8) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 16 et 17 afférentes aux états financiers annuels consolidés audités de l'exercice terminé le 31 octobre 2023.
- (9) Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 23 afférente aux états financiers annuels consolidés audités de l'exercice terminé le 31 octobre 2023.

Activités de négociation

Le tableau présenté ci-dessous illustre la VaR des portefeuilles de négociation par catégorie de risque et leur effet de diversification.

VaR des portefeuilles de négociation ^{(1) (2)}

(en millions de dollars canadiens)	Trimestre terminé le								Semestre terminé le	
	30 avril 2024				31 janvier 2024		30 avril 2023		30 avril 2024	30 avril 2023
	Bas	Haut	Moyenne	À la fin	Moyenne	À la fin	Moyenne	À la fin	Moyenne	Moyenne
Taux d'intérêt	(7,8)	(13,3)	(10,2)	(10,1)	(8,0)	(8,5)	(6,5)	(6,3)	(9,1)	(6,6)
Taux de change	(1,0)	(3,3)	(1,9)	(1,5)	(2,5)	(1,0)	(2,2)	(3,3)	(2,2)	(2,2)
Actions	(3,6)	(7,2)	(5,0)	(4,5)	(6,2)	(6,1)	(7,7)	(6,5)	(5,6)	(7,4)
Contrats sur produits de base	(1,2)	(1,7)	(1,4)	(1,5)	(1,8)	(1,7)	(1,1)	(1,4)	(1,6)	(1,1)
Effet de diversification ⁽³⁾	s.o.	s.o.	7,4	7,4	8,3	7,2	8,8	9,1	7,9	8,6
VaR totale de négociation	(8,8)	(14,1)	(11,1)	(10,2)	(10,2)	(10,1)	(8,7)	(8,4)	(10,6)	(8,7)

n.s. Le calcul de l'effet de diversification sur le cours le plus haut et sur le cours le plus bas n'est pas significatif puisqu'ils peuvent survenir à des jours différents et pour divers types de risques.

(1) Consulter le « Glossaire » aux pages 47 à 50 pour plus de détails sur la composition de ces mesures.

(2) Les montants sont présentés avant impôts et représentent la VaR quotidienne, selon un niveau de confiance de 99 %.

(3) La VaR totale de négociation est inférieure à la somme des VaR individuelles par facteur de risque, en raison de l'effet de diversification.

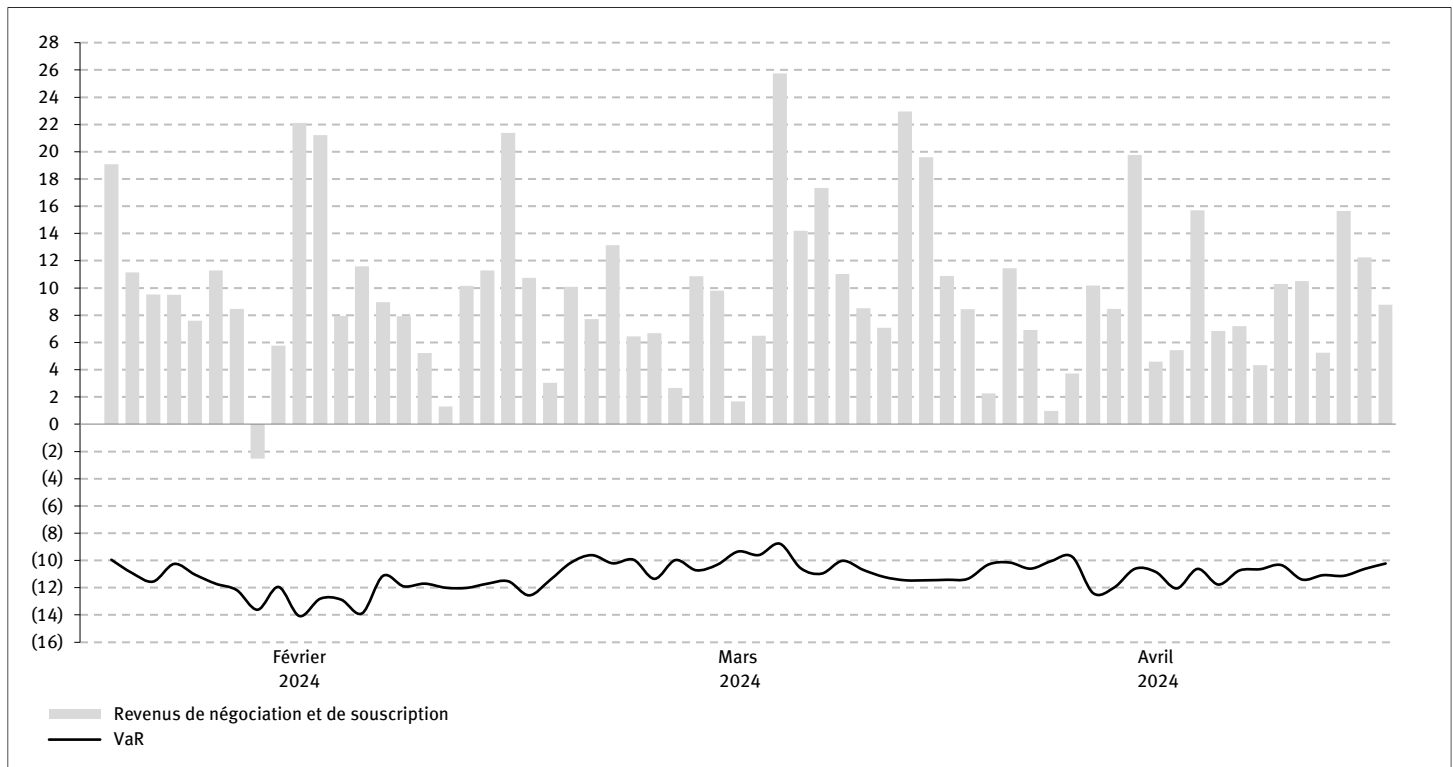
La moyenne de la VaR des portefeuilles de négociation a augmenté, passant de 10,2 M\$ à 11,1 M\$ entre le premier et le deuxième trimestre de 2024, principalement en raison d'une augmentation du risque de taux d'intérêt.

Revenus de négociation et de souscription quotidiens

Le graphique suivant illustre les revenus de négociation et de souscription ainsi que la VaR sur une base quotidienne. Les revenus de négociation et de souscription quotidiens ont été positifs pendant 98 % des jours du trimestre terminé le 30 avril 2024. De plus, un jour a été marqué par des pertes nettes de négociation et de souscription quotidiennes supérieures à 1 M\$. Cette perte n'excédait pas la VaR.

Trimestre terminé le 30 avril 2024

(en millions de dollars canadiens)



Sensibilité aux taux d'intérêt – Activités autres que de négociation (avant impôts)

Le tableau suivant illustre l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation immédiate et soutenue de 100 points de base ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur la valeur économique des capitaux propres et sur le revenu net d'intérêts pour les 12 prochains mois des portefeuilles autres que de négociation, en supposant qu'aucune opération de couverture supplémentaire ne soit effectuée.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2024			Au 31 octobre 2023		
	Dollar canadien	Autres devises	Total	Dollar canadien	Autres devises	Total
Effet sur les capitaux propres						
Augmentation du taux d'intérêt de 100 points de base	(318)	(38)	(356)	(297)	2	(295)
Diminution du taux d'intérêt de 100 points de base	306	37	343	272	7	279
Effet sur le revenu net d'intérêts						
Augmentation du taux d'intérêt de 100 points de base	77	(8)	69	73	1	74
Diminution du taux d'intérêt de 100 points de base	(106)	2	(104)	(103)	1	(102)

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement représente le risque que la Banque ne puisse honorer ses obligations quotidiennes financières et de trésorerie sans devoir recourir à des mesures coûteuses ou inopportunes. Ce risque survient lorsque les sources de fonds deviennent insuffisantes pour respecter les versements prévus dans le cadre des engagements de la Banque.

Le risque de liquidité découle de l'asymétrie des flux de trésorerie se rapportant à l'actif et au passif, de même que des caractéristiques de certains produits tels les engagements de crédit et les dépôts sans échéance fixe.

Le risque de financement correspond au risque lié à la capacité continue de la Banque à mobiliser suffisamment de fonds pour financer les activités commerciales réelles ou proposées sur une base garantie ou non, à un prix acceptable. La priorité en matière de gestion du financement consiste à atteindre l'équilibre optimal entre les dépôts, la titrisation, le financement garanti et le financement non garanti, ce qui donne lieu à une stabilité optimale de financement et une sensibilité moindre aux événements imprévisibles.

Faits nouveaux en matière de réglementation

La Banque surveille de près l'évolution de la réglementation et participe activement aux divers processus de consultation. Pour plus de détails sur le contexte réglementaire au 31 octobre 2023, se reporter à la section « Gestion des risques » du Rapport annuel 2023, à la page 91. En outre, depuis le 1^{er} novembre 2023, le fait nouveau en matière de réglementation ci-dessous est également à considérer.

Le 31 octobre 2023, le BSIF a annoncé sa décision au sujet du réexamen de la ligne directrice *Normes de liquidité* (NL) pour les sources de financement institutionnel assorties de caractéristiques semblables à celles du financement de détail, et plus particulièrement les fonds négociés en bourse de comptes d'épargne à intérêt élevé (FNB CEIE). Le BSIF a décidé de traiter ces sources comme étant du financement institutionnel non garanti fourni par d'autres entités juridiques. Malgré l'existence de caractéristiques semblables à celles du financement de détail ainsi que des ententes à terme avec les dépositaires, le fait que ces produits soient détenus directement par des gestionnaires de fonds a mené le BSIF à conclure qu'un taux de retrait de 100 % pour ces produits était approprié. Par conséquent, les institutions de dépôts exposées à de telles sources de financement doivent détenir suffisamment d'actifs liquides de haute qualité pour couvrir tous les soldes de FNB CEIE qui peuvent être retirés en moins de 30 jours. Depuis le 31 janvier 2024, toutes les institutions de dépôts ont modifié l'évaluation des liquidités et l'information financière s'y rattachant pour qu'elles soient conformes au traitement du taux de retrait de la ligne directrice NL. En outre, les changements concernant la communication d'informations sur le LCR ont été calculés rétrospectivement au début du premier trimestre pour tenir compte des fluctuations quotidiennes du ratio (soit le 1^{er} novembre 2023 pour la Banque).

Gestion des liquidités

Actifs liquides

Dans le but de protéger les déposants et les créanciers des situations de crises imprévues, la Banque maintient un portefeuille d'actifs liquides non grevés pouvant être facilement liquidés, afin de respecter ses obligations financières. La majorité des actifs liquides non grevés sont libellés en dollars canadiens ou en dollars américains. Par ailleurs, tous les actifs qui peuvent être rapidement titrisés sont considérés comme des actifs liquides. Les réserves de liquidités de la Banque ne tiennent pas compte de la disponibilité des facilités de liquidités d'urgence des banques centrales. Les tableaux suivants fournissent de l'information sur les actifs grevés et non grevés de la Banque.

Portefeuille d'actifs liquides ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2024					Au 31 octobre 2023
	Actifs liquides appartenant à la Banque ⁽²⁾	Actifs liquides reçus ⁽³⁾	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés ⁽⁴⁾	Actifs liquides non grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	29 678	–	29 678	10 516	19 162	25 944
Valeurs mobilières						
Émises ou garanties par le gouvernement du Canada, le Trésor et d'autres organismes américains et les gouvernements d'autres pays	35 248	50 858	86 106	47 645	38 461	29 062
Émises ou garanties par les gouvernements provinciaux et municipaux du Canada	12 680	7 331	20 011	13 303	6 708	6 403
Autres titres de créance	6 980	3 759	10 739	2 754	7 985	10 095
Titres de participation	75 532	50 664	126 196	91 951	34 245	27 253
Prêts						
Titres adossés à des prêts hypothécaires résidentiels assurés	12 830	–	12 830	6 373	6 457	6 140
Au 30 avril 2024	172 948	112 612	285 560	172 542	113 018	
Au 31 octobre 2023	169 888	87 919	257 807	152 910		104 897

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2024		Au 31 octobre 2023
Actifs liquides non grevés par entité			
Banque Nationale (société mère)	68 268		55 626
Filiales canadiennes	10 469		10 013
Filiales et succursales étrangères	34 281		39 258
	113 018		104 897

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2024		Au 31 octobre 2023
Actifs liquides non grevés par monnaie			
Dollar canadien	58 826		51 882
Dollar américain	42 324		35 243
Autres devises	11 868		17 772
	113 018		104 897

Portefeuille d'actifs liquides ⁽¹⁾ – Moyenne ⁽⁵⁾

(en millions de dollars canadiens)	Trimestre terminé le					
	Actifs liquides appartenant à la Banque ⁽²⁾	Actifs liquides reçus ⁽³⁾	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés ⁽⁴⁾	Actifs liquides non grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	28 939	–	28 939	10 147	18 792	27 651
Valeurs mobilières						
Émises ou garanties par le gouvernement du Canada, le Trésor et d'autres organismes américains et les gouvernements d'autres pays	38 982	49 772	88 754	51 651	37 103	23 902
Émises ou garanties par les gouvernements provinciaux et municipaux du Canada	13 034	8 695	21 729	13 988	7 741	8 214
Autres titres de créance	7 841	3 875	11 716	3 054	8 662	10 350
Titres de participation	85 814	52 271	138 085	99 315	38 770	32 820
Prêts						
Titres adossés à des prêts hypothécaires résidentiels assurés	12 761	–	12 761	6 847	5 914	5 342
	187 371	114 613	301 984	185 002	116 982	108 279

(1) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 10 pour de plus amples renseignements sur les mesures de gestion du capital.

(2) Les actifs liquides appartenant à la Banque comprennent des actifs pour lesquels il n'existe aucune restriction légale ou géographique.

(3) Correspondent à des valeurs mobilières reçues à titre de garantie relativement à des transactions de financement sur titres et à des transactions sur dérivés, ainsi que des valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et valeurs mobilières empruntées.

(4) Dans le cours normal de ses activités de financement, la Banque fournit des actifs en garantie selon des modalités normalisées. Les actifs liquides grevés comprennent les actifs utilisés pour couvrir les ventes à découvert, les engagements afférents à des valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat et les valeurs mobilières prêtées, les garanties afférentes aux prêts et emprunts de titres contre titres, les garanties afférentes aux transactions d'instruments financiers dérivés, ainsi que les titres adossés à des créances et des actifs liquides légalement restreints de transferts.

(5) La moyenne est calculée à partir de la somme des soldes de fin de période des trois mois du trimestre, divisée par trois.

Sommaire des actifs grevés et non grevés ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)

					Au 30 avril 2024	
	Actifs grevés ⁽²⁾		Actifs non grevés		Total	Actifs grevés en % du total des actifs
	Donnés en garantie	Autres ⁽³⁾	Disponibles pour garantie	Autres ⁽⁴⁾		
	Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	506	10 010	19 162		
Valeurs mobilières	53 319	–	77 121	–	130 440	12,1
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et valeurs mobilières empruntées	–	10 879	10 278	–	21 157	2,5
Prêts et acceptations, déduction faite des provisions	37 010	–	6 457	191 303	234 770	8,4
Instruments financiers dérivés	–	–	–	12 580	12 580	–
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	–	–	–	37	37	–
Immobilisations corporelles	–	–	–	1 825	1 825	–
Goodwill	–	–	–	1 520	1 520	–
Immobilisations incorporelles	–	–	–	1 238	1 238	–
Autres actifs	–	–	–	8 445	8 445	–
	90 835	20 889	113 018	216 948	441 690	25,3

(en millions de dollars canadiens)

					Au 31 octobre 2023 ⁽⁵⁾	
	Actifs grevés ⁽²⁾		Actifs non grevés		Total	Actifs grevés en % du total des actifs
	Donnés en garantie	Autres ⁽³⁾	Disponibles pour garantie	Autres ⁽⁴⁾		
	Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	449	8 841	25 944		
Valeurs mobilières	49 005	–	72 813	–	121 818	11,6
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et valeurs mobilières empruntées	–	11 260	–	–	11 260	2,6
Prêts et acceptations, déduction faite des provisions	36 705	–	6 140	182 598	225 443	8,7
Instruments financiers dérivés	–	–	–	17 516	17 516	–
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	–	–	–	49	49	–
Immobilisations corporelles	–	–	–	1 592	1 592	–
Goodwill	–	–	–	1 521	1 521	–
Immobilisations incorporelles	–	–	–	1 256	1 256	–
Autres actifs	–	–	–	7 788	7 788	–
	86 159	20 101	104 897	212 320	423 477	25,1

(1) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 10 pour de plus amples renseignements sur les mesures de gestion du capital.

(2) Dans le cours normal de ses activités de financement, la Banque fournit des actifs en garantie selon des modalités normalisées. Les actifs grevés comprennent les actifs utilisés pour couvrir les ventes à découvert, les engagements afférents à des valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat et les valeurs mobilières prêtées, les garanties afférentes aux prêts et emprunts de titres contre titres, les garanties afférentes aux transactions d'instruments financiers dérivés, les titres adossés à des créances, les prêts hypothécaires résidentiels titrisés et transférés en vertu du programme des Obligations hypothécaires du Canada, les actifs détenus dans des fiducies consolidées à l'appui des activités de financement de la Banque et les prêts hypothécaires transférés dans le cadre du programme d'obligations sécurisées.

(3) Les autres actifs grevés comprennent des actifs pour lesquels il y a des restrictions et qui, par conséquent, ne peuvent être utilisés à des fins de garantie ou à des fins de financement, ainsi que les actifs utilisés pour couvrir les ventes à découvert.

(4) Les autres actifs non grevés sont des actifs qui ne peuvent être utilisés à des fins de garantie ou à des fins de financement dans leur forme actuelle. Cette catégorie inclut les actifs qui sont potentiellement admissibles comme garantie de programme de financement (par exemple, les prêts hypothécaires assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement qui peuvent être titrisés en titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada)).

(5) Certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme (*Liquidity Coverage Ratio* ou LCR) a été mis en place principalement pour s'assurer que les banques puissent surmonter de graves difficultés à court terme. Le LCR se calcule en divisant le montant total des actifs liquides de haute qualité (*high-quality liquid assets* ou HQLA) par le montant total des sorties nettes de trésorerie. Le BSIF exige que les banques canadiennes maintiennent un LCR minimal de 100 %. Ainsi, un LCR supérieur à 100 % permet de garantir que les banques disposent de suffisamment d'actifs liquides de haute qualité pour couvrir les sorties nettes de trésorerie lors d'une crise sévère de liquidité d'une durée de 30 jours. Les hypothèses relatives au scénario du LCR sont établies par le CBCB et la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF.

Le tableau de la page suivante présente les positions moyennes du LCR calculées à partir des observations quotidiennes du trimestre. Le LCR moyen de la Banque au cours du trimestre terminé le 30 avril 2024 est de 155 %, bien au-delà de l'exigence réglementaire de 100 %, ce qui démontre que la position de liquidité à court terme de la Banque est solide.

Exigences de déclaration relatives au ratio de liquidité à court terme ^{(1) (2)}

(en millions de dollars canadiens)

Trimestre terminé le

	30 avril 2024		31 janvier 2024
	Valeur non pondérée ⁽³⁾ totale (moyenne)	Valeur pondérée ⁽⁴⁾ totale (moyenne)	Valeur pondérée ⁽⁴⁾ totale (moyenne)
Actifs liquides de haute qualité (HQLA)			
Total des HQLA	s.o.	79 455	78 283
Sorties de trésorerie			
Dépôts de particuliers et dépôts de petites entreprises dont :	61 709	5 568	5 601
Dépôts stables	27 295	819	821
Dépôts moins stables	34 414	4 749	4 780
Financement institutionnel non garanti, dont :	110 775	64 834	67 007
Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	31 577	7 706	7 531
Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)	68 897	46 781	48 893
Dettes non garanties	10 301	10 347	10 583
Financement institutionnel garanti	s.o.	23 043	19 105
Exigences supplémentaires dont :	71 065	17 265	17 109
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	23 839	9 358	9 182
Sorties associées à une perte de financement sur titres de dette garantis	1 552	1 548	1 935
Facilités de garantie de liquidité et de rehaussement de crédit et engagements de crédit	45 674	6 359	5 992
Autres engagements de crédit contractuels	2 089	1 061	842
Autres engagements de crédit conditionnels	149 187	2 072	1 995
Total des sorties de trésorerie	s.o.	113 843	111 659
Entrées de trésorerie			
Prêts garantis (par ex. prise en pension)	133 656	29 556	26 991
Entrées liées aux expositions pleinement productives	11 641	7 893	7 322
Autres entrées de trésorerie	24 128	24 366	21 777
Total des entrées de trésorerie	169 425	61 815	56 090
		Valeur ajustée totale ⁽⁵⁾	Valeur ajustée totale ⁽⁵⁾
Total des HQLA		79 455	78 283
Total des sorties nettes de trésorerie		52 028	55 569
Ratio de liquidité à court terme (%) ⁽⁶⁾		155 %	145 %

s.o. Sans objet

(1) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 10 pour de plus amples renseignements sur les mesures de gestion du capital.

(2) Le BSIF a prescrit un format de tableau afin d'uniformiser la divulgation dans l'ensemble du secteur bancaire.

(3) Les valeurs non pondérées sont calculées comme des soldes impayés échéant ou remboursables dans les 30 jours (pour les entrées et les sorties de trésorerie).

(4) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des marges de sécurité respectives (pour les HQLA) ou des taux d'entrée et de sortie.

(5) Les valeurs ajustées totales sont calculées après l'application des marges de sécurité et des taux d'entrée et de sortie, et de tout plafond applicable.

(6) Chaque donnée du tableau représente la moyenne des observations quotidiennes du trimestre.

Au 30 avril 2024, les actifs liquides de niveau 1 représentent 87 % des HQLA de la Banque, qui comprennent la trésorerie, les dépôts auprès des banques centrales, les obligations émises ou garanties par le gouvernement du Canada et les gouvernements provinciaux du Canada.

Les sorties de trésorerie découlent de l'application d'hypothèses, définies par le BSIF, sur les dépôts, la dette, le financement garanti, les engagements et les exigences de garanties supplémentaires. Les sorties de trésorerie sont en partie contrebalancées par les entrées de trésorerie, qui proviennent principalement de prêts garantis et de prêts performants. La Banque s'attend à ce que les LCR présentés varient d'un trimestre à l'autre, sans que ces variations ne représentent nécessairement une tendance. La variation entre le trimestre terminé le 30 avril 2024 et le trimestre précédent découle du cours normal des activités. Les réserves de liquidités de la Banque dépassent largement le total des sorties nettes de trésorerie.

Les hypothèses à l'égard du LCR diffèrent de celles utilisées pour les informations à fournir au sujet de la liquidité présentées dans les tableaux aux pages précédentes ou pour les règles internes de gestion de liquidité. Alors que le cadre de l'information à fournir au sujet de la liquidité est établi par le groupe EDTF, les mesures de liquidité internes de la Banque font appel à des hypothèses qui sont calibrées en fonction de son modèle d'affaires et de son expérience.

Ratio structurel de liquidité à long terme

Le CBCB a élaboré le ratio structurel de liquidité à long terme (*Net Stable Funding Ratio* ou NSFR) afin de promouvoir la résilience du secteur bancaire. Le NSFR exige que les institutions maintiennent un profil de financement stable par rapport à la composition de leurs actifs et de leurs activités hors bilan. Une structure de financement viable vise à réduire la probabilité que des difficultés qui perturberaient les sources de financement régulières d'une banque érodent sa position de liquidité au point d'accroître le risque d'une défaillance et, potentiellement, engendrent des tensions systémiques de plus grande envergure. Le NSFR se calcule en divisant le montant du financement stable disponible par le montant du financement stable exigé. Le BSIF exige que les banques canadiennes maintiennent un NSFR minimal de 100 %.

Le tableau suivant présente les positions calibrées du NSFR calculées selon la stabilité des passifs et la liquidité des actifs conformément à la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF. Le NSFR de la Banque au 30 avril 2024 est de 120 %, bien au-delà de l'exigence réglementaire de 100 %, ce qui démontre que la position de liquidité à long terme de la Banque est solide.

Exigences de déclaration relatives au ratio structurel de liquidité à long terme ^{(1) (2)}

(en millions de dollars canadiens)	Valeur non pondérée par échéance résiduelle				Au 30 avril 2024	Au 31 janvier 2024
	Sans échéance	6 mois et moins	Plus de 6 mois à 1 an	Plus de 1 an	Valeur pondérée ⁽³⁾	Valeur pondérée ⁽³⁾
Éléments de financement stable disponible (FSD)						
Fonds propres :	24 487	–	–	1 237	25 724	24 650
Fonds propres réglementaires	24 487	–	–	1 237	25 724	24 650
Autres instruments de fonds propres	–	–	–	–	–	–
Dépôts de particuliers et dépôts de petites entreprises :	54 605	16 497	8 054	28 166	99 917	97 730
Dépôts stables	25 264	5 410	4 228	8 618	41 776	41 392
Dépôts moins stables	29 341	11 087	3 826	19 548	58 141	56 338
Financement institutionnel :	75 966	86 449	24 816	51 010	115 278	107 897
Dépôts opérationnels	33 530	–	–	–	16 765	15 673
Autres financements institutionnels	42 436	86 449	24 816	51 010	98 513	92 224
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants ⁽⁴⁾	–	3 429	2 471	20 726	–	–
Autres passifs ⁽⁵⁾ :	14 552		16 762		750	639
Passifs d'instruments dérivés du NSFR ⁽⁵⁾	s.o.		5 736		s.o.	s.o.
Tous autres passifs ou fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus	14 552	2 833	219	7 974	750	639
FSD total	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	241 669	230 916
Éléments de financement stable exigé (FSE)						
Total des actifs liquides de haute qualité (HQLA) du NSFR	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	7 937	6 647
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	–	–	–	–	–	–
Prêts et titres productifs :	65 949	84 058	30 262	100 500	164 812	161 551
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des HQLA de niveau 1	62	6 643	99	–	412	67
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des HQLA autres que de niveau 1 et prêts productifs à des institutions financières non garantis	6 127	45 398	3 236	1 117	8 513	8 036
Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts aux particuliers et aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, dont :	34 126	24 018	17 788	36 417	82 848	81 573
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standardisée de Bâle II pour le risque de crédit	452	3 019	1 486	2 553	4 206	2 652
Prêts hypothécaires résidentiels productifs, dont :	9 135	6 707	7 345	60 638	55 474	53 950
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standardisée de Bâle II pour le risque de crédit	9 135	6 707	7 345	60 638	55 474	53 950
Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les HQLA, y compris les actions négociées sur les marchés organisés	16 499	1 292	1 794	2 328	17 565	17 925
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants ⁽⁴⁾	–	3 429	2 471	20 726	–	–
Autres actifs ⁽⁵⁾ :	7 054		36 704		24 419	24 114
Produits de base physiques, y compris l'or	506	s.o.	s.o.	s.o.	506	447
Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et contributions à des fonds de garantie de contrepartie centrale ⁽⁵⁾	s.o.		13 113		11 146	10 672
Actifs d'instruments dérivés du NSFR ⁽⁵⁾	s.o.		3 158		–	585
Passifs d'instruments dérivés du NSFR avant déduction de la marge de variation versée ⁽⁵⁾	s.o.		13 565		678	513
Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus	6 548	4 716	518	1 634	12 089	11 897
Éléments hors bilan ⁽⁵⁾	s.o.		119 812		4 545	4 389
FSE total	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	201 713	196 701
Ratio de liquidité à long terme (%)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	120 %	117 %

s.o. Sans objet

(1) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 10 pour de plus amples renseignements sur les mesures de gestion du capital.

(2) Le BSIF a prescrit un format de tableau afin d'uniformiser la divulgation dans l'ensemble du secteur bancaire.

(3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF.

(4) Selon les spécifications du BSIF, le passif associé aux transactions provenant du programme des Obligations hypothécaires du Canada et les hypothèques grevées correspondantes reçoivent un poids de 0 % de FSD et de FSE, respectivement.

(5) Selon les spécifications du BSIF, il n'est pas nécessaire de différencier les échéances.

Le NSFR représente le montant du FSD par rapport à celui du FSE. Le montant du FSD désigne la part des fonds propres et des passifs censés être fiables dans un horizon temporel pris en compte aux fins du NSFR, à savoir jusqu'à un an. Le montant du FSE d'une institution est fonction des caractéristiques de liquidité et de la durée résiduelle des actifs qu'elle détient et de celles de ses positions hors bilan. Les montants du FSD et du FSE sont pondérés en fonction du degré de stabilité des passifs et de la liquidité des actifs. La Banque s'attend à ce que les NSFR présentés varient d'un trimestre à l'autre, sans que ces variations ne représentent nécessairement une tendance à long terme.

Les hypothèses à l'égard du NSFR diffèrent de celles utilisées pour les informations à fournir au sujet de la liquidité présentées dans les tableaux aux pages précédentes ou pour les règles internes de gestion de la liquidité. Alors que le cadre de l'information à fournir au sujet de la liquidité est établi par le groupe EDTF, les mesures de liquidité internes de la Banque font appel à des hypothèses qui sont calibrées en fonction de son modèle d'affaires et de son expérience.

Financement

La Banque surveille et analyse de façon continue les tendances de marché et les possibilités d'accès à un financement moins coûteux et plus souple en tenant compte des risques et des occasions observés. La stratégie de dépôts demeure une priorité pour la Banque, et nous continuons de privilégier les dépôts plutôt que le financement sur le marché institutionnel.

Le tableau ci-dessous présente les échéances contractuelles résiduelles du financement institutionnel de la Banque. Les informations présentées sont harmonisées avec les catégories recommandées par le groupe EDTF pour fins de comparaison avec d'autres banques.

Échéances contractuelles résiduelles du financement institutionnel ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2024							
	1 mois ou moins	Plus de 1 mois à 3 mois	Plus de 3 mois à 6 mois	Plus de 6 mois à 12 mois	Sous-total 1 an ou moins	Plus de 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total
Dépôts de banques ⁽²⁾	142	–	–	–	142	–	–	142
Certificats de dépôt et papier commercial ⁽³⁾	5 123	3 529	3 894	12 967	25 513	–	–	25 513
Billets de premier rang non garantis à moyen terme ⁽⁴⁾⁽⁵⁾	53	1 522	2 866	4 460	8 901	4 659	10 791	24 351
Billets structurés de premier rang non garantis	–	–	–	40	40	234	2 963	3 237
Obligations sécurisées et titres adossés à des actifs								
Titrisation de prêts hypothécaires	–	2 441	597	2 517	5 555	3 712	17 359	26 626
Obligations sécurisées	–	–	–	1 812	1 812	–	8 036	9 848
Titrisation de créances sur cartes de crédit	–	–	–	49	49	–	–	49
Passifs subordonnés ⁽⁶⁾	–	–	–	–	–	–	1 237	1 237
	5 318	7 492	7 357	21 845	42 012	8 605	40 386	91 003
Financement garanti	–	2 441	597	4 378	7 416	3 712	25 395	36 523
Financement non garanti	5 318	5 051	6 760	17 467	34 596	4 893	14 991	54 480
	5 318	7 492	7 357	21 845	42 012	8 605	40 386	91 003
Au 31 octobre 2023	3 337	6 616	15 200	6 868	32 021	12 347	34 370	78 738

- (1) Les acceptations bancaires ne sont pas incluses dans ce tableau.
- (2) Les dépôts de banques comprennent tous les dépôts à terme non négociables de banques.
- (3) Inclut les billets de dépôt au porteur.
- (4) Les certificats de dépôt libellés en euros sont inclus dans les billets de premier rang non garantis à moyen terme.
- (5) Inclut les dettes qui font l'objet de règlements sur la conversion aux fins de la recapitalisation interne des banques.
- (6) La dette subordonnée est présentée dans ce tableau, mais la Banque considère qu'elle ne fait pas partie de son financement institutionnel.

Conformément au cadre global de gestion des liquidités, la Banque s'assure d'examiner régulièrement ses contrats qui stipulent qu'une garantie supplémentaire pourrait être exigée dans l'éventualité d'une diminution de sa notation de crédit. La gestion de la situation de trésorerie de la Banque tient déjà compte des exigences de garanties supplémentaires advenant la diminution de sa notation de crédit de un à trois crans. Le tableau ci-après présente les exigences de garanties supplémentaires advenant la diminution de sa notation de crédit de un, de deux ou de trois crans.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2024		
	Diminution d'un cran	Diminution de deux crans	Diminution de trois crans
Dérivés ⁽¹⁾	31	84	88

- (1) Exigences contractuelles relatives à des ententes sur marges initiales et marges de variation.

Échéances contractuelles résiduelles des éléments du bilan et des engagements hors bilan

Les tableaux suivants présentent les échéances contractuelles résiduelles des éléments du bilan et des engagements hors bilan au 30 avril 2024, ainsi que les données comparatives au 31 octobre 2023. Les informations recueillies dans le cadre de cette analyse des échéances constituent une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas représentative de la façon dont la Banque gère son risque de taux d'intérêt, ni son risque de liquidité ni ses besoins de financement. La Banque tient compte de facteurs autres que les échéances contractuelles lorsqu'elle évalue les actifs liquides ou les flux de trésorerie futurs prévus.

Dans le cours normal de ses activités, la Banque prend divers engagements hors bilan. Les instruments de crédit utilisés pour répondre aux besoins de financement de ses clients représentent le montant maximal du crédit additionnel que la Banque peut devoir consentir si les engagements sont entièrement utilisés.

La Banque a également des engagements minimaux futurs, en vertu de contrats de location relatifs à des locaux, et d'autres contrats, principalement liés à des engagements d'achat de prêts et à des services informatiques impartis. La majorité des engagements en vertu de baux se rapportent à des contrats de location simple.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2024									Total
	1 mois ou moins	Plus de 1 mois à 3 mois	Plus de 3 mois à 6 mois	Plus de 6 mois à 9 mois	Plus de 9 mois à 12 mois	Plus de 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance spécifique	
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	19 389	670	396	395	267	–	–	–	8 561	29 678
Valeurs mobilières										
À la juste valeur par le biais du résultat net	423	660	1 292	517	745	3 665	12 876	11 143	74 859	106 180
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	3	156	403	163	314	834	5 715	3 816	673	12 077
Au coût amorti	–	369	1 352	950	202	2 336	5 684	1 290	–	12 183
	426	1 185	3 047	1 630	1 261	6 835	24 275	16 249	75 532	130 440
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de vente et valeurs mobilières empruntées	10 501	1 903	836	1 860	15	688	–	–	5 354	21 157
Prêts⁽¹⁾										
Hypothécaires résidentiels	2 240	2 041	2 981	3 047	3 387	19 497	46 802	9 560	530	90 085
Aux particuliers	734	827	1 418	1 339	1 635	7 617	13 448	6 045	13 653	46 716
Créances sur cartes de crédit									2 644	2 644
Aux entreprises et aux administrations publiques	20 624	3 647	4 217	4 632	3 406	8 147	13 233	5 955	29 167	93 028
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 949	559	–	–	–	–	–	–	–	3 508
Provisions pour pertes de crédit									(1 211)	(1 211)
	26 547	7 074	8 616	9 018	8 428	35 261	73 483	21 560	44 783	234 770
Autres										
Instruments financiers dérivés	2 099	1 867	883	1 027	620	2 035	1 649	2 400	–	12 580
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises									37	37
Immobilisations corporelles									1 825	1 825
Goodwill									1 520	1 520
Immobilisations incorporelles									1 238	1 238
Autres actifs ⁽¹⁾	3 307	163	1 235	336	182	821	302	160	1 939	8 445
	5 406	2 030	2 118	1 363	802	2 856	1 951	2 560	6 559	25 645
	62 269	12 862	15 013	14 266	10 773	45 640	99 709	40 369	140 789	441 690

(1) Les montants remboursables sur demande sont considérés comme étant sans échéance spécifique.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2024									Total
	1 mois ou moins	Plus de 1 mois à 3 mois	Plus de 3 mois à 6 mois	Plus de 6 mois à 9 mois	Plus de 9 mois à 12 mois	Plus de 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance spécifique	
Passif et capitaux propres										
Dépôts ⁽¹⁾⁽²⁾										
Particuliers	3 376	4 297	6 077	5 375	4 142	8 327	14 485	5 519	41 138	92 736
Entreprises et administrations publiques	35 723	11 741	11 922	9 214	11 977	6 822	19 966	6 532	95 908	209 805
Institutions de dépôts	662	901	13	16	25	2	15	31	2 675	4 340
	39 761	16 939	18 012	14 605	16 144	15 151	34 466	12 082	139 721	306 881
Autres										
Acceptations	2 949	559	–	–	–	–	–	–	–	3 508
Engagements afférents à des titres vendus à découvert ⁽³⁾	8	114	216	364	269	1 056	3 048	2 657	3 148	10 880
Engagements afférents à des valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat et valeurs mobilières prêtées	22 322	4 420	1 033	3 442	–	768	–	–	9 509	41 494
Instruments financiers dérivés	2 084	1 627	772	1 545	1 508	1 535	5 208	4 885	–	19 164
Passifs relatifs à des créances cédées ⁽⁴⁾	–	2 441	597	1 448	1 069	3 712	8 176	9 183	–	26 626
Titrisation – cartes de crédit ⁽⁵⁾	–	–	–	49	–	–	–	–	–	49
Obligations locatives ⁽⁵⁾	7	14	19	19	18	72	177	151	–	477
Autres passifs – autres éléments ⁽¹⁾⁽⁵⁾	1 600	167	117	33	149	69	66	106	4 737	7 044
	28 970	9 342	2 754	6 900	3 013	7 212	16 675	16 982	17 394	109 242
Dettes subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	1 237	–	1 237
Capitaux propres									24 330	24 330
	68 731	26 281	20 766	21 505	19 157	22 363	51 141	30 301	181 445	441 690
Engagements hors bilan										
Lettres de garantie et lettres de crédit documentaire	90	666	2 119	3 264	1 305	1 169	213	2	–	8 828
Créances sur cartes de crédit ⁽⁶⁾	–	–	–	–	–	–	–	–	10 127	10 127
Facilités de garantie de liquidité et de rehaussement de crédit ⁽⁷⁾	15	–	–	15	5 552	–	–	–	4 634	10 216
Engagements de crédit ⁽⁸⁾	2 539	13 752	10 263	6 077	3 875	5 128	3 211	157	50 744	95 746
Engagements en vertu de :										
Contrats de location ⁽⁹⁾	1	1	2	2	2	5	5	–	–	18
Autres contrats ⁽¹⁰⁾	7	14	21	21	17	46	248	11	152	537

(1) Les montants remboursables à vue ou avec préavis sont considérés comme étant sans échéance spécifique.

(2) La présentation de la rubrique *Dépôts* est plus détaillée que celle du bilan consolidé.

(3) Les montants sont présentés selon l'échéance contractuelle résiduelle du titre sous-jacent.

(4) Ces montants comprennent principalement les passifs liés à la titrisation des prêts hypothécaires.

(5) La présentation de la rubrique *Autres passifs* est plus détaillée que celle du bilan consolidé.

(6) Ces montants sont révocables sans condition en tout temps à la discrétion de la Banque.

(7) Advenant le cas de paiement pour une des facilités de garantie de liquidité, la Banque recevra en garantie des obligations gouvernementales jusqu'à un montant de 5,6 G\$.

(8) Ces montants incluent 48,5 G\$ révocables sans condition en tout temps à la discrétion de la Banque.

(9) Ces montants comprennent les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur et les contrats de location autres que pour des biens immobiliers de moins d'un an.

(10) Ces montants incluent 31 M\$ d'engagements contractuels liés à la portion de l'immeuble du siège social en construction.

(en millions de dollars canadiens)

Au 31 octobre 2023 ⁽¹⁾

	1 mois ou moins	Plus de 1 mois à 3 mois	Plus de 3 mois à 6 mois	Plus de 6 mois à 9 mois	Plus de 9 mois à 12 mois	Plus de 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance spécifique	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	25 374	448	354	50	216	–	–	–	8 792	35 234
Valeurs mobilières										
À la juste valeur par le biais du résultat net	694	258	1 663	1 758	2 260	3 667	10 823	12 813	66 058	99 994
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	3	30	154	224	426	538	4 548	2 660	659	9 242
Au coût amorti	4	158	508	338	1 399	4 110	4 713	1 352	–	12 582
	701	446	2 325	2 320	4 085	8 315	20 084	16 825	66 717	121 818
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et valeurs mobilières empruntées	2 275	1 641	716	72	416	693	–	–	5 447	11 260
Prêts ⁽²⁾										
Hypothécaires résidentiels	1 409	1 250	1 990	3 126	2 990	15 339	51 112	9 089	542	86 847
Aux particuliers	613	637	1 060	1 271	1 396	6 258	15 656	5 713	13 754	46 358
Créances sur cartes de crédit									2 603	2 603
Aux entreprises et aux administrations publiques	21 406	4 262	4 007	3 204	2 783	6 695	11 322	5 414	25 099	84 192
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 191	373	50	13	–	–	–	–	–	6 627
Provisions pour pertes de crédit									(1 184)	(1 184)
	29 619	6 522	7 107	7 614	7 169	28 292	78 090	20 216	40 814	225 443
Autres										
Instruments financiers dérivés	2 040	1 982	1 367	1 197	611	1 696	2 399	6 224	–	17 516
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises									49	49
Immobilisations corporelles									1 592	1 592
Goodwill									1 521	1 521
Immobilisations incorporelles									1 256	1 256
Autres actifs ⁽²⁾	2 639	774	166	1 206	547	598	252	115	1 491	7 788
	4 679	2 756	1 533	2 403	1 158	2 294	2 651	6 339	5 909	29 722
	62 648	11 813	12 035	12 459	13 044	39 594	100 825	43 380	127 679	423 477

(1) Certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés.

(2) Les montants remboursables sur demande sont considérés comme étant sans échéance spécifique.

(en millions de dollars canadiens)

Au 31 octobre 2023 ⁽¹⁾

	1 mois ou moins	Plus de 1 mois à 3 mois	Plus de 3 mois à 6 mois	Plus de 6 mois à 9 mois	Plus de 9 mois à 12 mois	Plus de 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance spécifique	Total
Passif et capitaux propres										
Dépôts ⁽²⁾⁽³⁾										
Particuliers	4 648	3 722	4 491	6 056	5 145	8 398	11 635	4 164	39 624	87 883
Entreprises et administrations publiques	32 642	10 044	17 495	4 271	3 498	9 127	15 768	5 058	99 425	197 328
Institutions de dépôts	646	408	32	109	18	8	15	33	1 693	2 962
	37 936	14 174	22 018	10 436	8 661	17 533	27 418	9 255	140 742	288 173
Autres										
Acceptations	6 191	373	50	13	-	-	-	-	-	6 627
Engagements afférents à des titres vendus à découvert ⁽⁴⁾	35	155	129	73	76	347	2 332	4 123	6 390	13 660
Engagements afférents à des valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat et valeurs mobilières prêtées	23 041	2 719	1 040	3 467	-	274	-	-	7 806	38 347
Instruments financiers dérivés	1 912	2 697	1 186	1 086	467	2 415	3 068	7 057	-	19 888
Passifs relatifs à des créances cédées ⁽⁵⁾	-	1 760	829	2 142	618	3 915	8 678	7 092	-	25 034
Titrisation – cartes de crédit ⁽⁶⁾	-	-	-	-	-	48	-	-	-	48
Obligations locatives ⁽⁶⁾	9	28	25	24	23	83	197	128	-	517
Autres passifs – autres éléments ⁽²⁾⁽⁶⁾	1 417	306	174	7	27	37	58	105	4 720	6 851
	32 605	8 038	3 433	6 812	1 211	7 119	14 333	18 505	18 916	110 972
Dettes subordonnée	-	-	-	-	-	-	-	748	-	748
Capitaux propres									23 584	23 584
	70 541	22 212	25 451	17 248	9 872	24 652	41 751	28 508	183 242	423 477
Engagements hors bilan										
Lettres de garantie et lettres de crédit documentaire	89	1 287	1 975	2 185	1 490	1 165	255	50	-	8 496
Créances sur cartes de crédit ⁽⁷⁾									9 802	9 802
Facilités de garantie de liquidité et de rehaussement de crédit ⁽⁸⁾	-	15	5 552	15	-	-	-	-	4 519	10 101
Engagements de crédit ⁽⁹⁾	3 186	10 675	8 445	7 562	4 316	4 579	3 312	39	48 592	90 706
Engagements en vertu de :										
Contrats de location ⁽¹⁰⁾	1	1	1	2	2	6	7	1	-	21
Autres contrats ⁽¹¹⁾	11	22	34	33	36	46	138	13	127	460

(1) Certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés.

(2) Les montants remboursables à vue ou avec préavis sont considérés comme étant sans échéance spécifique.

(3) La présentation de la rubrique *Dépôts* est plus détaillée que celle du bilan consolidé.

(4) Les montants sont présentés selon l'échéance contractuelle résiduelle du titre sous-jacent.

(5) Ces montants comprennent principalement les passifs liés à la titrisation des prêts hypothécaires.

(6) La présentation de la rubrique *Autres passifs* est plus détaillée que celle du bilan consolidé.

(7) Ces montants sont révocables sans condition en tout temps à la discrétion de la Banque.

(8) Advenant le cas de paiement pour une des facilités de garantie de liquidité, la Banque recevra en garantie des obligations gouvernementales jusqu'à un montant de 5,6 G\$.

(9) Ces montants incluent 46,7 G\$ révocables sans condition en tout temps à la discrétion de la Banque.

(10) Ces montants comprennent les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur et les contrats de location autres que pour des biens immobiliers de moins d'un an.

(11) Ces montants incluent 0,1 G\$ d'engagements contractuels liés à la portion de l'immeuble du siège social en construction.

Risque de non-conformité à la réglementation

La transition liée à la réforme des taux d'intérêt de référence se poursuit dans plusieurs pays, y compris au Canada. Le 31 décembre 2021, tous les taux LIBOR (*London Interbank Offered Rates*) en devises européenne, anglaise, suisse et japonaise ainsi que les taux à terme d'une semaine et de deux mois du LIBOR en devise américaine ont cessé d'exister, tandis que les autres taux LIBOR en devise américaine ont cessé d'exister le 30 juin 2023.

La publication par l'administrateur du taux LIBOR (*ICE Benchmark Administration Ltd*) de la version « synthétique » du taux LIBOR en devise anglaise pour l'échéance de trois mois a cessé le 28 mars 2024 et continuera pour la devise américaine pour les échéances de un mois, trois mois et six mois, jusqu'au 30 septembre 2024, pour certains contrats qui n'ont pas pu être remédiés (communément caractérisés de « *tough legacy contracts* »).

Au Canada, le taux CDOR (*Canadian Dollar Offered Rate*) cessera d'exister le 28 juin 2024 et le taux sans risque qui est voué à lui succéder est le taux CORRA (*Canadian Overnight Repo Rate Average*). Un taux prospectif, le CORRA à terme de un mois et de trois mois, est aussi disponible depuis le 5 septembre 2023 pour certains produits financiers. Au 30 avril 2024, l'avancement du projet de transition respecte l'échéancier prévu. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 1 afférente aux états financiers annuels consolidés audités de l'exercice terminé le 31 octobre 2023.

Risque environnemental et social

Le risque environnemental et social représente la possibilité que des enjeux environnementaux et sociaux entraînent une perte financière pour la Banque ou affectent ses activités. Pour en savoir plus sur les mesures prises par la Banque afin de répondre à ces risques et les atténuer, se reporter à la section *Risque environnemental et social* du Rapport annuel 2023 aux pages 105 et 106.

Faits nouveaux en matière de réglementation

Le 13 mars 2024, le Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité (CCNID) a publié ses premiers projets de Normes canadiennes d'information sur la durabilité (NCID) sous la forme d'exposés-sondages. La norme NCID 1, *Obligations générales en matière d'informations financières liées à la durabilité*, et la norme NCID 2, *Informations à fournir en lien avec les changements climatiques*, se fondent largement sur IFRS S1 et IFRS S2, mais avec une date d'entrée en vigueur plus tardive et un allègement transitoire plus long pour certaines exigences en matière d'informations à fournir. Les NCID s'appliqueront aux BISI à la fin de l'exercice 2026, et la mesure d'allègement transitoire entraînera le report de plusieurs exigences à la fin de l'exercice 2028. La présentation des informations selon les NCID se fera de façon volontaire jusqu'à ce que les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) la rendent obligatoire.

Le 20 mars 2024, le BSIF a publié une nouvelle version de la ligne directrice B-15 intitulée *Gestion des risques climatiques*, dont les exigences en matière d'informations à fournir s'alignent plus étroitement sur celles de la version finale de la norme IFRS S2, *Informations à fournir en lien avec les changements climatiques*, du Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité. La plupart des obligations redditionnelles énoncées dans la ligne directrice B-15 entreront en vigueur à la fin de l'exercice 2024 pour les BISI, et les autres entreront en vigueur à compter de l'exercice 2025. Parallèlement, le BSIF a produit de nouveaux relevés relatifs aux risques climatiques pour recueillir des données normalisées sur les émissions et les expositions. Les données que le BSIF recueillera lui permettront d'exercer ses activités de surveillance en la matière.

Actuellement, la Banque évalue l'incidence de la ligne directrice B-15 et a pour projet de se conformer à ses exigences d'ici à sa date d'entrée en vigueur. Elle continue en outre à surveiller les mises à jour et les développements futurs.

Divulgence d'information sur les risques

Le Rapport annuel 2023, le Rapport aux actionnaires – Deuxième trimestre 2024 et les documents d'informations complémentaires y afférant ont pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du groupe EDTF du Conseil de stabilité financière. Le tableau suivant présente un sommaire des informations relatives aux 32 recommandations du groupe EDTF ainsi que les pages de référence pour aider les utilisateurs à trouver ces informations.

	Rapport annuel 2023	Rapport aux actionnaires ⁽¹⁾	Pages Informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires et informations du Pilier 3 ⁽²⁾
Général			
1	Localisation de la divulgation concernant les risques Rapport de gestion États financiers consolidés Informations financières complémentaires Informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires et informations du Pilier 3	12 53 à 106, 119 et 121 à 123 Notes 1, 7, 16, 23 et 29	44 24 à 43 Notes 7 et 13 22 à 32 ⁽²⁾ 5 à 59
2	Terminologie relative aux risques et mesures de risque	62 à 106	
3	Risques principaux et risques émergents	24 et 67 à 73	12, 28 à 43
4	Principaux nouveaux ratios réglementaires	54 à 57, 91 et 95 à 98	24, 25, 33 et 35 à 38
Gouvernance et gestion des risques			
5	Structure, processus et principales fonctions de gestion des risques	65 à 85, 91 à 93 et 98	
6	Culture de gestion des risques	62 et 63	
7	Principaux risques par secteur d'exploitation, gestion des risques et appétit pour le risque	61 à 63 et 67	
8	Tests de tension	53, 63, 79, 89, 90 et 93	
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques			
9	Exigences minimales des fonds propres en vertu du Pilier 1	54 à 57	24 et 25
10	Rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		11 à 17, 20 et 21
11	Évolution des fonds propres réglementaires	59	26
12	Planification en matière de capital	53 à 61	
13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'exploitation et par type de risque	61	7
14	Exigences des fonds propres par risque et par méthode de calcul de l'actif pondéré en fonction des risques	74 à 78	7
15	Risque de crédit lié au portefeuille bancaire		7
16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par type de risque	60	26 et 27
17	Évaluation de la performance du modèle de risque de crédit	66, 75 à 78 et 84	41
Liquidité			
18	Gestion de la liquidité et composantes de la réserve de liquidité	91 à 98	33 à 38
Financement			
19	Sommaire des actifs grevés et non grevés	94 et 95	35
20	Échéances contractuelles résiduelles des éléments du bilan et des engagements hors bilan	224 à 228	39 à 42
21	Stratégie de financement et sources de financement	98 à 100	38
Risque de marché			
22	Lien entre les mesures de risque de marché et le bilan	86 et 87	30 et 31
23	Facteurs de risque de marché	84 à 90, 212 et 213	30 à 33
24	VaR : hypothèses, limites et processus de validation	88	
25	Tests de tension, VaR en période de tension et tests de validité rétroactifs	84 à 90	
Risque de crédit			
26	Expositions au risque de crédit	83 et 173 à 184	29 et 68 à 79
27	Politiques d'identification des prêts dépréciés	80, 81, 147 et 148	
28	Évolution des prêts dépréciés et provisions pour pertes de crédit	119, 122, 123 et 173 à 184	68 à 79
29	Risque de contrepartie lié aux transactions d'instruments financiers dérivés	80 à 82 et 192 à 195	27 à 30 ⁽²⁾
30	Mesures d'atténuation du risque de crédit	77 à 82, 170 et 178	42 à 50, 31 ⁽²⁾ et 32 ⁽²⁾ 24, 28, 29 et 48 à 58
Autres risques			
31	Autres risques : gouvernance, mesure et gestion	72 à 74 et 100 à 106	
32	Événements liés aux risques connus publiquement	24, 100 et 101	12, 29 et 43

(1) Deuxième trimestre 2024.

(2) Ces pages se retrouvent dans le document intitulé « Informations financières complémentaires – Deuxième trimestre 2024 ».

Méthodes comptables et communication de l'information financière

Méthodes comptables et principales estimations comptables

Les états financiers consolidés de la Banque sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), telles que publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB). Les états financiers sont également conformes à l'article 308(4) de la *Loi sur les banques* (Canada) qui prévoit, à moins d'indication contraire du BSIF, que les états financiers consolidés doivent être préparés selon les IFRS. Les IFRS représentent les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Aucune des exigences comptables du BSIF ne fait exception aux IFRS. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2024 ont été préparés conformément à l'IAS 34 – *Information financière intermédiaire*, en appliquant les mêmes méthodes comptables que celles décrites à la note 1 afférente aux états financiers annuels consolidés audités de l'exercice terminé le 31 octobre 2023, à l'exception des modifications décrites à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités qui ont été appliquées à compter du 1^{er} novembre 2023 à la suite de l'adoption de l'IFRS 17 – *Contrats d'assurance*.

L'établissement des états financiers consolidés conformément aux IFRS exige de la direction qu'elle ait recours à l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses, et ce, à l'égard de la valeur comptable des actifs et des passifs à la date des états financiers, du résultat net et de divers renseignements connexes. Certaines méthodes comptables sont considérées comme critiques en raison de leur importance au chapitre de la présentation de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Banque. En outre, ces méthodes font appel à des jugements et des estimations complexes et subjectifs à propos de questions qui sont essentiellement incertaines. Toute modification de ces jugements et de ces estimations pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers consolidés de la Banque. Les principales estimations comptables sont les mêmes que celles décrites aux pages 107 à 112 du Rapport annuel 2023.

Le contexte géopolitique (notamment la guerre russo-ukrainienne ainsi que les affrontements entre Israël et le Hamas), l'inflation, les changements climatiques et la hausse des taux d'intérêt continuent à créer des incertitudes. Certaines méthodes comptables de la Banque, telles que l'évaluation des pertes de crédit attendues, font appel à des estimations et des jugements particulièrement complexes. Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers annuels consolidés audités de l'exercice terminé le 31 octobre 2023 pour un résumé des plus importants processus utilisés dans la préparation des estimations pour établir les états financiers consolidés conformément aux normes IFRS ainsi que des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs. L'incertitude liée à certaines données d'entrée principales utilisées dans l'évaluation des pertes de crédit attendues est décrite à la note 7 afférente aux présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Modifications futures de méthodes comptables

La Banque surveille de près les nouvelles normes comptables et les modifications de normes comptables existantes publiées par l'IASB. La norme ci-dessous a été publiée, mais n'est pas encore entrée en vigueur. La Banque évalue actuellement l'incidence qu'aura l'application de cette norme sur les états financiers consolidés.

Date d'entrée en vigueur – 1^{er} novembre 2027

IFRS 18 – *Présentation et informations à fournir dans les états financiers*

En avril 2024, l'IASB a publié une nouvelle norme, l'IFRS 18 – *Présentation et informations à fournir dans les états financiers* (IFRS 18). Cette nouvelle norme remplace l'actuelle norme comptable IAS 1 portant sur la présentation des états financiers. L'IFRS 18 présente un nouveau cadre comptable qui améliorera la façon dont les informations sont communiquées dans les états financiers, en particulier l'information sur la performance dans l'état consolidé des résultats, et apportera des modifications restreintes à l'état des flux de trésorerie consolidé et au bilan consolidé. L'IFRS 18 doit être appliquée de façon rétrospective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027. Une application anticipée est permise.

Communication de l'information financière

Au cours du deuxième trimestre de 2024, il n'y a eu aucun changement aux politiques, procédures et autres processus sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Données financières trimestrielles

(en millions de dollars canadiens,
sauf pour les données par action)

	2024				2023 ⁽¹⁾		2022		2023 ⁽¹⁾		2022	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	Total	Total	Total	Total
Revenu total	2 750	2 710	2 560	2 490	2 446	2 562	2 334	2 413	10 058	9 652		
Résultat net	906	922	751	830	832	876	738	826	3 289	3 383		
Résultat par action (\$)												
de base	2,56	2,61	2,11	2,35	2,37	2,49	2,10	2,38	9,33	9,72		
dilué	2,54	2,59	2,09	2,33	2,34	2,47	2,08	2,35	9,24	9,61		
Dividendes par action ordinaire (\$)	1,06	1,06	1,02	1,02	0,97	0,97	0,92	0,92	3,98	3,58		
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires (%) ⁽²⁾	16,9	17,1	14,1	16,1	17,2	17,9	15,3	17,9	16,3	18,8		
Actif total	441 690	433 927	423 477	425 936	417 614	418 287	403 740	386 833				
Prêts dépréciés nets excluant les prêts DAC ⁽²⁾	864	677	606	537	477	476	479	301				
Par action ordinaire (\$)												
Valeur comptable ⁽²⁾	62,28	61,18	60,40	58,53	57,45	55,76	55,24	54,29				
Cours de l'action												
haut	114,68	103,38	103,58	103,28	103,45	99,95	94,37	97,87				
bas	101,24	86,50	84,97	94,62	92,67	91,02	83,12	83,33				

(1) Pour les données comparatives de 2023, certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés.

(2) Consulter le « Glossaire » aux pages 47 à 50 pour plus de détails sur la composition de ces mesures.

Glossaire

Acceptation

L'acceptation et l'engagement de client en contrepartie d'acceptation représentent une garantie de paiement par une banque et sont négociables sur le marché monétaire. En contrepartie de cette garantie, la banque reçoit une commission d'acceptation.

Actif moyen portant intérêts

L'actif moyen portant intérêts comprend les dépôts auprès d'institutions financières portant intérêts et certains éléments de trésorerie, les valeurs mobilières, les valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et valeurs mobilières empruntées ainsi que les prêts, et exclut les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les autres actifs. La moyenne est calculée en fonction des soldes quotidiens de la période.

Actif moyen portant intérêts, autre que de négociation

L'actif moyen portant intérêts, autre que de négociation, comprend les dépôts auprès d'institutions financières portant intérêts et certains éléments de trésorerie, les valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et valeurs mobilières empruntées ainsi que les prêts, et exclut les autres actifs ainsi que les actifs liés aux activités de négociation. La moyenne est calculée en fonction des soldes quotidiens de la période.

Actif pondéré en fonction des risques

Les actifs sont pondérés selon les lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières (Canada). Dans l'approche standardisée, les facteurs de risque sont appliqués directement contre la valeur nominale de certains actifs afin de refléter des niveaux comparables de risque. Dans l'approche de notation interne (NI) avancée, l'actif pondéré en fonction des risques est dérivé des modèles internes de la Banque, qui représentent l'évaluation de la Banque des risques auxquels elle est exposée. Dans l'approche NI fondation, la Banque peut utiliser sa propre estimation de la probabilité de défaut, mais elle doit se fier aux estimations du BSIF pour les pertes en cas de défaut et l'exposition en cas de défaut. Les instruments hors bilan sont convertis en valeurs équivalentes du bilan ou de crédit en ajustant les valeurs nominales avant d'appliquer les facteurs de pondération de risque appropriés.

Actifs sous administration

Actifs à l'égard desquels une institution financière fournit des services administratifs au nom des clients qui en sont propriétaires. Ces services administratifs incluent la garde de valeurs, le recouvrement des revenus de placement, le règlement d'opérations d'achat et de vente ainsi que la tenue de livres. Les actifs sous administration ne sont pas inscrits au bilan de l'institution qui offre les services administratifs.

Actifs sous gestion

Actifs gérés par une institution financière au nom des clients à qui ils appartiennent. Les services de gestion, plus élaborés que les simples services administratifs, incluent le choix des placements ou la prestation de conseils à cet effet. Les actifs sous gestion, qui peuvent aussi être des actifs sous administration, ne sont pas inscrits au bilan de l'institution qui offre ces services.

Bureau du surintendant des institutions financières (Canada) (BSIF)

Le BSIF a pour mandat de réglementer et de surveiller les institutions financières et les régimes de retraite privés sous le régime d'une loi fédérale, dans le but d'éviter aux déposants et aux souscripteurs de subir des pertes indues et de contribuer ainsi à la confiance du public dans le système financier canadien.

Capital économique

Le capital économique est la mesure interne utilisée à la Banque pour évaluer les fonds propres nécessaires à sa solvabilité et à la poursuite de ses activités commerciales. Le capital économique prend en compte les risques de crédit, de marché, opérationnel et d'affaires, ainsi que d'autres risques auxquels la Banque est exposée. De plus, le calcul du capital économique tient compte de l'effet de diversification de ces risques entre eux et entre les différents secteurs d'exploitation. Le capital économique permet ainsi à la Banque de déterminer le montant des fonds propres dont elle doit disposer pour se protéger contre ces risques et assurer sa pérennité.

Conventions-cadres de compensation

Accord juridique entre deux parties liées par de nombreux contrats sur instruments financiers dérivés, prévoyant le règlement net de tous les contrats au moyen d'un paiement unique, en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite.

Couverture

Les activités de couverture ont pour objectif de modifier l'exposition de la Banque à un ou plusieurs risques, par une compensation entre les variations de juste valeur ou des flux de trésorerie attribuables à l'élément couvert et à l'instrument de couverture.

Dotations aux pertes de crédit

Montant imputé au résultat en vue de porter les provisions pour pertes de crédit au niveau jugé approprié par la direction et composé des dotations aux pertes de crédit sur actifs financiers non dépréciés et dépréciés.

Dotations aux pertes de crédit en pourcentage des prêts et acceptations moyens

Cette mesure représente les dotations aux pertes de crédit exprimées en pourcentage des prêts et acceptations moyens.

Dotations aux pertes de crédit sur prêts dépréciés en pourcentage des prêts et acceptations moyens

Cette mesure représente les dotations aux pertes de crédit sur prêts dépréciés exprimées en pourcentage des prêts et acceptations moyens.

Dotations aux pertes de crédit sur prêts dépréciés excluant les prêts DAC

Montant imputé au résultat en vue de porter les provisions pour pertes de crédit au niveau jugé approprié par la direction et composé des dotations aux pertes de crédit sur actifs financiers dépréciés excluant les prêts DAC.

Dotations aux pertes de crédit sur prêts dépréciés excluant les prêts DAC en pourcentage des prêts et acceptations moyens ou ratio des dotations aux pertes de crédit sur prêts dépréciés excluant les prêts DAC

Cette mesure représente les dotations aux pertes de crédit sur prêts dépréciés excluant les prêts DAC exprimées en pourcentage des prêts et acceptations moyens.

Entité structurée

Une entité structurée est une entité créée pour réaliser un objectif limité et bien défini et elle est conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Équivalent imposable

L'équivalent imposable est une méthode de calcul qui consiste à ajuster certains revenus à taux d'imposition moindre (notamment les dividendes), en les majorant de l'impôt à un niveau permettant de les rendre comparables aux revenus provenant de sources imposables au Canada. La Banque utilise l'équivalent imposable comme méthode de calcul du revenu net d'intérêts, des revenus autres que d'intérêts et de la charge d'impôts.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est tirée d'un instrument sous-jacent ayant trait aux taux d'intérêt et de change, aux cours des titres de participation et prix des marchandises, au crédit ou aux indices. Les dérivés comprennent les contrats à terme de gré à gré et les contrats à terme normalisés, les swaps et les options. Le montant nominal du dérivé est le montant de référence en fonction duquel les paiements effectués entre les parties sont calculés. Le montant nominal lui-même ne fait habituellement pas l'objet d'un versement.

Juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale sur le marché principal à la date d'évaluation dans les conditions actuelles du marché, c'est-à-dire une valeur de sortie.

Levier opérationnel

Le levier opérationnel correspond à la différence entre le taux de croissance du revenu total et le taux de croissance des frais autres que d'intérêts.

Marge nette d'intérêts

La marge nette d'intérêts est calculée en divisant le revenu net d'intérêts par l'actif moyen portant intérêts.

Points de base (pbs)

Unité de mesure correspondant à un centième pour cent (0,01 %).

Prêts dépréciés

La Banque considère qu'un actif financier, autre qu'une créance sur carte de crédit, est déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier, ou lorsque les paiements contractuels sont en souffrance depuis 90 jours. Les créances sur cartes de crédit sont considérées comme étant dépréciées et sont radiées en totalité à la première des dates suivantes : l'avis de faillite est reçu, une proposition de règlement est faite, ou les paiements contractuels sont en souffrance depuis 180 jours.

Prêts dépréciés bruts en pourcentage du total des prêts et acceptations

Cette mesure représente les prêts dépréciés bruts exprimés en pourcentage du solde des prêts et acceptations.

Prêts dépréciés bruts excluant les prêts DAC

Les prêts dépréciés bruts excluant les prêts DAC représentent tous les prêts classés en phase 3 selon le modèle de détermination des pertes de crédit attendues, excluant les prêts DAC.

Prêts dépréciés bruts excluant les prêts DAC en pourcentage du total des prêts et acceptations

Cette mesure représente les prêts dépréciés bruts excluant les prêts DAC exprimés en pourcentage du solde des prêts et acceptations.

Prêts dépréciés nets

Les prêts dépréciés nets sont les prêts dépréciés bruts présentés déduction faite des provisions pour pertes de crédit sur les montants utilisés de la phase 3.

Prêts dépréciés nets en pourcentage du total des prêts et acceptations

Cette mesure représente les prêts dépréciés nets exprimés en pourcentage du solde des prêts et acceptations.

Prêts dépréciés nets excluant les prêts DAC

Les prêts dépréciés nets excluant les prêts DAC sont les prêts dépréciés bruts excluant les prêts DAC présentés déduction faite des provisions pour pertes de crédit sur les montants utilisés des prêts octroyés par la Banque classés dans la phase 3.

Prêts et acceptations

Les prêts et acceptations représentent la somme du solde des prêts et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Provisions pour pertes de crédit

Les provisions pour pertes de crédit représentent une estimation objective de la direction des pertes de crédit attendues à la date du bilan. Ces provisions pour pertes de crédit sont principalement liées aux prêts et à des éléments hors bilan tels que les engagements de prêt et les garanties financières.

Radiations nettes en pourcentage des prêts et acceptations moyens

Cette mesure représente les radiations nettes (déduction faites des recouvrements) exprimées en pourcentage des prêts et acceptations moyens.

Ratio d'efficience

Le ratio d'efficience représente les frais autres que d'intérêts exprimés en pourcentage du revenu total et mesure l'efficience des activités de la Banque.

Ratio de levier

Le ratio de levier se calcule en divisant le montant des fonds propres de catégorie 1 par l'exposition totale. L'exposition totale est définie par la somme des actifs au bilan (y compris les expositions sur instruments financiers dérivés et sur opérations de financement par titres) et des éléments hors bilan.

Ratio de levier TLAC

Le ratio de levier TLAC est une mesure indépendante du risque qui se calcule en divisant la TLAC disponible par l'exposition totale, tel que prescrit par la ligne directrice « Capacité totale d'absorption des pertes » (*Total Loss Absorbing Capacity* ou TLAC) du BSIF.

Ratio de liquidité à court terme (LCR)

Le ratio LCR est une mesure qui permet de garantir que la Banque dispose de suffisamment d'actifs liquides de haute qualité pour couvrir les sorties nettes de trésorerie lors d'une crise sévère de liquidité d'une durée de 30 jours.

Ratio des fonds propres de catégorie 1

Les fonds propres de catégorie 1 comprennent les fonds propres attribuables aux actions ordinaires et d'autres éléments additionnels des fonds propres de catégorie 1, soit les actions privilégiées à dividendes non cumulatifs admissibles ainsi que le montant admissible des instruments novateurs. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 correspond aux fonds propres de catégorie 1, moins les ajustements réglementaires, divisés par l'actif pondéré en fonction des risques correspondant.

Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (CET1)

Les fonds propres CET1 comprennent les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires moins le goodwill, les immobilisations incorporelles et d'autres déductions au titre des fonds propres. Le ratio des fonds propres CET1 est calculé en divisant le total des fonds propres CET1 par l'actif pondéré en fonction des risques correspondant.

Ratio de versement des dividendes

Le ratio de versement des dividendes représente les dividendes sur actions ordinaires (montant par action) exprimés en pourcentage du résultat de base par action.

Ratio du total des fonds propres

Le total des fonds propres correspond à la somme des fonds propres de catégorie 1 et de catégorie 2. Les fonds propres de catégorie 2 comprennent la portion admissible de la dette subordonnée et certaines provisions pour pertes de crédit. Le ratio du total des fonds propres est calculé en divisant le total des fonds propres, moins les ajustements réglementaires, par l'actif pondéré en fonction des risques correspondant.

Ratio prêt-valeur

Le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit hypothécaires divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

Ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR)

Le ratio NSFR est une mesure qui permet de garantir que la Banque maintienne un profil de financement stable pour atténuer le risque de tensions sur le financement.

Ratio TLAC

Le ratio TLAC est une mesure qui permet d'évaluer si une banque d'importance systémique intérieure (BSI) non viable dispose d'une capacité d'absorption des pertes suffisante pour soutenir sa recapitalisation et se calcule en divisant la TLAC disponible par l'actif pondéré en fonction des risques, tel que prescrit par la ligne directrice « Capacité totale d'absorption des pertes » (*Total Loss Absorbing Capacity* ou TLAC) du BSIF.

Rendement de l'actif moyen

Le rendement de l'actif moyen représente le résultat net exprimé en pourcentage de l'actif moyen.

Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires (RCP)

Le RCP représente le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires moyens. Il s'agit d'une mesure générale de l'efficience de la Banque quant à l'utilisation des capitaux propres.

Rendement total pour les actionnaires (RTA)

Le RTA correspond au rendement total moyen d'un placement en actions ordinaires de la Banque. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires de la Banque.

Résultat de base par action

Le résultat de base par action se calcule en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de base.

Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action se calcule en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, en tenant compte de l'effet de dilution des options d'achat d'actions selon la méthode du rachat d'actions et de tout gain (perte) sur rachat d'actions privilégiées.

Revenu net d'intérêts autre que de négociation

Le revenu net d'intérêts autre que de négociation comprend les revenus liés aux actifs et passifs financiers associés aux activités autres que de négociation, déduction faite des frais d'intérêts et des revenus d'intérêts liés au financement de ces actifs et passifs financiers.

Revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation

Le revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation comprend les dividendes liés aux actifs et passifs financiers associés aux activités de négociation, déduction faite des frais d'intérêts et des revenus d'intérêts liés au financement de ces actifs et passifs financiers.

Revenus autres que d'intérêts liés aux activités de négociation

Les revenus autres que d'intérêts liés aux activités de négociation comprennent les gains et les pertes réalisés et non réalisés ainsi que les revenus d'intérêts sur les valeurs mobilières évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net, les revenus tirés des instruments financiers dérivés détenus à des fins de négociation, la variation de la juste valeur des prêts à la juste valeur par le biais du résultat net, la variation de la juste valeur des instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, certains revenus de commissions ainsi que d'autres revenus liés aux activités de négociation, et les frais de transactions, s'il y a lieu.

Revenus liés aux activités de négociation

Les revenus des activités de négociation comprennent le revenu net d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts liés aux activités de négociation. Le revenu net d'intérêts comprend les dividendes liés aux actifs et passifs financiers associés aux activités de négociation, et certains revenus d'intérêts liés au financement de ces actifs et passifs financiers, déduction faite des frais d'intérêts et des revenus d'intérêts liés au financement de ces actifs et passifs financiers. Les revenus autres que d'intérêts comprennent les gains et les pertes réalisés et non réalisés ainsi que les revenus d'intérêts sur les valeurs mobilières évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net, les revenus tirés des instruments financiers dérivés détenus à des fins de négociation, la variation de la juste valeur des prêts à la juste valeur par le biais du résultat net, la variation de la juste valeur des instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, les gains et les pertes réalisés et non réalisés ainsi que les frais d'intérêts sur les engagements afférents à des titres vendus à découvert, certains revenus de commissions ainsi que d'autres revenus liés aux activités de négociation, et les frais de transactions, s'il y a lieu.

Taux de croissance annuel composé (TCAC)

Le TCAC est un taux de croissance indiquant, pour une période de plus d'un exercice, la variation annuelle comme si la croissance avait été constante tout au long de la période.

Taux de provisionnement

Cette mesure représente les provisions pour pertes de crédit sur prêts dépréciés exprimées en pourcentage du solde des prêts dépréciés bruts.

Taux de provisionnement excluant les prêts DAC

Cette mesure représente les provisions pour pertes de crédit sur prêts dépréciés excluant les prêts DAC exprimées en pourcentage du solde des prêts dépréciés bruts excluant les prêts DAC.

TLAC disponible

La TLAC disponible comprend le total des fonds propres ainsi que certaines dettes de premier rang non garanties soumises aux règlements sur la recapitalisation interne du gouvernement fédéral qui satisfont tous les critères d'admissibilité à la ligne directrice « Capacité totale d'absorption des pertes » (*Total Loss Absorbing Capacity* ou TLAC) du BSIF.

Valeur à risque (VaR)

La VaR est une mesure statistique du risque permettant de quantifier les risques de marché en fonction des produits, des types de risque et du risque global au sein d'un portefeuille. La VaR représente la perte maximale pouvant être subie à un niveau de confiance précis sur un certain horizon et dans des conditions de marché normales. La VaR présente l'avantage de fournir une mesure homogène des risques de marché liés aux divers instruments financiers, basée sur un même niveau de confiance statistique et un même horizon temporel.

Valeur à risque en période de tension (SVaR)

La SVaR est une mesure statistique du risque qui est établie à l'aide de la même méthode de calcul que celle utilisée pour calculer la VaR, à l'exception du fait que l'historique des facteurs de risque sur deux ans est remplacé par une période de 12 mois, correspondant à une période continue de difficultés financières importantes qui est appropriée pour les portefeuilles de la Banque.

Valeur comptable d'une action ordinaire

La valeur comptable d'une action ordinaire se calcule en divisant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par le nombre d'actions ordinaires à une date donnée.

Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente

Valeurs mobilières acquises par la Banque auprès d'un client dans le cadre d'une entente prévoyant qu'elles seront revendues au même client à un prix et à une date déterminés. Cette entente constitue une forme de prêt sur garantie à court terme.

Valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat

Engagement financier relatif à des valeurs mobilières vendues aux termes d'une entente prévoyant qu'elles seront rachetées à un prix et à une date déterminés. Cette entente constitue une forme de financement à court terme.

Volumes moyens

Les volumes moyens représentent la moyenne des soldes quotidiens de la période des postes du bilan consolidé.

États financiers consolidés intermédiaires résumés

(non audités)

Bilans consolidés	52
États consolidés des résultats	53
États consolidés du résultat global	54
États consolidés de la variation des capitaux propres	56
États consolidés des flux de trésorerie	57
Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés	58

Bilans consolidés

(non audités) (en millions de dollars canadiens)

	Au 30 avril 2024	Au 31 octobre 2023 ⁽¹⁾
Actif		
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	29 678	35 234
Valeurs mobilières (notes 4, 5 et 6)		
À la juste valeur par le biais du résultat net	106 180	99 994
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	12 077	9 242
Au coût amorti	12 183	12 582
	130 440	121 818
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et valeurs mobilières empruntées	21 157	11 260
Prêts (note 7)		
Hypothécaires résidentiels	90 085	86 847
Aux particuliers	46 716	46 358
Créances sur cartes de crédit	2 644	2 603
Aux entreprises et aux administrations publiques	93 028	84 192
	232 473	220 000
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	3 508	6 627
Provisions pour pertes de crédit	(1 211)	(1 184)
	234 770	225 443
Autres		
Instruments financiers dérivés	12 580	17 516
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	37	49
Immobilisations corporelles	1 825	1 592
Goodwill	1 520	1 521
Immobilisations incorporelles	1 238	1 256
Autres actifs (note 8)	8 445	7 788
	25 645	29 722
	441 690	423 477
Passif et capitaux propres		
Dépôts (notes 5 et 9)	306 881	288 173
Autres		
Acceptations	3 508	6 627
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	10 880	13 660
Engagements afférents à des valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat et valeurs mobilières prêtées	41 494	38 347
Instruments financiers dérivés	19 164	19 888
Passifs relatifs à des créances cédées (note 5)	26 626	25 034
Autres passifs (note 10)	7 570	7 416
	109 242	110 972
Dettes subordonnées (note 11)	1 237	748
Capitaux propres		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires et aux détenteurs d'autres instruments de capitaux propres de la Banque (notes 12 et 14)		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	3 150	3 150
Actions ordinaires	3 413	3 294
Surplus d'apport	64	68
Résultats non distribués	17 368	16 650
Autres éléments cumulés du résultat global	334	420
	24 329	23 582
Participations ne donnant pas le contrôle	1	2
	24 330	23 584
	441 690	423 477

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

(1) Certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés.

États consolidés des résultats

(non audités) (en millions de dollars canadiens)

	Trimestre terminé le 30 avril		Semestre terminé le 30 avril	
	2024	2023 ⁽¹⁾	2024	2023 ⁽¹⁾
Revenus d'intérêts				
Prêts	3 823	3 026	7 516	5 929
Valeurs mobilières à la juste valeur par le biais du résultat net	429	358	881	783
Valeurs mobilières à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	123	68	238	127
Valeurs mobilières au coût amorti	109	119	232	231
Dépôts auprès d'institutions financières	391	408	814	780
	4 875	3 979	9 681	7 850
Frais d'intérêts				
Dépôts	3 256	2 365	6 430	4 461
Passifs relatifs à des créances cédées	188	157	360	299
Dettes subordonnées	16	10	27	25
Autres	780	565	1 478	1 084
	4 240	3 097	8 295	5 869
Revenu net d'intérêts⁽²⁾	635	882	1 386	1 981
Revenus autres que d'intérêts				
Commissions de prise ferme et honoraires de services-conseils	115	93	203	200
Commissions de courtage en valeurs mobilières	46	47	97	94
Revenus des fonds communs de placement	155	141	305	284
Frais de gestion de placement et de services fiduciaires	282	247	550	489
Revenus de crédit	133	133	281	270
Revenus sur cartes	51	51	101	97
Frais d'administration sur les dépôts et les paiements	72	73	144	146
Revenus (pertes) de négociation	1 125	650	2 126	1 181
Gains (pertes) sur valeurs mobilières autres que de négociation, montant net	38	30	63	41
Revenus d'assurances, montant net	12	12	33	30
Revenus de change, autres que de négociation	57	38	105	94
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises	2	4	4	7
Autres	27	45	62	94
	2 115	1 564	4 074	3 027
Revenu total	2 750	2 446	5 460	5 008
Frais autres que d'intérêts				
Rémunération et avantages du personnel	909	826	1 813	1 694
Frais d'occupation	94	83	181	165
Technologie	255	253	514	503
Communications	14	15	27	29
Honoraires professionnels	66	62	132	124
Autres	134	123	254	237
	1 472	1 362	2 921	2 752
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts	1 278	1 084	2 539	2 256
Dotations aux pertes de crédit (note 7)	138	85	258	171
Résultat avant charge d'impôts	1 140	999	2 281	2 085
Charge d'impôts (note 16)	234	167	453	377
Résultat net	906	832	1 828	1 708
Résultat net attribuable aux				
Actionnaires privilégiés et détenteurs d'autres instruments de capitaux propres	37	35	74	70
Actionnaires ordinaires	870	798	1 755	1 639
Actionnaires et détenteurs d'autres instruments de capitaux propres de la Banque	907	833	1 829	1 709
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(1)	(1)	(1)
	906	832	1 828	1 708
Résultat par action (en dollars) (note 17)				
de base	2,56	2,37	5,18	4,86
dilué	2,54	2,34	5,13	4,81
Dividendes par action ordinaire (en dollars) (note 12)	1,06	0,97	2,12	1,94

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

- (1) Certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés.
- (2) Le *Revenu net d'intérêts* comprend les revenus de dividendes. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 1 afférente aux états financiers annuels consolidés audités de l'exercice terminé le 31 octobre 2023.

États consolidés du résultat global

(non audités) (en millions de dollars canadiens)

	Trimestre terminé le 30 avril		Semestre terminé le 30 avril	
	2024	2023 ⁽¹⁾	2024	2023 ⁽¹⁾
Résultat net	906	832	1 828	1 708
Autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts				
Éléments qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net				
Écart de change, montant net				
Gains (pertes) nets de change non réalisés sur les investissements dans des établissements à l'étranger	203	109	(40)	(31)
Incidence des opérations de couverture des gains (pertes) nets de change	(86)	(34)	(17)	6
	117	75	(57)	(25)
Variation nette des titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Gains (pertes) nets non réalisés sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(12)	(40)	33	(28)
Reclassement dans le résultat net des (gains) pertes nets sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(12)	48	(9)	52
Reclassement dans le résultat net de la variation des provisions pour pertes de crédit sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	–	1	–	–
	(24)	9	24	24
Variation nette des instruments de couverture des flux de trésorerie				
Gains (pertes) nets sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(25)	5	4	(20)
Reclassement dans le résultat net des (gains) pertes nets sur les instruments financiers dérivés désignés	(31)	16	(57)	25
	(56)	21	(53)	5
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées et des coentreprises				
	–	–	–	1
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net				
Réévaluations des régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	(24)	3	(16)	(56)
Gains (pertes) nets sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	9	(4)	31	6
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(168)	(19)	(333)	(158)
	(183)	(20)	(318)	(208)
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts	(146)	85	(404)	(203)
Résultat global	760	917	1 424	1 505
Résultat global attribuable aux				
Actionnaires et détenteurs d'autres instruments de capitaux propres de la Banque	761	918	1 425	1 506
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(1)	(1)	(1)
	760	917	1 424	1 505

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

- (1) Certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés.

États consolidés du résultat global (suite)

(non audités) (en millions de dollars canadiens)

Impôts sur le résultat – Autres éléments du résultat global

La charge ou l'économie d'impôts relative à chaque composante des autres éléments du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

	Trimestre terminé le 30 avril		Semestre terminé le 30 avril	
	2024	2023	2024	2023
Éléments qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net				
Écart de change, montant net				
Gains (pertes) nets de change non réalisés sur les investissements dans des établissements à l'étranger	(4)	(3)	2	2
Incidence des opérations de couverture des gains (pertes) nets de change	(25)	(8)	(8)	–
	(29)	(11)	(6)	2
Variation nette des titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Gains (pertes) nets non réalisés sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(4)	(15)	13	(11)
Reclassement dans le résultat net des (gains) pertes nets sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(4)	18	(3)	20
Reclassement dans le résultat net de la variation des provisions pour pertes de crédit sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	–	–	–	–
	(8)	3	10	9
Variation nette des instruments de couverture des flux de trésorerie				
Gains (pertes) nets sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(10)	2	1	(8)
Reclassement dans le résultat net des (gains) pertes nets sur les instruments financiers dérivés désignés	(12)	6	(22)	10
	(22)	8	(21)	2
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées et des coentreprises	–	–	–	–
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net				
Réévaluations des régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	(10)	1	(7)	(12)
Gains (pertes) nets sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	3	(1)	13	2
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(65)	(8)	(128)	(61)
	(72)	(8)	(122)	(71)
	(131)	(8)	(139)	(58)

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

États consolidés de la variation des capitaux propres

(non audités) (en millions de dollars canadiens)

	Semestre terminé le 30 avril	
	2024	2023 ⁽¹⁾
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres au début et à la fin (note 12)	3 150	3 150
Actions ordinaires au début (note 12)	3 294	3 196
Émissions d'actions ordinaires au titre du régime d'options d'achat d'actions	103	60
Incidence des actions acquises ou vendues à des fins de négociation	16	5
Actions ordinaires à la fin	3 413	3 261
Surplus d'apport au début	68	56
Charge au titre des options d'achat d'actions (note 14)	9	9
Options d'achat d'actions levées	(11)	(6)
Autres	(2)	–
Surplus d'apport à la fin	64	59
Résultats non distribués au début	16 650	15 140
Incidence de l'adoption de l'IFRS 17 au 1 ^{er} novembre 2022 (note 2)	–	(48)
Résultat net attribuable aux actionnaires et aux détenteurs d'autres instruments de capitaux propres de la Banque	1 829	1 709
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres (note 12)	(85)	(80)
Dividendes sur actions ordinaires (note 12)	(720)	(655)
Réévaluations des régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	(16)	(56)
Gains (pertes) nets sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	31	6
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(333)	(158)
Effet du passif financier lié aux options de vente émises à l'intention de participations ne donnant pas le contrôle	1	7
Autres	11	10
Résultats non distribués à la fin	17 368	15 875
Autres éléments cumulés du résultat global au début	420	202
Écart de change, montant net	(57)	(25)
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	24	24
Variation nette des gains (pertes) sur les instruments de couverture des flux de trésorerie	(53)	5
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées et des coentreprises	–	1
Autres éléments cumulés du résultat global à la fin	334	207
Capitaux propres attribuables aux actionnaires et aux détenteurs d'autres instruments de capitaux propres de la Banque	24 329	22 552
Participations ne donnant pas le contrôle au début	2	2
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(1)
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin	1	1
Capitaux propres	24 330	22 553

Autres éléments cumulés du résultat global

	Au 30 avril 2024	Au 30 avril 2023
Autres éléments cumulés du résultat global		
Écart de change, montant net	250	179
Gains (pertes) nets non réalisés sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(11)	(10)
Gains (pertes) nets sur les instruments de couverture des flux de trésorerie	93	36
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées et des coentreprises	2	2
	334	207

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

- (1) Certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements se reporter à la note 2 afférent aux présents états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie

(non audités) (en millions de dollars canadiens)

	Semestre terminé le 30 avril	
	2024	2023 ⁽¹⁾
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Résultat net	1 828	1 708
Ajustements pour		
Dotations aux pertes de crédit	258	171
Amortissement des immobilisations corporelles incluant les actifs au titre de droits d'utilisation	112	105
Amortissement des immobilisations incorporelles	143	157
Impôts différés	(22)	(66)
Pertes (gains) sur cessions de valeurs mobilières autres que de négociation, montant net	(63)	(41)
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises	(4)	(7)
Charge au titre des options d'achat d'actions	9	9
Variation des actifs et des passifs liés aux activités opérationnelles		
Valeurs mobilières à la juste valeur par le biais du résultat net	(6 186)	(5 736)
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et valeurs mobilières empruntées	(9 897)	9 659
Prêts et acceptations, déduction faite de la titrisation	(11 112)	(9 444)
Dépôts	18 708	15 120
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(2 780)	(3 096)
Engagements afférents à des valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat et valeurs mobilières prêtées	3 147	4 584
Instruments financiers dérivés, montant net	4 212	1 722
Intérêts et dividendes à recevoir et intérêts à payer	194	170
Actifs et passifs d'impôt exigible	24	(271)
Autres éléments	(970)	(1 420)
	(2 399)	13 324
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Émissions d'actions ordinaires (incluant l'incidence des actions acquises à des fins de négociation)	108	59
Émission de dette subordonnée	500	–
Rachat de dette subordonnée	–	(750)
Remboursements d'obligations locatives	(63)	(50)
Dividendes versés sur les actions et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(804)	(732)
	(259)	(1 473)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Variation nette des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	10	–
Achats de valeurs mobilières autres que de négociation	(7 716)	(5 149)
Échéances de valeurs mobilières autres que de négociation	2 546	1 473
Cessions de valeurs mobilières autres que de négociation	2 900	2 443
Variation nette des immobilisations corporelles excluant les actifs au titre de droits d'utilisation	(322)	(181)
Variation nette des immobilisations incorporelles	(125)	(130)
	(2 707)	(1 544)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(191)	324
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(5 556)	10 631
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	35 234	31 870
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin ⁽²⁾	29 678	42 501
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Intérêts versés	8 065	5 166
Intérêts et dividendes reçus	9 645	7 317
Impôts payés sur le résultat	588	428

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

- (1) Certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés.
- (2) Cette rubrique représente le solde de *Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières* du bilan consolidé. Ce solde comprend un montant de 10,5 G\$ au 30 avril 2024 (9,3 G\$ au 31 octobre 2023) pour lequel il y a des restrictions et dont 6,1 G\$ (6,5 G\$ au 31 octobre 2023) représentent des soldes que la Banque est tenue de maintenir auprès des banques centrales, d'autres organismes de réglementation et de certaines contreparties.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

(non auditées) (en millions de dollars canadiens)

Note 1	Mode de présentation	58	Note 10	Autres passifs	81
Note 2	Modifications de méthodes comptables	59	Note 11	Dettes subordonnées	81
Note 3	Modifications futures de méthodes comptables	60	Note 12	Capital-actions et autres instruments de capitaux propres	81
Note 4	Juste valeur des instruments financiers	61	Note 13	Informations sur le capital	82
Note 5	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	66	Note 14	Paielements fondés sur des actions	83
Note 6	Valeurs mobilières	67	Note 15	Avantages du personnel – Régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	84
Note 7	Prêts et provisions pour pertes de crédit	68	Note 16	Impôts sur le résultat	85
Note 8	Autres actifs	80	Note 17	Résultat par action	86
Note 9	Dépôts	80	Note 18	Informations sectorielles	86

Note 1 – Mode de présentation

Le 28 mai 2024, le conseil d'administration a autorisé la publication des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers consolidés) de la Banque pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2024.

Les états financiers consolidés de la Banque sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), telles que publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB). Les états financiers sont également conformes à l'article 308(4) de la *Loi sur les banques* (Canada) qui prévoit, à moins d'indication contraire du Bureau du surintendant des institutions financières (Canada) (BSIF), que les états financiers consolidés doivent être préparés selon les IFRS. Les IFRS représentent les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Aucune des exigences comptables du BSIF ne fait exception aux IFRS.

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément à l'IAS 34 – *Information financière intermédiaire*, en appliquant les mêmes méthodes comptables que celles décrites à la note 1 afférente aux états financiers annuels consolidés audités de l'exercice terminé le 31 octobre 2023, à l'exception des modifications décrites à la note 2 des présents états financiers consolidés qui ont été appliquées à compter du 1^{er} novembre 2023 à la suite de l'adoption de l'IFRS 17 – *Contrats d'assurance* (IFRS 17). Certains montants comparatifs ont été ajustés afin de refléter ces modifications de méthodes comptables.

Jugements, estimations et hypothèses

L'établissement des états financiers consolidés conformément aux IFRS exige de la direction qu'elle ait recours à l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses, et ce, à l'égard de la valeur comptable des actifs et des passifs à la date des états financiers, du résultat net et de divers renseignements connexes. Certaines méthodes comptables de la Banque, telles que l'évaluation des pertes de crédit attendues, font appel à des estimations et des jugements particulièrement complexes. La note 1 afférente aux états financiers annuels consolidés audités de l'exercice terminé le 31 octobre 2023 présente un résumé des plus importants processus utilisés dans la préparation des estimations pour établir les états financiers consolidés conformément aux normes IFRS ainsi que des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs.

Le contexte géopolitique (notamment la guerre russo-ukrainienne ainsi que les affrontements entre le Hamas et Israël), l'inflation, les changements climatiques et la hausse des taux d'intérêt continuent à créer des incertitudes. Ainsi, le degré de complexité associé à l'élaboration des estimations fiables et à l'exercice du jugement est toujours important. L'incertitude liée à certaines données d'entrée principales utilisées dans l'évaluation des pertes de crédit attendues est décrite à la note 7 afférente aux présents états financiers consolidés.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, qui constituent à la fois la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Banque. Les symboles M\$ et G\$ désignent respectivement les millions et les milliards de dollars.

Note 2 – Modifications de méthodes comptables

La Banque a adopté la norme comptable IFRS 17 – *Contrats d'assurance* (IFRS 17) le 1^{er} novembre 2023.

Revenus d'assurances

Les contrats d'assurance, y compris les traités en réassurance, sont des contrats selon lesquels il existe un risque d'assurance significatif, et qui prévoient l'indemnisation du titulaire de la police si un événement futur incertain spécifié devait survenir.

La Banque utilise le modèle général d'évaluation (MGE) pour évaluer la majorité de ses contrats d'assurance et de réassurance en se basant sur la valeur actualisée des estimations des flux de trésorerie futurs attendus nécessaires à l'exécution des contrats, incluant un ajustement au titre du risque non financier ainsi que la marge sur services contractuels (MSC), qui représente les profits non gagnés qui seront comptabilisés au fur et à mesure que les services seront fournis dans le futur. La Banque a choisi d'appliquer la méthode simplifiée (méthode de la répartition des primes ou MRP) pour évaluer les contrats d'assurance dont la période de couverture est d'un an ou moins. Les produits d'assurance pour ces contrats sont comptabilisés systématiquement sur la période de couverture. Pour toutes les méthodes d'évaluation, s'il est prévu que les contrats seront déficitaires, les pertes sont comptabilisées immédiatement à l'état consolidé des résultats.

Au moment de l'émission d'un contrat, un actif ou un passif d'assurance et un actif au titre des cessions en réassurance, s'il y a lieu, sont comptabilisés dans les *Autres actifs* et les *Autres passifs* du bilan consolidé. Les variations ultérieures de la valeur comptable de l'actif et du passif d'assurance et de l'actif au titre des cessions en réassurance sont comptabilisées au net, dans les *Revenus autres que d'intérêts* de l'état consolidé des résultats.

Les dépenses d'assurances sont composées principalement des réclamations survenues et des autres dépenses d'assurances, de l'amortissement des flux de trésorerie relatifs aux frais d'acquisition et des pertes sur les contrats déficitaires ainsi que les reprises de telles pertes. Les redevances reçues des réassureurs sont reconnues à l'état consolidé des résultats au fur et à mesure que la Banque reçoit des services relatifs aux groupes de contrats de réassurance. Les sommes recouvrées auprès des réassureurs sont composées des flux de trésorerie liés à l'expérience relative aux réclamations ou aux prestations des contrats sous-jacents. Tous ces montants sont comptabilisés en déduction des revenus d'assurances dans les *Revenus autres que d'intérêts* de l'état consolidé des résultats.

Incidences relatives à l'adoption de l'IFRS 17

Les exigences de l'IFRS 17 ont été appliquées rétrospectivement en ajustant les soldes du bilan consolidé à la date de première application, soit le 1^{er} novembre 2022. L'incidence de l'adoption de l'IFRS 17 a été comptabilisée au moyen d'un ajustement aux *Résultats non distribués* au 1^{er} novembre 2022. L'information qui suit présente les incidences sur les bilans consolidés au 1^{er} novembre 2022 et au 31 octobre 2023 :

Bilans consolidés

	Au 31 octobre 2023		Au 31 octobre 2023		Au 31 octobre 2022		Au 1 ^{er} novembre 2022	
	Tel que publié	Ajustements IFRS 17	Ajusté	Tel que publié	Ajustements IFRS 17	Ajusté		
Actif								
Autres actifs	7 889	(101)	7 788	5 958	(50)	5 908		
Passif								
Autres passifs	7 423	(7)	7 416	6 361	(2)	6 359		
Capitaux propres								
Résultats non distribués	16 744	(94)	16 650	15 140	(48)	15 092		

Au 31 octobre 2023, le montant net de MSC en lien avec les nouveaux principes de comptabilisation et d'évaluation des actifs et passifs des contrats d'assurance et de réassurance est établi à 109 M\$ (89 M\$ au 1^{er} novembre 2022).

Note 2 – Modifications de méthodes comptables (suite)

L'information qui suit présente les incidences sur l'état consolidé des résultats du trimestre et du semestre comparatifs :

État consolidé des résultats – Augmentation (diminution)

	Trimestre terminé le 30 avril 2023	Semestre terminé le 30 avril 2023
Revenus autres que d'intérêts – Revenus d'assurances, montant net	(33)	(53)
Revenu total	(33)	(53)
Rémunération et avantages du personnel	(7)	(14)
Frais d'occupation	–	(1)
Technologie	(2)	(4)
Honoraires professionnels	–	(1)
Autres	(3)	(5)
Frais autres que d'intérêts	(12)	(25)
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts	(21)	(28)
Résultat avant charge d'impôts	(21)	(28)
Charge d'impôts	(6)	(8)
Résultat net	(15)	(20)

Note 3 – Modifications futures de méthodes comptables

La Banque surveille de près les nouvelles normes comptables et les modifications de normes comptables existantes publiées par l'IASB. La norme ci-dessous a été publiée, mais n'est pas encore entrée en vigueur. La Banque évalue actuellement l'incidence qu'aura l'application de cette norme sur les états financiers consolidés.

Date d'entrée en vigueur – 1^{er} novembre 2027

IFRS 18 – *Présentation et informations à fournir dans les états financiers*

En avril 2024, l'IASB a publié une nouvelle norme, l'IFRS 18 – *Présentation et informations à fournir dans les états financiers* (IFRS 18). Cette nouvelle norme remplace l'actuelle norme comptable IAS 1 portant sur la présentation des états financiers. L'IFRS 18 présente un nouveau cadre comptable qui améliorera la façon dont les informations sont communiquées dans les états financiers, en particulier l'information sur la performance dans l'état consolidé des résultats, et apportera des modifications restreintes à l'état des flux de trésorerie consolidé et au bilan consolidé. L'IFRS 18 doit être appliquée de façon rétrospective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027. Une application anticipée est permise.

Note 4 – Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur et valeur comptable des instruments financiers par catégorie

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans le bilan consolidé soit à la juste valeur, soit au coût amorti selon les catégories définies par le cadre comptable relatif aux instruments financiers.

Au 30 avril 2024								
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable	Juste valeur		
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Titres de créance classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers au coût amorti, net	Instruments financiers au coût amorti, net	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
Actifs financiers								
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	–	–	–	–	29 678	29 678	29 678	29 678
Valeurs mobilières	105 763	417	11 404	673	12 183	11 852	130 440	130 109
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et valeurs mobilières empruntées	–	–	–	–	21 157	21 157	21 157	21 157
Prêts et acceptations, déduction faite des provisions	14 248	–	–	–	220 522	219 455	234 770	233 703
Autres								
Instruments financiers dérivés	12 580	–	–	–	–	–	12 580	12 580
Autres actifs	1 845	–	–	–	3 184	3 184	5 029	5 029
Passifs financiers								
Dépôts ⁽¹⁾	–	22 953	–	–	283 928	284 302	306 881	307 255
Autres								
Acceptations	–	–	–	–	3 508	3 508	3 508	3 508
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	10 880	–	–	–	–	–	10 880	10 880
Engagements afférents à des valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat et valeurs mobilières prêtées	–	–	–	–	41 494	41 494	41 494	41 494
Instruments financiers dérivés	19 164	–	–	–	–	–	19 164	19 164
Passifs relatifs à des créances cédées	–	10 231	–	–	16 395	15 816	26 626	26 047
Autres passifs	–	–	–	–	3 920	3 919	3 920	3 919
Dettes subordonnées	–	–	–	–	1 237	1 251	1 237	1 251

(1) Incluant des instruments financiers dérivés incorporés.

Note 4 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au 31 octobre 2023 ⁽¹⁾

	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable	Juste valeur		
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Titres de créance classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers au coût amorti, net	Instruments financiers au coût amorti, net	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
Actifs financiers								
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	–	–	–	–	35 234	35 234	35 234	35 234
Valeurs mobilières	99 236	758	8 583	659	12 582	12 097	121 818	121 333
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et valeurs mobilières empruntées	–	–	–	–	11 260	11 260	11 260	11 260
Prêts et acceptations, déduction faite des provisions	13 124	–	–	–	212 319	210 088	225 443	223 212
Autres								
Instruments financiers dérivés	17 516	–	–	–	–	–	17 516	17 516
Autres actifs	73	–	–	–	4 285	4 285	4 358	4 358
Passifs financiers								
Dépôts ⁽²⁾	–	18 275			269 898	269 490	288 173	287 765
Autres								
Acceptations	–	–			6 627	6 627	6 627	6 627
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	13 660	–			–	–	13 660	13 660
Engagements afférents à des valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat et valeurs mobilières prêtées	–	–			38 347	38 347	38 347	38 347
Instruments financiers dérivés	19 888	–			–	–	19 888	19 888
Passifs relatifs à des créances cédées	–	9 952			15 082	14 255	25 034	24 207
Autres passifs	–	–			3 497	3 494	3 497	3 494
Dettes subordonnées	–	–			748	727	748	727

(1) Certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés.

(2) Incluant des instruments financiers dérivés incorporés.

Détermination de la juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif financier ou payé pour le transfert d'un passif financier lors d'une transaction normale sur le marché principal à la date d'évaluation dans les conditions actuelles du marché, c'est-à-dire une valeur de sortie.

Les cours non ajustés sur des marchés actifs représentent la meilleure indication de la juste valeur. En l'absence de cours sur un marché actif, la Banque a recours à d'autres techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation de données observables pertinentes et minimisent celle de données non observables. Ces techniques d'évaluation comprennent, entre autres, l'utilisation des informations disponibles sur des opérations conclues récemment sur un marché, la référence à la juste valeur actuelle d'un instrument comparable, l'analyse des flux de trésorerie actualisés, les modèles d'évaluation des options, et toute autre technique d'évaluation couramment utilisée par les intervenants du marché s'il a été démontré que cette technique produit des estimations fiables. Le jugement est requis dans l'application d'un grand nombre de techniques d'évaluation. L'évaluation de la Banque a été fondée sur une appréciation en vigueur au 30 avril 2024 et pourrait changer dans le futur. Par ailleurs, l'évaluation peut faire l'objet d'une certaine incertitude découlant du choix du modèle d'évaluation utilisé.

L'établissement de la juste valeur est soumis à un cadre de contrôle rigoureux. La Banque dispose de politiques et procédures qui régissent le processus d'évaluation de la juste valeur. La structure de gouvernance de la Banque en matière d'évaluation est demeurée en grande partie identique à celle décrite à la note 3 afférente aux états financiers annuels consolidés audités de l'exercice terminé le 31 octobre 2023. Les techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur des actifs et passifs financiers sont également décrites dans cette note et aucun changement important n'a été apporté aux techniques d'évaluation.

Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans le bilan consolidé

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les IFRS établissent une hiérarchie des évaluations à la juste valeur qui classe selon trois niveaux les données d'entrée des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers. La hiérarchie qui s'applique à la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur un marché actif chaque fois que de telles données existent. La hiérarchie place au plus haut niveau les cours non ajustés observés sur des marchés actifs pour des instruments identiques, et les données d'entrée non observables au niveau le plus bas. Dans certains cas, les données d'entrée utilisées pour déterminer la juste valeur d'un instrument financier peuvent être classées à des niveaux différents dans la hiérarchie. La juste valeur obtenue est alors classée globalement au même niveau de la hiérarchie que la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 3 afférente aux états financiers annuels consolidés audités de l'exercice terminé le 31 octobre 2023.

Le transfert d'instruments financiers entre les niveaux 1 et 2 ainsi que les transferts vers le (ou hors du) niveau 3 sont présumés avoir eu lieu au début du trimestre dans lequel le transfert a eu lieu. Des transferts importants peuvent survenir entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs en raison de nouvelles informations concernant les données d'entrée utilisées pour déterminer la juste valeur et le caractère observable de ces données.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2024, 5 M\$ de valeurs mobilières classées à la juste valeur par le biais du résultat net et 1 M\$ d'engagements afférents à des titres vendus à découvert ont été transférés hors du niveau 2 vers le niveau 1 suite à l'évolution de conditions du marché (1 M\$ de valeurs mobilières classées à la juste valeur par le biais du résultat net au cours du trimestre terminé le 30 avril 2023). De plus, 2 M\$ de valeurs mobilières classées à la juste valeur par le biais du résultat net ont été transférés hors du niveau 1 vers le niveau 2 suite à l'évolution de conditions du marché au cours du trimestre terminé le 30 avril 2023. Au cours des semestres terminés les 30 avril 2024 et 2023, il y a eu des transferts d'instruments financiers vers le (ou hors du) niveau 3 en raison de changements de disponibilité de données d'entrée observables sur un marché suite à l'évolution de conditions du marché.

Les tableaux suivants présentent la hiérarchie des évaluations des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans le bilan consolidé.

	Au 30 avril 2024			Total des actifs / passifs financiers à la juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs financiers				
Valeurs mobilières				
À la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres émis ou garantis par				
Le gouvernement du Canada	6 093	10 757	–	16 850
Les gouvernements provinciaux et municipaux du Canada	–	8 482	–	8 482
Le Trésor et d'autres organismes américains et les gouvernements d'autres pays	1 323	1 075	–	2 398
Autres titres de créance	–	3 535	56	3 591
Titres de participation	71 582	2 735	542	74 859
	78 998	26 584	598	106 180
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Titres émis ou garantis par				
Le gouvernement du Canada	164	4 880	–	5 044
Les gouvernements provinciaux et municipaux du Canada	–	2 270	–	2 270
Le Trésor et d'autres organismes américains et les gouvernements d'autres pays	2 899	157	–	3 056
Autres titres de créance	–	1 034	–	1 034
Titres de participation	–	311	362	673
	3 063	8 652	362	12 077
Prêts	–	14 046	202	14 248
Autres				
Instruments financiers dérivés	207	12 169	204	12 580
Autres actifs – autres éléments	–	1 767	78	1 845
	82 268	63 218	1 444	146 930
Passifs financiers				
Dépôts⁽¹⁾	–	23 013	–	23 013
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	6 645	4 235	–	10 880
Instruments financiers dérivés	482	18 660	22	19 164
Passifs relatifs à des créances cédées	–	10 231	–	10 231
	7 127	56 139	22	63 288

(1) Les montants incluent la juste valeur des instruments financiers dérivés incorporés dans les dépôts.

Note 4 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 octobre 2023			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total des actifs / passifs financiers à la juste valeur
Actifs financiers				
Valeurs mobilières				
À la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres émis ou garantis par				
Le gouvernement du Canada	6 403	10 872	–	17 275
Les gouvernements provinciaux et municipaux du Canada	–	8 260	–	8 260
Le Trésor et d'autres organismes américains et les gouvernements d'autres pays	2 781	2 105	–	4 886
Autres titres de créance	–	3 450	65	3 515
Titres de participation	65 018	554	486	66 058
	74 202	25 241	551	99 994
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Titres émis ou garantis par				
Le gouvernement du Canada	73	4 124	–	4 197
Les gouvernements provinciaux et municipaux du Canada	–	1 938	–	1 938
Le Trésor et d'autres organismes américains et les gouvernements d'autres pays	904	254	–	1 158
Autres titres de créance	–	1 290	–	1 290
Titres de participation	–	281	378	659
	977	7 887	378	9 242
Prêts	–	12 907	217	13 124
Autres				
Instruments financiers dérivés	285	17 224	7	17 516
Autres actifs – autres éléments	–	–	73	73
	75 464	63 259	1 226	139 949
Passifs financiers				
Dépôts⁽¹⁾	–	18 134	–	18 134
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	8 335	5 325	–	13 660
Instruments financiers dérivés	467	19 399	22	19 888
Passifs relatifs à des créances cédées	–	9 952	–	9 952
	8 802	52 810	22	61 634

(1) Les montants incluent la juste valeur des instruments financiers dérivés incorporés dans les dépôts.

Instruments financiers classés dans le niveau 3

La Banque classe les instruments financiers dans le niveau 3 lorsque la technique d'évaluation est fondée sur au moins une donnée d'entrée importante qui n'est pas observable sur des marchés. La Banque maximise l'utilisation de données observables pour déterminer la juste valeur des instruments financiers.

Pour la description des techniques d'évaluation et des données d'entrée non observables importantes utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3, se reporter à la note 3 afférente aux états financiers annuels consolidés audités de l'exercice terminé le 31 octobre 2023. Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2024, aucun changement important n'a été apporté aux techniques d'évaluation et aux données d'entrée non observables importantes utilisées pour la détermination de la juste valeur.

Analyse de sensibilité des instruments financiers classés dans le niveau 3

La Banque effectue des analyses de sensibilité pour les évaluations de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3, en substituant les données d'entrée non observables par une ou plusieurs hypothèses raisonnablement possibles. Se reporter à la note 3 afférente aux états financiers annuels consolidés audités de l'exercice terminé le 31 octobre 2023 pour plus d'information sur l'incidence potentielle de la variation d'une donnée non observable sur l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3. Il n'y a pas eu de changement important aux analyses de sensibilité des instruments financiers classés dans le niveau 3 pour le semestre terminé le 30 avril 2024, à l'exception des instruments financiers dérivés dont la fourchette raisonnable de juste valeur pourrait générer une augmentation ou une diminution de la juste valeur nette comptabilisée de 68 M\$ au 30 avril 2024 (une augmentation ou une diminution de 16 M\$ au 31 octobre 2023).

Variation de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3

La Banque peut couvrir la juste valeur des instruments financiers classés dans les différents niveaux par le biais de positions économiques inverses. Les gains et pertes pour les instruments financiers classés dans le niveau 3 présentés dans les tableaux ci-après ne reflètent pas les gains et pertes inverses sur les instruments financiers utilisés à des fins de couverture économique qui peuvent avoir été classés par la Banque dans le niveau 1 ou 2. De plus, la Banque peut couvrir la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 au moyen d'autres instruments financiers classés dans le niveau 3. L'effet de ces couvertures n'est pas inclus dans le montant net présenté dans les tableaux suivants. Finalement, les gains et pertes présentés ci-après peuvent inclure des variations de la juste valeur basées sur des données d'entrée observables et non observables.

	Semestre terminé le 30 avril 2024				
	Valeurs mobilières à la juste valeur par le biais du résultat net	Valeurs mobilières à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Prêts et autres actifs	Instruments financiers dérivés ⁽¹⁾	Dépôts ⁽²⁾
Juste valeur au 31 octobre 2023	551	378	290	(15)	–
Total des gains (pertes) réalisés ou non réalisés compris dans le <i>Résultat net</i> ⁽³⁾	36	–	7	(4)	–
Total des gains (pertes) réalisés ou non réalisés compris dans les <i>Autres éléments du résultat global</i>	–	(7)	–	–	–
Achats	22	–	–	–	–
Ventes	(11)	(9)	(2)	–	–
Émissions	–	–	10	–	–
Règlements et autres	–	–	(25)	200	–
Transferts d'instruments financiers vers le niveau 3	–	–	–	(1)	–
Transferts d'instruments financiers hors du niveau 3	–	–	–	2	–
Juste valeur au 30 avril 2024	598	362	280	182	–
Variation des gains et des pertes non réalisés compris dans le <i>Résultat net</i> relativement aux actifs et passifs financiers au 30 avril 2024 ⁽⁴⁾	81	–	7	(4)	–

	Semestre terminé le 30 avril 2023				
	Valeurs mobilières à la juste valeur par le biais du résultat net	Valeurs mobilières à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Prêts et autres actifs	Instruments financiers dérivés ⁽¹⁾	Dépôts ⁽²⁾
Juste valeur au 31 octobre 2022	476	320	331	(17)	(8)
Total des gains (pertes) réalisés ou non réalisés compris dans le <i>Résultat net</i> ⁽⁵⁾	1	–	4	4	–
Total des gains (pertes) réalisés ou non réalisés compris dans les <i>Autres éléments du résultat global</i>	–	11	–	–	–
Achats	36	–	–	–	–
Ventes	(9)	–	–	–	–
Émissions	–	–	12	–	–
Règlements et autres	–	–	(30)	7	–
Transferts d'instruments financiers vers le niveau 3	–	–	–	2	–
Transferts d'instruments financiers hors du niveau 3	–	–	–	3	8
Juste valeur au 30 avril 2023	504	331	317	(1)	–
Variation des gains et des pertes non réalisés compris dans le <i>Résultat net</i> relativement aux actifs et passifs financiers au 30 avril 2023 ⁽⁶⁾	13	–	4	4	–

(1) Les instruments financiers dérivés comprennent les actifs et les passifs, présentés au montant net.

(2) Les montants incluent la juste valeur des instruments financiers dérivés incorporés dans les dépôts.

(3) Le total des gains (pertes) compris dans les *Revenus autres que d'intérêts* est un gain de 39 M\$.

(4) Le total des gains (pertes) non réalisés compris dans les *Revenus autres que d'intérêts* est un gain non réalisé de 84 M\$.

(5) Le total des gains (pertes) compris dans les *Revenus autres que d'intérêts* est un gain de 9 M\$.

(6) Le total des gains (pertes) non réalisés compris dans les *Revenus autres que d'intérêts* est un gain non réalisé de 21 M\$.

Note 5 – Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

La Banque a choisi de désigner certains instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net selon les critères présentés à la note 1 afférente aux états financiers annuels consolidés audités de l'exercice terminé le 31 octobre 2023. Conformément à sa stratégie de gestion des risques et en vertu de l'option de la juste valeur, qui permet la désignation si elle élimine ou réduit sensiblement une incohérence dans l'évaluation ou la comptabilisation qui, autrement, découlerait de l'évaluation des actifs financiers ou des passifs financiers ou de la comptabilisation des profits et pertes sur ceux-ci sur des bases différentes, la Banque a désigné à la juste valeur par le biais du résultat net certaines valeurs mobilières, certaines valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente, ainsi que certains passifs relatifs à des créances cédées. La juste valeur des passifs relatifs à des créances cédées ne comprend pas le risque de crédit, car les détenteurs de ces passifs ne sont pas exposés au risque de crédit de la Banque. La Banque a aussi désigné à la juste valeur par le biais du résultat net certains dépôts incluant des instruments financiers dérivés incorporés.

Pour déterminer la variation de la juste valeur imputable à un changement du risque de crédit des dépôts désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, la Banque calcule, au début de la période, la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels de l'instrument avec les taux suivants : d'abord, avec un taux d'actualisation observé pour des titres similaires qui reflète la prime de crédit de la Banque et ensuite, avec un taux qui n'en tient pas compte. Puis l'écart obtenu entre les valeurs est comparé avec l'écart obtenu avec les mêmes taux en date de fin de période.

Les informations relatives aux actifs financiers et aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net sont présentées dans les tableaux suivants.

	Valeur comptable au 30 avril 2024	Gains (pertes) non réalisés pour le trimestre terminé le 30 avril 2024	Gains (pertes) non réalisés pour le semestre terminé le 30 avril 2024	Gains (pertes) non réalisés depuis la comptabilisation initiale de l'instrument
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net				
Valeurs mobilières	417	(6)	2	(5)
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net				
Dépôts ^{(1) (2)}	22 953	11	(1 745)	2 165
Passifs relatifs à des créances cédées	10 231	75	(96)	451
	33 184	86	(1 841)	2 616

	Valeur comptable au 30 avril 2023	Gains (pertes) non réalisés pour le trimestre terminé le 30 avril 2023	Gains (pertes) non réalisés pour le semestre terminé le 30 avril 2023	Gains (pertes) non réalisés depuis la comptabilisation initiale de l'instrument
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net				
Valeurs mobilières	855	3	10	3
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente	39	–	–	–
	894	3	10	3
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net				
Dépôts ^{(1) (2)}	18 625	66	(1 066)	2 071
Passifs relatifs à des créances cédées	10 419	(7)	(107)	410
	29 044	59	(1 173)	2 481

(1) Pour le trimestre terminé le 30 avril 2024, la variation de la juste valeur des dépôts désignés à la juste valeur par le biais du résultat net attribuable au risque de crédit qui est comptabilisée dans les *Autres éléments du résultat global* donne lieu à une perte de 233 M\$ (perte de 27 M\$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2023). Pour le semestre terminé le 30 avril 2024, cette variation donne lieu à une perte de 461 M\$ (perte de 219 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2023).

(2) Le montant à l'échéance que la Banque sera tenue par contrat de payer aux détenteurs de ces dépôts fluctue et sera différent de la juste valeur à la date de présentation du bilan.

Note 6 – Valeurs mobilières

Qualité du crédit

Au 30 avril 2024 et au 31 octobre 2023, les valeurs mobilières à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et les valeurs mobilières au coût amorti sont principalement classées dans la phase 1 avec une qualité du crédit qui, selon les catégories de risques des notations internes de la Banque, se situe majoritairement dans la catégorie « Excellent ». Pour de plus amples renseignements sur le rapprochement des provisions pour pertes de crédit, se reporter à la note 7 afférente aux présents états financiers consolidés.

Gains (pertes) bruts non réalisés sur les valeurs mobilières à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽¹⁾

	Au 30 avril 2024			
	Coût amorti	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Valeur comptable ⁽²⁾
Titres émis ou garantis par				
Le gouvernement du Canada	5 172	4	(132)	5 044
Les gouvernements provinciaux et municipaux du Canada	2 389	–	(119)	2 270
Le Trésor et d'autres organismes américains et les gouvernements d'autres pays	3 128	–	(72)	3 056
Autres titres de créance	1 120	1	(87)	1 034
Titres de participation	598	81	(6)	673
	12 407	86	(416)	12 077

	Au 31 octobre 2023			
	Coût amorti	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Valeur comptable ⁽²⁾
Titres émis ou garantis par				
Le gouvernement du Canada	4 406	1	(210)	4 197
Les gouvernements provinciaux et municipaux du Canada	2 110	–	(172)	1 938
Le Trésor et d'autres organismes américains et les gouvernements d'autres pays	1 227	–	(69)	1 158
Autres titres de créance	1 423	–	(133)	1 290
Titres de participation	616	66	(23)	659
	9 782	67	(607)	9 242

(1) Excluant l'incidence des opérations de couverture.

(2) Les provisions pour pertes de crédit sur les valeurs mobilières à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (excluant les titres de participation), d'un montant de 3 M\$ au 30 avril 2024 (3 M\$ au 31 octobre 2023), sont présentées dans les *Autres éléments du résultat global*. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 7 afférente aux présents états financiers consolidés.

Titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

La Banque a désigné certains titres de participation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sans reclassement ultérieur des gains et des pertes dans le résultat net. L'objectif économique de la détention de ces titres de participation est principalement de réaliser des revenus de dividendes. Au cours du semestre terminé le 30 avril 2024, des revenus de dividendes de 30 M\$ ont été comptabilisés relativement à ces placements (12 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2023), dont des montants de 2 M\$ pour les placements qui ont été vendus au cours du semestre terminé le 30 avril 2024 (1 M\$ pour les placements qui ont été vendus au cours du semestre terminé le 30 avril 2023).

	Semestre terminé le 30 avril 2024			Semestre terminé le 30 avril 2023		
	Titres de participation de sociétés privées	Titres de participation de sociétés publiques	Total	Titres de participation de sociétés privées	Titres de participation de sociétés publiques	Total
Juste valeur au début	378	281	659	320	236	556
Variation de la juste valeur	(7)	51	44	11	(3)	8
Désignation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	–	102	102	–	44	44
Cessions ⁽¹⁾	(9)	(123)	(132)	–	(40)	(40)
Juste valeur à la fin	362	311	673	331	237	568

(1) La Banque a disposé de titres de participation de sociétés privées et publiques pour des raisons économiques.

Note 6 – Valeurs mobilières (suite)

Valeurs mobilières au coût amorti

	Au 30 avril 2024	Au 31 octobre 2023
Titres émis ou garantis par		
Le gouvernement du Canada	7 433	6 172
Les gouvernements provinciaux et municipaux du Canada	1 928	1 932
Le Trésor et d'autres organismes américains et les gouvernements d'autres pays	467	604
Autres titres de créance	2 358	3 878
Valeur comptable brute	12 186	12 586
Provisions pour pertes de crédit	3	4
Valeur comptable	12 183	12 582

Gains (pertes) sur cessions de valeurs mobilières au coût amorti

Au cours du semestre terminé le 30 avril 2024, la Banque a disposé de certains titres de créance évalués au coût amorti (aucune disposition au cours du semestre terminé le 30 avril 2023). La valeur comptable de ces titres au moment de leur disposition était de 180 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2024 et la Banque a comptabilisé des gains de 1 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2024 dans les *Revenus autres que d'intérêts – Gains (pertes) sur valeurs mobilières autres que de négociation, montant net* de l'état consolidé des résultats.

Note 7 – Prêts et provisions pour pertes de crédit

Détermination et évaluation des pertes de crédit attendues

Détermination des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont déterminées selon une méthode de dépréciation à trois phases qui est fondée sur la variation de la qualité du crédit des actifs financiers depuis leur comptabilisation initiale.

Prêts non dépréciés

Phase 1

Les actifs financiers pour lesquels il n'y a pas eu d'augmentation importante du risque de crédit entre la comptabilisation initiale et la date de présentation de l'information financière, et pour lesquels des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont comptabilisées à la date de présentation de l'information financière, sont classés dans la phase 1.

Phase 2

Les actifs financiers pour lesquels le risque de crédit a augmenté de façon importante entre la comptabilisation initiale et la date de présentation de l'information financière, et pour lesquels des pertes de crédit attendues pour la durée de vie sont comptabilisées à la date de présentation de l'information financière, sont classés dans la phase 2.

Prêts dépréciés

Phase 3

Les actifs financiers pour lesquels il existe une indication objective de dépréciation, pour lesquels il y a un ou plusieurs événements qui ont eu un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de ces actifs financiers à la date de présentation de l'information financière, et pour lesquels des pertes de crédit attendues pour la durée de vie sont comptabilisées, sont classés dans la phase 3.

DAC

Les actifs financiers qui sont dépréciés dès leur acquisition ou leur création (DAC) sont classés dans la catégorie DAC.

Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 1 et 7 afférentes aux états financiers annuels consolidés audités de l'exercice terminé le 31 octobre 2023.

Qualité du crédit des prêts

Les tableaux suivants présentent la valeur comptable brute au 30 avril 2024 et au 31 octobre 2023 selon la qualité du crédit et la phase de dépréciation pour les pertes de crédit attendues pour chaque catégorie de prêts au coût amorti, et selon la qualité du crédit pour les prêts à la juste valeur par le biais du résultat net. Pour de plus amples renseignements sur la qualité du crédit selon les catégories de risques des notations internes (NI), se reporter au tableau « Cotes internes de risque de défaut » à la page 77 de la section « Risque de crédit » du Rapport annuel 2023.

Au 30 avril 2024						
	Prêts non dépréciés		Prêts dépréciés		Prêts à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	Total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	DAC		
Hypothécaires résidentiels						
Excellent	31 058	29	–	–	–	31 087
Bon	16 491	361	–	–	–	16 852
Satisfaisant	12 530	4 284	–	–	–	16 814
À signaler	294	772	–	–	–	1 066
Faible	64	258	–	–	–	322
Défaut	–	–	86	–	–	86
Approche NI	60 437	5 704	86	–	–	66 227
Approche standardisée	10 369	236	353	272	12 628	23 858
Valeur comptable brute	70 806	5 940	439	272	12 628	90 085
Provisions pour pertes de crédit ⁽²⁾	70	87	105	(90)	–	172
Valeur comptable	70 736	5 853	334	362	12 628	89 913
Aux particuliers						
Excellent	20 742	421	–	–	–	21 163
Bon	7 204	1 911	–	–	–	9 115
Satisfaisant	6 522	2 408	–	–	–	8 930
À signaler	2 084	799	–	–	–	2 883
Faible	33	273	–	–	–	306
Défaut	–	–	200	–	–	200
Approche NI	36 585	5 812	200	–	–	42 597
Approche standardisée	3 782	90	90	157	–	4 119
Valeur comptable brute	40 367	5 902	290	157	–	46 716
Provisions pour pertes de crédit ⁽²⁾	91	123	119	(12)	–	321
Valeur comptable	40 276	5 779	171	169	–	46 395
Créances sur cartes de crédit						
Excellent	655	–	–	–	–	655
Bon	380	–	–	–	–	380
Satisfaisant	779	65	–	–	–	844
À signaler	304	215	–	–	–	519
Faible	36	97	–	–	–	133
Défaut	–	–	–	–	–	–
Approche NI	2 154	377	–	–	–	2 531
Approche standardisée	113	–	–	–	–	113
Valeur comptable brute	2 267	377	–	–	–	2 644
Provisions pour pertes de crédit ⁽²⁾	33	110	–	–	–	143
Valeur comptable	2 234	267	–	–	–	2 501
Aux entreprises et aux administrations publiques ⁽³⁾						
Excellent	8 096	–	–	–	1 340	9 436
Bon	28 498	6	–	–	53	28 557
Satisfaisant	32 155	10 836	–	–	141	43 132
À signaler	225	1 827	–	–	–	2 052
Faible	36	451	–	2	–	489
Défaut	–	–	462	10	–	472
Approche NI	69 010	13 120	462	12	1 534	84 138
Approche standardisée	12 156	58	76	22	86	12 398
Valeur comptable brute	81 166	13 178	538	34	1 620	96 536
Provisions pour pertes de crédit ⁽²⁾	198	195	179	3	–	575
Valeur comptable	80 968	12 983	359	31	1 620	95 961
Total des prêts et acceptations						
Valeur comptable brute	194 606	25 397	1 267	463	14 248	235 981
Provisions pour pertes de crédit ⁽²⁾	392	515	403	(99)	–	1 211
Valeur comptable	194 214	24 882	864	562	14 248	234 770

(1) Non assujettis aux pertes de crédit attendues.

(2) Les provisions pour pertes de crédit ne comprennent pas les montants liés aux engagements inutilisés qui sont présentés dans les *Autres passifs* du bilan consolidé.

(3) Incluant les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Note 7 – Prêts et provisions pour pertes de crédit (suite)

Au 31 octobre 2023						
	Prêts non dépréciés		Prêts dépréciés		Prêts à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	Total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	DAC		
Hypothécaires résidentiels						
Excellent	30 075	13	–	–	–	30 088
Bon	17 008	247	–	–	–	17 255
Satisfaisant	11 795	4 118	–	–	–	15 913
À signaler	318	773	–	–	–	1 091
Faible	61	252	–	–	–	313
Défaut	–	–	66	–	–	66
Approche NI avancée	59 257	5 403	66	–	–	64 726
Approche standardisée	9 540	218	287	304	11 772	22 121
Valeur comptable brute	68 797	5 621	353	304	11 772	86 847
Provisions pour pertes de crédit ⁽²⁾	69	93	87	(95)	–	154
Valeur comptable	68 728	5 528	266	399	11 772	86 693
Aux particuliers						
Excellent	21 338	120	–	–	–	21 458
Bon	7 360	1 665	–	–	–	9 025
Satisfaisant	6 497	2 240	–	–	–	8 737
À signaler	1 849	810	–	–	–	2 659
Faible	29	224	–	–	–	253
Défaut	–	–	156	–	–	156
Approche NI avancée	37 073	5 059	156	–	–	42 288
Approche standardisée	3 713	79	71	207	–	4 070
Valeur comptable brute	40 786	5 138	227	207	–	46 358
Provisions pour pertes de crédit ⁽²⁾	91	108	87	(15)	–	271
Valeur comptable	40 695	5 030	140	222	–	46 087
Créances sur cartes de crédit						
Excellent	641	–	–	–	–	641
Bon	380	1	–	–	–	381
Satisfaisant	752	68	–	–	–	820
À signaler	304	210	–	–	–	514
Faible	37	86	–	–	–	123
Défaut	–	–	–	–	–	–
Approche NI avancée	2 114	365	–	–	–	2 479
Approche standardisée	124	–	–	–	–	124
Valeur comptable brute	2 238	365	–	–	–	2 603
Provisions pour pertes de crédit ⁽²⁾	33	106	–	–	–	139
Valeur comptable	2 205	259	–	–	–	2 464
Aux entreprises et aux administrations publiques ⁽³⁾						
Excellent	7 785	–	–	–	1 113	8 898
Bon	28 525	16	–	–	53	28 594
Satisfaisant	32 095	8 400	–	2	140	40 637
À signaler	215	1 790	–	–	–	2 005
Faible	27	290	–	–	–	317
Défaut	–	–	397	–	–	397
Approche NI avancée	68 647	10 496	397	2	1 306	80 848
Approche standardisée	9 774	57	47	47	46	9 971
Valeur comptable brute	78 421	10 553	444	49	1 352	90 819
Provisions pour pertes de crédit ⁽²⁾	182	194	244	–	–	620
Valeur comptable	78 239	10 359	200	49	1 352	90 199
Total des prêts et acceptations						
Valeur comptable brute	190 242	21 677	1 024	560	13 124	226 627
Provisions pour pertes de crédit ⁽²⁾	375	501	418	(110)	–	1 184
Valeur comptable	189 867	21 176	606	670	13 124	225 443

(1) Non assujettis aux pertes de crédit attendues.

(2) Les provisions pour pertes de crédit ne comprennent pas les montants liés aux engagements inutilisés qui sont présentés dans les *Autres passifs* du bilan consolidé.

(3) Incluant les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Le tableau suivant présente l'exposition au risque de crédit des engagements hors bilan au 30 avril 2024 et au 31 octobre 2023 selon la qualité du crédit et la phase de dépréciation pour les pertes de crédit attendues.

	Au 30 avril 2024				Au 31 octobre 2023			
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Engagements hors bilan ⁽¹⁾								
Particuliers								
Excellent	16 912	156	–	17 068	16 648	67	–	16 715
Bon	3 633	487	–	4 120	3 485	467	–	3 952
Satisfaisant	1 360	289	–	1 649	1 268	285	–	1 553
À signaler	221	97	–	318	239	93	–	332
Faible	16	18	–	34	17	15	–	32
Défaut	–	–	2	2	–	–	2	2
Autres que particuliers								
Excellent	13 688	–	–	13 688	14 117	–	–	14 117
Bon	21 885	–	–	21 885	21 082	–	–	21 082
Satisfaisant	14 060	5 096	–	19 156	12 258	4 354	–	16 612
À signaler	21	235	–	256	17	248	–	265
Faible	48	88	–	136	19	33	–	52
Défaut	–	–	14	14	–	–	10	10
Approche NI	71 844	6 466	16	78 326	69 150	5 562	12	74 724
Approche standardisée	17 714	–	–	17 714	18 172	–	–	18 172
Exposition totale	89 558	6 466	16	96 040	87 322	5 562	12	92 896
Provisions pour pertes de crédit	139	57	–	196	116	60	–	176
Exposition totale, déduction faite des provisions	89 419	6 409	16	95 844	87 206	5 502	12	92 720

(1) Correspondent aux lettres de garantie et lettres de crédit documentaire, aux engagements inutilisés et aux facilités de garantie de liquidité et de rehaussement de crédit.

Prêts en souffrance mais non dépréciés ⁽¹⁾

	Au 30 avril 2024				Au 31 octobre 2023			
	Hypothécaires résidentiels	Aux particuliers	Créances sur cartes de crédit	Aux entreprises et aux administrations publiques ⁽²⁾	Hypothécaires résidentiels	Aux particuliers	Créances sur cartes de crédit	Aux entreprises et aux administrations publiques ⁽²⁾
En souffrance mais non dépréciés								
De 31 à 60 jours	147	94	27	23	139	102	27	38
De 61 à 90 jours	93	50	16	35	58	65	14	21
Plus de 90 jours ⁽³⁾	–	–	34	–	–	–	30	–
	240	144	77	58	197	167	71	59

(1) Les prêts en souffrance de moins de 31 jours ne sont pas présentés étant donné qu'ils ne sont pas considérés comme en souffrance sur le plan administratif.

(2) Incluant les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

(3) Tous les prêts en souffrance de plus de 90 jours, à l'exception des créances sur cartes de crédit, sont considérés comme étant dépréciés (phase 3).

Prêts dépréciés

	Au 30 avril 2024			Au 31 octobre 2023		
	Bruts	Provisions pour pertes de crédit	Nets	Bruts	Provisions pour pertes de crédit	Nets
Prêts – Phase 3						
Hypothécaires résidentiels	439	105	334	353	87	266
Aux particuliers	290	119	171	227	87	140
Créances sur cartes de crédit ⁽¹⁾	–	–	–	–	–	–
Aux entreprises et aux administrations publiques ⁽²⁾	538	179	359	444	244	200
	1 267	403	864	1 024	418	606
Prêts – DAC	463	(99)	562	560	(110)	670
	1 730	304	1 426	1 584	308	1 276

(1) Les créances sur cartes de crédit sont considérées comme étant dépréciées, au plus tard, lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 180 jours et elles sont radiées simultanément.

(2) Incluant les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Note 7 – Prêts et provisions pour pertes de crédit (suite)

Provisions pour pertes de crédit

Les tableaux suivants présentent le rapprochement des provisions pour pertes de crédit par rubrique du bilan consolidé et par type d'engagements hors bilan.

	Trimestre terminé le 30 avril 2024					Provisions pour pertes de crédit au 30 avril 2024
	Provisions pour pertes de crédit au 31 janvier 2024	Dotations aux pertes de crédit	Radiations ⁽¹⁾	Dispositions	Recouvrements et autres	
Bilan						
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières ⁽²⁾⁽³⁾	7	1	–	–	–	8
Valeurs mobilières ⁽³⁾						
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽⁴⁾	3	–	–	–	–	3
Au coût amorti ⁽²⁾	3	–	–	–	–	3
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et valeurs mobilières empruntées ⁽²⁾⁽³⁾	–	–	–	–	–	–
Prêts ⁽⁵⁾						
Hypothécaires résidentiels	166	6	–	(2)	2	172
Aux particuliers	293	53	(30)	–	5	321
Créances sur cartes de crédit	144	23	(27)	–	3	143
Aux entreprises et aux administrations publiques	556	63	(89)	–	5	535
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	52	(12)	–	–	–	40
	1 211	133	(146)	(2)	15	1 211
Autres actifs ⁽²⁾⁽³⁾	–	–	–	–	–	–
Engagements hors bilan ⁽⁶⁾						
Lettres de garantie et lettres de crédit documentaire	19	(1)	–	–	–	18
Engagements inutilisés	166	6	–	–	–	172
Facilités de garantie de liquidité et de rehaussement de crédit	7	(1)	–	–	–	6
	192	4	–	–	–	196
	1 416	138	(146)	(2)	15	1 421

	Trimestre terminé le 30 avril 2023					Provisions pour pertes de crédit au 30 avril 2023
	Provisions pour pertes de crédit au 31 janvier 2023	Dotations aux pertes de crédit	Radiations ⁽¹⁾	Dispositions	Recouvrements et autres	
Bilan						
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières ⁽²⁾⁽³⁾	5	2	–	–	–	7
Valeurs mobilières ⁽³⁾						
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽⁴⁾	1	1	–	–	–	2
Au coût amorti ⁽²⁾	8	–	–	–	–	8
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et valeurs mobilières empruntées ⁽²⁾⁽³⁾	–	–	–	–	–	–
Prêts ⁽⁵⁾						
Hypothécaires résidentiels	135	6	–	–	–	141
Aux particuliers	257	21	(21)	–	5	262
Créances sur cartes de crédit	136	14	(20)	–	4	134
Aux entreprises et aux administrations publiques	432	63	(3)	–	3	495
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	47	(9)	–	–	–	38
	1 007	95	(44)	–	12	1 070
Autres actifs ⁽²⁾⁽³⁾	–	–	–	–	–	–
Engagements hors bilan ⁽⁶⁾						
Lettres de garantie et lettres de crédit documentaire	13	(2)	–	–	–	11
Engagements inutilisés	142	(11)	–	–	–	131
Facilités de garantie de liquidité et de rehaussement de crédit	6	–	–	–	–	6
	161	(13)	–	–	–	148
	1 182	85	(44)	–	12	1 235

(1) L'encours contractuel des actifs financiers qui ont été radiés au cours du trimestre terminé le 30 avril 2024 et qui font encore l'objet de mesures d'exécution est de 41 M\$ (27 M\$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2023).

(2) Les provisions pour pertes de crédit sont présentées en déduction de l'actif financier dans le bilan consolidé.

(3) Aux 30 avril 2024 et 2023, ces actifs financiers sont principalement classés dans la phase 1 avec une qualité de crédit majoritairement dans la catégorie « Excellent ».

(4) Les provisions pour pertes de crédit sont présentées dans les *Autres éléments cumulés du résultat global* du bilan consolidé.

(5) Les provisions pour pertes de crédit sont présentées dans les *Provisions pour pertes de crédit* du bilan consolidé.

(6) Les provisions pour pertes de crédit sont présentées dans les *Autres passifs* du bilan consolidé.

	Semestre terminé le 30 avril 2024					Provisions pour pertes de crédit au 30 avril 2024
	Provisions pour pertes de crédit au 31 octobre 2023	Dotations aux pertes de crédit	Radiations ⁽¹⁾	Dispositions	Recouvrements et autres	
Bilan						
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières ^{(2) (3)}	10	(2)	–	–	–	8
Valeurs mobilières ⁽³⁾						
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽⁴⁾	3	–	–	–	–	3
Au coût amorti ⁽²⁾	4	(1)	–	–	–	3
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et valeurs mobilières empruntées ^{(2) (3)}	–	–	–	–	–	–
Prêts ⁽⁵⁾						
Hypothécaires résidentiels	154	21	(1)	(2)	–	172
Aux particuliers	271	97	(53)	–	6	321
Créances sur cartes de crédit	139	50	(53)	–	7	143
Aux entreprises et aux administrations publiques	567	86	(133)	–	15	535
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	53	(13)	–	–	–	40
	1 184	241	(240)	(2)	28	1 211
Autres actifs ^{(2) (3)}	–	–	–	–	–	–
Engagements hors bilan ⁽⁶⁾						
Lettres de garantie et lettres de crédit documentaire	16	2	–	–	–	18
Engagements inutilisés	152	20	–	–	–	172
Facilités de garantie de liquidité et de rehaussement de crédit	8	(2)	–	–	–	6
	176	20	–	–	–	196
	1 377	258	(240)	(2)	28	1 421

	Semestre terminé le 30 avril 2023					Provisions pour pertes de crédit au 30 avril 2023
	Provisions pour pertes de crédit au 31 octobre 2022	Dotations aux pertes de crédit	Radiations ⁽¹⁾	Dispositions	Recouvrements et autres	
Bilan						
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières ^{(2) (3)}	5	2	–	–	–	7
Valeurs mobilières ⁽³⁾						
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽⁴⁾	2	–	–	–	–	2
Au coût amorti ⁽²⁾	7	1	–	–	–	8
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et valeurs mobilières empruntées ^{(2) (3)}	–	–	–	–	–	–
Prêts ⁽⁵⁾						
Hypothécaires résidentiels	118	25	(1)	–	(1)	141
Aux particuliers	239	52	(37)	–	8	262
Créances sur cartes de crédit	126	39	(38)	–	7	134
Aux entreprises et aux administrations publiques	418	82	(8)	–	3	495
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	54	(16)	–	–	–	38
	955	182	(84)	–	17	1 070
Autres actifs ^{(2) (3)}	–	–	–	–	–	–
Engagements hors bilan ⁽⁶⁾						
Lettres de garantie et lettres de crédit documentaire	13	(2)	–	–	–	11
Engagements inutilisés	143	(12)	–	–	–	131
Facilités de garantie de liquidité et de rehaussement de crédit	6	–	–	–	–	6
	162	(14)	–	–	–	148
	1 131	171	(84)	–	17	1 235

(1) L'encours contractuel des actifs financiers qui ont été radiés au cours du semestre terminé le 30 avril 2024 et qui font encore l'objet de mesures d'exécution est de 76 M\$ (52 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2023).

(2) Les provisions pour pertes de crédit sont présentées en déduction de l'actif financier dans le bilan consolidé.

(3) Aux 30 avril 2024 et 2023, ces actifs financiers sont principalement classés dans la phase 1 avec une qualité du crédit majoritairement dans la catégorie « Excellent ».

(4) Les provisions pour pertes de crédit sont présentées dans les *Autres éléments cumulés du résultat global* du bilan consolidé.

(5) Les provisions pour pertes de crédit sont présentées dans les *Provisions pour pertes de crédit* du bilan consolidé.

(6) Les provisions pour pertes de crédit sont présentées dans les *Autres passifs* du bilan consolidé.

Note 7 – Prêts et provisions pour pertes de crédit (suite)

Les tableaux suivants présentent le rapprochement des provisions pour pertes de crédit pour chaque catégorie de prêts au coût amorti selon la phase de dépréciation pour les pertes de crédit attendues.

	Trimestre terminé le 30 avril 2024					Trimestre terminé le 30 avril 2023				
	Provisions pour pertes de crédit sur prêts non dépréciés		Provisions pour pertes de crédit sur prêts dépréciés		Total	Provisions pour pertes de crédit sur prêts non dépréciés		Provisions pour pertes de crédit sur prêts dépréciés		Total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	DAC ⁽¹⁾		Phase 1	Phase 2	Phase 3	DAC ⁽¹⁾	
Hypothécaires résidentiels										
Solde au début	71	91	96	(92)	166	62	84	60	(71)	135
Créations ou acquisitions	4	–	–	–	4	3	–	–	–	3
Transferts ⁽²⁾ :										
Vers la phase 1	16	(14)	(2)	–	–	13	(11)	(2)	–	–
Vers la phase 2	(2)	7	(5)	–	–	(3)	9	(6)	–	–
Vers la phase 3	–	(4)	4	–	–	–	(6)	6	–	–
Réévaluation nette des provisions pour pertes ⁽³⁾	(16)	7	14	4	9	(9)	9	5	5	10
Décomptabilisation ⁽⁴⁾	(2)	(1)	(4)	–	(7)	(2)	(4)	(1)	–	(7)
Changements de modèles	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dotations aux pertes de crédit	–	(5)	7	4	6	2	(3)	2	5	6
Radiations	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dispositions	(2)	–	–	–	(2)	–	–	–	–	–
Recouvrements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Variations des taux de change et autres	1	1	2	(2)	2	–	–	1	(1)	–
Solde à la fin	70	87	105	(90)	172	64	81	63	(67)	141
Comprend :										
Montants utilisés	70	87	105	(90)	172	64	81	63	(67)	141
Engagements inutilisés ⁽⁵⁾	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Aux particuliers										
Solde au début	97	116	103	(13)	303	75	121	79	(11)	264
Créations ou acquisitions	6	–	–	–	6	7	–	–	–	7
Transferts ⁽²⁾ :										
Vers la phase 1	22	(19)	(3)	–	–	29	(28)	(1)	–	–
Vers la phase 2	(7)	9	(2)	–	–	(3)	5	(2)	–	–
Vers la phase 3	(1)	(19)	20	–	–	–	(14)	14	–	–
Réévaluation nette des provisions pour pertes ⁽³⁾	(19)	44	29	1	55	(25)	35	11	1	22
Décomptabilisation ⁽⁴⁾	(3)	(3)	(1)	–	(7)	(2)	(5)	(1)	–	(8)
Changements de modèles	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dotations aux pertes de crédit	(2)	12	43	1	54	6	(7)	21	1	21
Radiations	–	–	(30)	–	(30)	–	–	(21)	–	(21)
Dispositions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Recouvrements	–	–	4	–	4	–	–	4	–	4
Variations des taux de change et autres	2	–	(1)	–	1	1	–	–	–	1
Solde à la fin	97	128	119	(12)	332	82	114	83	(10)	269
Comprend :										
Montants utilisés	91	123	119	(12)	321	79	110	83	(10)	262
Engagements inutilisés ⁽⁵⁾	6	5	–	–	11	3	4	–	–	7

(1) Aucun prêt DAC n'a été acquis durant les trimestres terminés le 30 avril 2024 et le 30 avril 2023.

(2) Correspondent aux transferts entre les phases qui sont présumés avoir eu lieu au début du trimestre dans lequel le transfert a eu lieu.

(3) Inclut la réévaluation nette des provisions pour pertes (après transferts) attribuable principalement aux changements de volumes et de qualité du crédit des prêts existants, ainsi qu'aux changements de paramètres de risque.

(4) Correspond à la diminution des provisions pour pertes attribuable aux remboursements complets de prêts (excluant les radiations et les dispositions).

(5) Les provisions pour pertes de crédit sur les engagements inutilisés sont présentées dans les *Autres passifs* du bilan consolidé.

	Trimestre terminé le 30 avril 2024					Trimestre terminé le 30 avril 2023				
	Provisions pour pertes de crédit sur prêts non dépréciés		Provisions pour pertes de crédit sur prêts dépréciés		Total	Provisions pour pertes de crédit sur prêts non dépréciés		Provisions pour pertes de crédit sur prêts dépréciés		Total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	DAC ⁽¹⁾		Phase 1	Phase 2	Phase 3	DAC ⁽¹⁾	
Créances sur cartes de crédit										
Solde au début	59	131	–	–	190	59	117	–	–	176
Créations ou acquisitions	3	–	–	–	3	3	–	–	–	3
Transferts ⁽²⁾ :										
Vers la phase 1	26	(26)	–	–	–	22	(22)	–	–	–
Vers la phase 2	(5)	5	–	–	–	(4)	4	–	–	–
Vers la phase 3	(1)	(11)	12	–	–	–	(9)	9	–	–
Réévaluation nette des provisions pour pertes ⁽³⁾	(24)	33	12	–	21	(22)	32	7	–	17
Décomptabilisation ⁽⁴⁾	–	(1)	–	–	(1)	(1)	(1)	–	–	(2)
Changements de modèles	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dotations aux pertes de crédit	(1)	–	24	–	23	(2)	4	16	–	18
Radiations	–	–	(27)	–	(27)	–	–	(20)	–	(20)
Dispositions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Recouvrements	–	–	3	–	3	–	–	4	–	4
Variations des taux de change et autres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Solde à la fin	58	131	–	–	189	57	121	–	–	178
Comprend :										
Montants utilisés	33	110	–	–	143	33	101	–	–	134
Engagements inutilisés ⁽⁵⁾	25	21	–	–	46	24	20	–	–	44
Aux entreprises et aux administrations publiques ⁽⁶⁾										
Solde au début	276	213	227	2	718	197	198	179	–	574
Créations ou acquisitions	28	–	–	–	28	22	–	–	–	22
Transferts ⁽²⁾ :										
Vers la phase 1	9	(9)	–	–	–	15	(15)	–	–	–
Vers la phase 2	(10)	13	(3)	–	–	(5)	6	(1)	–	–
Vers la phase 3	–	(6)	6	–	–	–	(1)	1	–	–
Réévaluation nette des provisions pour pertes ⁽³⁾	(3)	19	36	(3)	49	(5)	27	15	–	37
Décomptabilisation ⁽⁴⁾	(13)	(9)	1	–	(21)	(5)	(11)	(2)	–	(18)
Changements de modèles	–	–	–	–	–	(1)	(1)	–	–	(2)
Dotations aux pertes de crédit	11	8	40	(3)	56	21	5	13	–	39
Radiations	–	–	(89)	–	(89)	–	–	(3)	–	(3)
Dispositions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Recouvrements	–	–	–	4	4	–	–	2	–	2
Variations des taux de change et autres	–	–	1	–	1	–	1	–	–	1
Solde à la fin	287	221	179	3	690	218	204	191	–	613
Comprend :										
Montants utilisés	198	195	179	3	575	163	179	191	–	533
Engagements inutilisés ⁽⁵⁾	89	26	–	–	115	55	25	–	–	80
Total des provisions pour pertes de crédit à la fin ⁽⁷⁾	512	567	403	(99)	1 383	421	520	337	(77)	1 201
Comprend :										
Montants utilisés	392	515	403	(99)	1 211	339	471	337	(77)	1 070
Engagements inutilisés ⁽⁵⁾	120	52	–	–	172	82	49	–	–	131

(1) Aucun prêt DAC n'a été acquis durant les trimestres terminés le 30 avril 2024 et le 30 avril 2023.

(2) Correspondent aux transferts entre les phases qui sont présumés avoir eu lieu au début du trimestre dans lequel le transfert a eu lieu.

(3) Inclut la réévaluation nette des provisions pour pertes (après transferts) attribuable principalement aux changements de volumes et de qualité du crédit des prêts existants, ainsi qu'aux changements de paramètres de risque.

(4) Correspond à la diminution des provisions pour pertes attribuable aux remboursements complets de prêts (excluant les radiations et les dispositions).

(5) Les provisions pour pertes de crédit sur les engagements inutilisés sont présentées dans les *Autres passifs* du bilan consolidé.

(6) Incluant les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

(7) Excluant les provisions pour pertes de crédit sur les autres actifs financiers au coût amorti et sur les engagements hors bilan autres que les engagements inutilisés.

Note 7 – Prêts et provisions pour pertes de crédit (suite)

	Semestre terminé le 30 avril 2024					Semestre terminé le 30 avril 2023				
	Provisions pour pertes de crédit sur prêts non dépréciés		Provisions pour pertes de crédit sur prêts dépréciés		Total	Provisions pour pertes de crédit sur prêts non dépréciés		Provisions pour pertes de crédit sur prêts dépréciés		Total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	DAC ⁽¹⁾		Phase 1	Phase 2	Phase 3	DAC ⁽¹⁾	
Hypothécaires résidentiels										
Solde au début	69	93	87	(95)	154	53	80	61	(76)	118
Créations ou acquisitions	6	-	-	-	6	8	-	-	-	8
Transferts ⁽²⁾ :										
Vers la phase 1	32	(28)	(4)	-	-	21	(18)	(3)	-	-
Vers la phase 2	(5)	14	(9)	-	-	(6)	18	(12)	-	-
Vers la phase 3	-	(17)	17	-	-	-	(14)	14	-	-
Réévaluation nette des provisions pour pertes ⁽³⁾	(24)	40	13	5	34	(9)	21	8	8	28
Décomptabilisation ⁽⁴⁾	(4)	(3)	(6)	-	(13)	(3)	(5)	(3)	-	(11)
Changements de modèles	(2)	(12)	8	-	(6)	-	-	-	-	-
Dotations aux pertes de crédit	3	(6)	19	5	21	11	2	4	8	25
Radiations	-	-	(1)	-	(1)	-	-	(1)	-	(1)
Dispositions	(2)	-	-	-	(2)	-	-	-	-	-
Recouvrements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations des taux de change et autres	-	-	-	-	-	-	(1)	(1)	1	(1)
Solde à la fin	70	87	105	(90)	172	64	81	63	(67)	141
Comprend :										
Montants utilisés	70	87	105	(90)	172	64	81	63	(67)	141
Engagements inutilisés ⁽⁵⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Aux particuliers										
Solde au début	95	114	87	(15)	281	70	117	75	(16)	246
Créations ou acquisitions	13	-	-	-	13	17	-	-	-	17
Transferts ⁽²⁾ :										
Vers la phase 1	43	(38)	(5)	-	-	48	(45)	(3)	-	-
Vers la phase 2	(12)	15	(3)	-	-	(7)	9	(2)	-	-
Vers la phase 3	(1)	(37)	38	-	-	-	(26)	26	-	-
Réévaluation nette des provisions pour pertes ⁽³⁾	(36)	83	48	2	97	(43)	68	18	6	49
Décomptabilisation ⁽⁴⁾	(5)	(7)	(2)	-	(14)	(4)	(9)	(2)	-	(15)
Changements de modèles	-	(1)	3	-	2	1	-	-	-	1
Dotations aux pertes de crédit	2	15	79	2	98	12	(3)	37	6	52
Radiations	-	-	(53)	-	(53)	-	-	(37)	-	(37)
Dispositions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recouvrements	-	-	8	-	8	-	-	9	-	9
Variations des taux de change et autres	-	(1)	(2)	1	(2)	-	-	(1)	-	(1)
Solde à la fin	97	128	119	(12)	332	82	114	83	(10)	269
Comprend :										
Montants utilisés	91	123	119	(12)	321	79	110	83	(10)	262
Engagements inutilisés ⁽⁵⁾	6	5	-	-	11	3	4	-	-	7

(1) Aucun prêt DAC n'a été acquis durant les semestres terminés le 30 avril 2024 et le 30 avril 2023.

(2) Correspondent aux transferts entre les phases qui sont présumés avoir eu lieu au début du trimestre dans lequel le transfert a eu lieu.

(3) Inclut la réévaluation nette des provisions pour pertes (après transferts) attribuable principalement aux changements de volumes et de qualité du crédit des prêts existants, ainsi qu'aux changements de paramètres de risque.

(4) Correspond à la diminution des provisions pour pertes attribuable aux remboursements complets de prêts (excluant les radiations et les dispositions).

(5) Les provisions pour pertes de crédit sur les engagements inutilisés sont présentées dans les *Autres passifs* du bilan consolidé.

	Semestre terminé le 30 avril 2024					Semestre terminé le 30 avril 2023				
	Provisions pour pertes de crédit sur prêts non dépréciés		Provisions pour pertes de crédit sur prêts dépréciés		Total	Provisions pour pertes de crédit sur prêts non dépréciés		Provisions pour pertes de crédit sur prêts dépréciés		Total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	DAC ⁽¹⁾		Phase 1	Phase 2	Phase 3	DAC ⁽¹⁾	
Créances sur cartes de crédit										
Solde au début	59	127	–	–	186	53	112	–	–	165
Créations ou acquisitions	5	–	–	–	5	5	–	–	–	5
Transferts ⁽²⁾ :										
Vers la phase 1	55	(55)	–	–	–	47	(47)	–	–	–
Vers la phase 2	(10)	10	–	–	–	(8)	8	–	–	–
Vers la phase 3	(1)	(21)	22	–	–	–	(16)	16	–	–
Réévaluation nette des provisions pour pertes ⁽³⁾	(49)	71	24	–	46	(38)	65	15	–	42
Décomptabilisation ⁽⁴⁾	(1)	(1)	–	–	(2)	(2)	(1)	–	–	(3)
Changements de modèles	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dotations aux pertes de crédit	(1)	4	46	–	49	4	9	31	–	44
Radiations	–	–	(53)	–	(53)	–	–	(38)	–	(38)
Dispositions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Recouvrements	–	–	7	–	7	–	–	7	–	7
Variations des taux de change et autres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Solde à la fin	58	131	–	–	189	57	121	–	–	178
Comprend :										
Montants utilisés	33	110	–	–	143	33	101	–	–	134
Engagements inutilisés ⁽⁵⁾	25	21	–	–	46	24	20	–	–	44
Aux entreprises et aux administrations publiques ⁽⁶⁾										
Solde au début	251	220	244	–	715	177	195	197	–	569
Créations ou acquisitions	67	–	–	–	67	46	–	–	–	46
Transferts ⁽²⁾ :										
Vers la phase 1	18	(17)	(1)	–	–	32	(32)	–	–	–
Vers la phase 2	(23)	27	(4)	–	–	(11)	14	(3)	–	–
Vers la phase 3	–	(8)	8	–	–	–	(2)	2	–	–
Réévaluation nette des provisions pour pertes ⁽³⁾	(4)	19	67	(14)	68	(15)	48	5	–	38
Décomptabilisation ⁽⁴⁾	(21)	(15)	(2)	–	(38)	(10)	(19)	(4)	–	(33)
Changements de modèles	–	(5)	1	–	(4)	(1)	(1)	–	–	(2)
Dotations aux pertes de crédit	37	1	69	(14)	93	41	8	–	–	49
Radiations	–	–	(133)	–	(133)	–	–	(8)	–	(8)
Dispositions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Recouvrements	–	–	1	17	18	–	–	3	–	3
Variations des taux de change et autres	(1)	–	(2)	–	(3)	–	1	(1)	–	–
Solde à la fin	287	221	179	3	690	218	204	191	–	613
Comprend :										
Montants utilisés	198	195	179	3	575	163	179	191	–	533
Engagements inutilisés ⁽⁵⁾	89	26	–	–	115	55	25	–	–	80
Total des provisions pour pertes de crédit à la fin ⁽⁷⁾	512	567	403	(99)	1 383	421	520	337	(77)	1 201
Comprend :										
Montants utilisés	392	515	403	(99)	1 211	339	471	337	(77)	1 070
Engagements inutilisés ⁽⁵⁾	120	52	–	–	172	82	49	–	–	131

(1) Aucun prêt DAC n'a été acquis durant les semestres terminés le 30 avril 2024 et le 30 avril 2023.

(2) Correspondent aux transferts entre les phases qui sont présumés avoir eu lieu au début du trimestre dans lequel le transfert a eu lieu.

(3) Inclut la réévaluation nette des provisions pour pertes (après transferts) attribuable principalement aux changements de volumes et de qualité du crédit des prêts existants, ainsi qu'aux changements de paramètres de risque.

(4) Correspond à la diminution des provisions pour pertes attribuable aux remboursements complets de prêts (excluant les radiations et les dispositions).

(5) Les provisions pour pertes de crédit sur les engagements inutilisés sont présentées dans les *Autres passifs* du bilan consolidé.

(6) Incluant les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

(7) Excluant les provisions pour pertes de crédit sur les autres actifs financiers au coût amorti et sur les engagements hors bilan autres que les engagements inutilisés.

Note 7 – Prêts et provisions pour pertes de crédit (suite)

Principaux facteurs macroéconomiques

Les tableaux suivants présentent les principaux facteurs macroéconomiques utilisés lors de l'estimation des provisions pour pertes de crédit sur les prêts. Pour chacun des scénarios, soit le scénario de base, le scénario optimiste et le scénario pessimiste, la moyenne des valeurs des 12 prochains mois (utilisée pour le calcul des pertes de crédit de la phase 1) et la moyenne des valeurs de la période restante prévue (utilisée pour le calcul des pertes de crédit de la phase 2) du facteur macroéconomique sont présentées.

Au 30 avril 2024						
	Scénario de base		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	12 prochains mois	Période restante prévue	12 prochains mois	Période restante prévue	12 prochains mois	Période restante prévue
Facteurs macroéconomiques ⁽¹⁾						
Croissance du PIB ⁽²⁾	0,3 %	1,9 %	1,0 %	1,9 %	(5,1) %	2,6 %
Taux de chômage	6,8 %	6,6 %	6,2 %	5,9 %	8,1 %	7,6 %
Croissance de l'indice des prix des logements ⁽²⁾	2,8 %	2,6 %	7,7 %	2,4 %	(13,9) %	0,3 %
Écart de taux BBB ⁽³⁾	2,2 %	1,9 %	1,6 %	1,6 %	3,1 %	2,3 %
Croissance du S&P/TSX ⁽²⁾⁽⁴⁾	(8,6) %	3,1 %	4,0 %	3,0 %	(25,6) %	5,5 %
Prix du pétrole WTI ⁽⁵⁾ (en \$ US par baril)	78	80	90	85	45	56

Au 31 janvier 2024						
	Scénario de base		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	12 prochains mois	Période restante prévue	12 prochains mois	Période restante prévue	12 prochains mois	Période restante prévue
Facteurs macroéconomiques ⁽¹⁾						
Croissance du PIB ⁽²⁾	0,2 %	1,9 %	0,9 %	1,9 %	(5,1) %	2,6 %
Taux de chômage	6,7 %	6,7 %	6,2 %	5,9 %	8,0 %	7,5 %
Croissance de l'indice des prix des logements ⁽²⁾	0,8 %	2,3 %	6,1 %	2,6 %	(13,9) %	0,3 %
Écart de taux BBB ⁽³⁾	2,4 %	2,1 %	1,9 %	1,8 %	3,1 %	2,3 %
Croissance du S&P/TSX ⁽²⁾⁽⁴⁾	(7,0) %	3,5 %	4,0 %	3,0 %	(25,6) %	5,5 %
Prix du pétrole WTI ⁽⁵⁾ (en \$ US par baril)	70	80	91	86	46	56

Au 31 octobre 2023						
	Scénario de base		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	12 prochains mois	Période restante prévue	12 prochains mois	Période restante prévue	12 prochains mois	Période restante prévue
Facteurs macroéconomiques ⁽¹⁾						
Croissance du PIB ⁽²⁾	– %	1,7 %	0,4 %	1,9 %	(4,9) %	2,6 %
Taux de chômage	6,3 %	6,5 %	5,9 %	5,9 %	7,7 %	7,2 %
Croissance de l'indice des prix des logements ⁽²⁾	(1,1) %	1,9 %	2,5 %	2,4 %	(13,9) %	0,3 %
Écart de taux BBB ⁽³⁾	2,4 %	2,1 %	1,9 %	1,8 %	3,1 %	2,3 %
Croissance du S&P/TSX ⁽²⁾⁽⁴⁾	(10,0) %	3,7 %	4,0 %	3,0 %	(25,6) %	5,5 %
Prix du pétrole WTI ⁽⁵⁾ (en \$ US par baril)	77	80	91	86	46	56

- (1) Tous les facteurs macroéconomiques sont basés sur l'économie du Canada, sauf indication contraire.
- (2) Le taux de croissance est annualisé.
- (3) Rendement des obligations de sociétés notées BBB, moins le rendement du taux des obligations du gouvernement du Canada à échéance 10 ans.
- (4) Indice boursier principal au Canada.
- (5) Indice *West Texas Intermediate* (WTI) couramment utilisé comme référence du prix du pétrole.

Les principaux facteurs macroéconomiques utilisés pour le portefeuille de crédit aux particuliers sont le taux de chômage et la croissance de l'indice des prix des logements, pour l'économie du Canada ou du Québec. Les principaux facteurs macroéconomiques utilisés pour le portefeuille de crédit aux entreprises et aux administrations publiques sont le taux de chômage, l'écart de taux des obligations de sociétés notées BBB, la croissance du S&P/TSX et le prix du pétrole WTI. Une augmentation du taux de chômage ou de l'écart de taux des obligations de sociétés notées BBB entraînera généralement une hausse des provisions pour pertes de crédit, alors qu'une augmentation des autres facteurs macroéconomiques (le PIB, le S&P/TSX, l'indice des prix des logements et le prix du pétrole WTI) entraînera généralement une baisse des provisions pour pertes de crédit.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2024, les perspectives macroéconomiques sont demeurées essentiellement inchangées et l'incertitude demeure élevée.

Malgré un rebond de la croissance économique au premier trimestre, cela ne signifie pas que l'économie canadienne est vigoureuse. Le PIB par habitant poursuit sa trajectoire descendante, reflétant l'impact des hausses de taux d'intérêt passées. Le marché du travail se détend rapidement, les embauches ne parvenant pas à suivre le rythme de la croissance démographique au cours des derniers mois. Malgré tout, la Banque du Canada maintient la politique monétaire la plus restrictive parmi les pays du G7, ce qui risque de causer trop de dommages à l'économie. Par conséquent, une faiblesse économique est anticipée pour les trimestres à venir et pourrait se traduire par une contraction en milieu d'année. De son côté, l'économie américaine continue de montrer plus de résilience notamment en raison d'une demande intérieure qui demeure robuste. Toutefois, la vigueur de l'économie et son impact sur l'inflation qui demeure trop élevée compliquent les efforts de la Réserve fédérale américaine, ce qui nécessitera probablement de maintenir le taux directeur à un niveau élevé pour plus longtemps. Dans le scénario de base, au Canada, le taux de chômage s'élève à 6,9 % après 12 mois, soit une augmentation de 1,0 point de pourcentage. Malgré la légère détérioration du marché de l'emploi, les prix de l'immobilier continuent d'augmenter légèrement en raison de la pénurie de logements exacerbée par le boom démographique. Il en résulte que les prix des logements sont en hausse de 2,8 % sur un an. Le S&P/TSX se situe à 19 471 points après un an, et le pétrole à 75 \$ US.

Dans le scénario optimiste, une baisse des tensions géopolitiques renforce la confiance. L'inflation continue de se modérer, les banquiers centraux ayant réussi à la juguler sans avoir eu à endommager l'économie de façon importante. Les gouvernements canadien et américain maintiennent la croissance de leurs dépenses, ce qui compense le contexte de politique monétaire restrictive. Comme le marché du travail résiste, les dépenses de consommation restent relativement résilientes. Les prix des logements s'apprécient modérément sur fond de forte croissance démographique. Après un an, le taux de chômage dans ce scénario est plus favorable que dans le scénario de base (7 dixièmes de moins). Les prix des logements sont en hausse de 7,7 %, le S&P/TSX se situe à 22 156 points après un an, et le pétrole à 90 \$ US.

Dans le scénario pessimiste, les banquiers centraux ont sous-estimé l'impact de leur resserrement synchronisé, et l'économie mondiale s'enfonce dans une récession, car la baisse de la demande se traduit par une réduction des investissements des entreprises, qui licencient également un grand nombre de travailleurs. Compte tenu des contraintes budgétaires, les gouvernements sont incapables de soutenir les ménages et les entreprises comme ils l'ont fait pendant la pandémie. La situation géopolitique continue d'être préoccupante, avec le risque d'une aggravation des conflits. La contraction de l'économie pousse le chômage à 8,9 % après 12 mois. Les prix des logements se contractent fortement (-13,9 %) dans la première année. Après un an, le S&P/TSX se situe à 15 852 points et le pétrole à 39 \$ US.

En raison de l'incertitude liée aux principales données d'entrée utilisées dans l'évaluation des pertes de crédit, la Banque a exercé un jugement expert en matière de crédit pour ajuster les résultats de la modélisation des pertes de crédit attendues.

Analyse de sensibilité des provisions pour pertes de crédit sur les prêts non dépréciés

Scénarios

Le tableau suivant présente une comparaison du solde des provisions pour pertes de crédit sur les prêts non dépréciés (phases 1 et 2) de la Banque au 30 avril 2024, c'est-à-dire avec une pondération probabiliste des trois scénarios, avec les provisions pour pertes de crédit résultant des simulations comme si chaque scénario avait été pondéré à 100 %.

	Provisions pour pertes de crédit sur prêts non dépréciés
Solde au 30 avril 2024	1 079
Simulations	
Scénario optimiste à 100 %	731
Scénario de base à 100 %	874
Scénario pessimiste à 100 %	1 377

Note 8 – Autres actifs

	Au 30 avril 2024	Au 31 octobre 2023 ⁽¹⁾
Débiteurs, frais payés d'avance et autres éléments	3 437	3 118
Intérêts et dividendes à recevoir	1 641	1 605
Créances de clients, de négociants et de courtiers	950	538
Actif au titre des prestations définies	372	356
Actifs d'impôt différé	682	666
Actifs d'impôt exigible	759	925
Actifs au titre des cessions en réassurance	21	16
Actifs d'assurance	13	20
Produits de base ⁽²⁾	570	544
	8 445	7 788

(1) Certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés.

(2) Les produits de base sont comptabilisés à la juste valeur selon les cours sur des marchés actifs et sont classés dans le niveau 1 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Note 9 – Dépôts

	Au 30 avril 2024			Au 31 octobre 2023	
	À vue ⁽¹⁾	Avec préavis ⁽²⁾	À terme fixe ⁽³⁾	Total	Total
Particuliers	4 559	36 579	51 598	92 736	87 883
Entreprises et administrations publiques	64 966	30 942	113 897	209 805	197 328
Institutions de dépôts	2 474	201	1 665	4 340	2 962
	71 999	67 722	167 160	306 881	288 173

(1) Les dépôts à vue sont les dépôts pour lesquels la Banque n'a pas le droit d'exiger un préavis de retrait et sont constitués essentiellement de dépôts dans les comptes de chèques.

(2) Les dépôts avec préavis sont les dépôts pour lesquels la Banque peut légalement exiger un préavis de retrait et sont constitués principalement de dépôts dans les comptes d'épargne.

(3) Les dépôts à terme fixe sont les dépôts qui sont encaissables à une date précise et incluent les dépôts à terme, les certificats de placement garanti, les comptes et régimes d'épargne, les obligations sécurisées et d'autres instruments semblables.

La rubrique *Dépôts – Entreprises et administrations publiques* comprend, entre autres, les obligations sécurisées dont le solde s'élève à 9,8 G\$ au 30 avril 2024 (10,9 G\$ au 31 octobre 2023). Au cours du semestre terminé le 30 avril 2024, un montant de 750 millions d'euros d'obligations sécurisées est venu à échéance (280 millions de francs suisses et 1,0 milliard d'euros d'obligations sécurisées émises au cours du semestre terminé le 30 avril 2023). Pour de plus amples renseignements sur les obligations sécurisées, se reporter à la note 27 afférente aux états financiers annuels consolidés audités de l'exercice terminé le 31 octobre 2023.

De plus, au 30 avril 2024, la rubrique *Dépôts – Entreprises et administrations publiques* comprend, entre autres, un montant de 22,4 G\$ (17,7 G\$ au 31 octobre 2023) au titre des dépôts faisant l'objet de règlements sur la conversion aux fins de la recapitalisation interne des banques publiés par le gouvernement du Canada. Ces règlements confèrent des pouvoirs à la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC), lui permettant notamment de convertir en actions ordinaires certaines actions et certains passifs admissibles de la Banque dans le cas où elle deviendrait non viable.

Note 10 – Autres passifs

	Au 30 avril 2024	Au 31 octobre 2023 ⁽¹⁾
Créditeurs et charges à payer	2 459	2 458
Dettes de filiales envers des tiers	374	224
Intérêts et dividendes à payer	2 253	2 022
Obligations locatives	477	517
Montants à payer aux clients, aux négociants et aux courtiers	582	669
Passif au titre des prestations définies	97	94
Provisions pour pertes de crédit – engagements hors bilan (note 7)	196	176
Passifs d'impôt différé	46	28
Passifs d'impôt exigible	62	204
Passifs d'assurance	7	8
Autres éléments ^{(2) (3) (4)}	1 017	1 016
	7 570	7 416

(1) Certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés.

(2) Au 30 avril 2024, les autres éléments incluent des provisions pour litiges de 16 M\$ (42 M\$ au 31 octobre 2023).

(3) Au 30 avril 2024, les autres éléments incluent des provisions pour contrats déficitaires de 26 M\$ (31 M\$ au 31 octobre 2023).

(4) Au 30 avril 2024, les autres éléments incluent le passif financier lié aux options de vente émises aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle dans Technologie Flinks inc. (Flinks) pour un montant de 22 M\$ (23 M\$ au 31 octobre 2023).

Note 11 – Dette subordonnée

Le 5 février 2024, la Banque a émis des billets à moyen terme pour un montant de 500 M\$ portant intérêt à 5,279 % et échéant le 15 février 2034. L'intérêt sur ces billets sera payable semestriellement au taux de 5,279 % par année jusqu'au 15 février 2029 et, par la suite, à un taux variable correspondant au taux des opérations de pension à un jour (*Canadian Overnight Repo Rate Average* ou CORRA) composé quotidiennement plus 1,80 % et sera payable trimestriellement. La Banque peut, à son gré et avec l'approbation préalable du BSIF, racheter ces billets à compter du 15 février 2029, en totalité ou en partie, à leur valeur nominale majorée de l'intérêt couru et impayé. Comme les billets à moyen terme respectent les exigences relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité, ils sont admissibles aux fins du calcul des fonds propres réglementaires selon les règles de Bâle III.

Note 12 – Capital-actions et autres instruments de capitaux propres

Actions et autres instruments de capitaux propres en circulation

	Au 30 avril 2024		Au 31 octobre 2023	
	Nombre d'actions ou de BCRL ⁽¹⁾	Actions ou BCRL \$	Nombre d'actions ou de BCRL	Actions ou BCRL \$
Actions privilégiées de premier rang				
Série 30	14 000 000	350	14 000 000	350
Série 32	12 000 000	300	12 000 000	300
Série 38	16 000 000	400	16 000 000	400
Série 40	12 000 000	300	12 000 000	300
Série 42	12 000 000	300	12 000 000	300
	66 000 000	1 650	66 000 000	1 650
Autres instruments de capitaux propres				
BCRL – Série 1	500 000	500	500 000	500
BCRL – Série 2	500 000	500	500 000	500
BCRL – Série 3	500 000	500	500 000	500
	1 500 000	1 500	1 500 000	1 500
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	67 500 000	3 150	67 500 000	3 150
Actions ordinaires au début de l'exercice	338 284 629	3 294	336 582 124	3 196
Émises au titre du régime d'options d'achat d'actions	1 626 599	103	1 678 321	95
Incidence des actions acquises ou vendues à des fins de négociation ⁽²⁾	144 483	16	31 975	3
Autres	–	–	(7 791)	–
Actions ordinaires à la fin de la période	340 055 711	3 413	338 284 629	3 294

(1) Billets de capital à recours limité (BCRL).

(2) Au 30 avril 2024, 171 208 actions sont vendues à découvert à des fins de négociation représentant un montant de 19 M\$ (26 725 actions vendues à découvert à des fins de négociation représentant un montant de 3 M\$ au 31 octobre 2023).

Note 12 – Capital-actions et autres instruments de capitaux propres (suite)

Dividendes déclarés et distributions sur les autres instruments de capitaux propres

	2024		Semestre terminé le 30 avril 2023	
	Dividendes ou intérêts \$	Dividendes par action	Dividendes ou intérêts \$	Dividendes par action
Actions privilégiées de premier rang				
Série 30	7	0,5031	7	0,5031
Série 32	6	0,4799	6	0,4799
Série 38	14	0,8784	14	0,8784
Série 40	9	0,7273	7	0,5750
Série 42	10	0,8820	7	0,6188
	46		41	
Autres instruments de capitaux propres				
BCRL – Série 1 ⁽¹⁾	10		10	
BCRL – Série 2 ⁽²⁾	10		10	
BCRL – Série 3 ⁽³⁾	19		19	
	39		39	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	85		80	
Actions ordinaires	720	2,1200	655	1,9400
	805		735	

(1) Les BCRL – Série 1 portent intérêt à un taux fixe de 4,30 % par année.

(2) Les BCRL – Série 2 portent intérêt à un taux fixe de 4,05 % par année.

(3) Les BCRL – Série 3 portent intérêt à un taux fixe de 7,50 % par année.

Rachat d'actions ordinaires

Le 12 décembre 2023, la Banque a débuté un programme d'offre publique de rachat à des fins d'annulation dans le cours normal de ses activités, visant jusqu'à concurrence de 7 000 000 d'actions ordinaires (représentant environ 2,1 % des actions ordinaires alors en circulation) au cours de la période de 12 mois se terminant le 11 décembre 2024. Le 12 décembre 2022, la Banque avait débuté un programme d'offre publique de rachat à des fins d'annulation dans le cours normal de ses activités, visant jusqu'à concurrence de 7 000 000 d'actions ordinaires (représentant environ 2,1 % des actions ordinaires alors en circulation) au cours de la période de 12 mois terminée le 11 décembre 2023. Tout rachat effectué par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto se fait au cours du marché. Les actions ordinaires peuvent également être rachetées par d'autres moyens autorisés par la Bourse de Toronto et la réglementation applicable, y compris par des ententes privées ou des programmes de rachat d'actions conformément à toute dispense émise par les autorités réglementaires en valeurs mobilières. Un achat privé fait aux termes d'une dispense délivrée par une autorité réglementaire en valeurs mobilières se fera à escompte par rapport au cours du marché en vigueur. Les montants qui sont versés en excédent de la valeur comptable moyenne des actions ordinaires sont imputés aux *Résultats non distribués*. Au cours des semestres terminés les 30 avril 2024 et 2023, la Banque n'a effectué aucun rachat d'actions ordinaires.

Note 13 – Informations sur le capital

La Banque ainsi que toutes les autres grandes banques canadiennes doivent maintenir des ratios minimaux de fonds propres établis par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), soit un ratio des fonds propres CET1 d'au moins 11,5 %, un ratio des fonds propres de catégorie 1 d'au moins 13,0 % et un ratio du total des fonds propres d'au moins 15,0 %. Tous ces ratios incluent une réserve de conservation des fonds propres de 2,5 % établie par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le BSIF, ainsi qu'une surcharge uniquement relative aux banques d'importance systémique intérieure (BISI) de 1,0 % et la réserve pour stabilité intérieure (RSI) établie par le BSIF de 3,5 %. La RSI, dont le niveau varie entre 0 % et 4,0 % de l'actif pondéré en fonction des risques, est constituée exclusivement de fonds propres CET1. Une BISI qui ne respecte pas cette réserve n'est pas automatiquement contrainte de réduire ses distributions de fonds propres, mais doit fournir un plan de mesures correctives au BSIF. La Banque doit également respecter les exigences du plancher des fonds propres calculé selon les approches standardisées de Bâle III. Le BSIF permet l'adoption progressive d'un coefficient de plancher sur une période de trois ans dont la valeur initiale était de 65,0 % au deuxième trimestre de 2023, puis qui augmente de 2,5 % par année pour atteindre 72,5 % à l'exercice 2026. Pour l'exercice 2024, le coefficient de plancher est établi à 67,5 %. Si l'exigence de fonds propres est inférieure à l'exigence liée au plancher des fonds propres après l'application du coefficient de plancher, la différence est ajoutée au total de l'actif pondéré en fonction des risques. Enfin, le BSIF exige que les BISI respectent un ratio de levier selon Bâle III d'au moins 3,5 %, qui comprend une réserve de fonds propres de catégorie 1 de 0,5 % applicable uniquement aux BISI.

Le BSIF exige également des BISI qu'elles maintiennent un ratio de capacité totale d'absorption des pertes (*Total Loss Absorbing Capacity* ou TLAC) fondé sur les risques d'au moins 25,0 % (incluant la RSI) de l'actif pondéré en fonction des risques et un ratio de levier TLAC d'au moins 7,25 %. La TLAC vise à faire en sorte qu'une BISI dispose d'une capacité d'absorption des pertes suffisante pour soutenir sa recapitalisation interne dans le cas peu probable où elle deviendrait non viable.

Au premier trimestre de 2024, la Banque a mis en œuvre les réformes finalisées telles qu'adoptées par le BSIF relativement aux règles révisées de fonds propres au titre du risque de marché, conformément à l'examen fondamental du portefeuille de négociation (EFPN) du CBCB, ainsi qu'aux révisions du cadre de risque lié à l'ajustement de l'évaluation de crédit (CVA).

Au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2024, la Banque a respecté toutes les exigences réglementaires imposées par le BSIF en matière de capital, de levier et de TLAC.

Capital réglementaire ⁽¹⁾, ratio de levier ⁽¹⁾ et TLAC ⁽²⁾

	Au 30 avril 2024	Au 31 octobre 2023
Fonds propres		
CET1	18 009	16 920
catégorie 1	21 159	20 068
total	22 702	21 056
Actif pondéré en fonction des risques	136 115	125 592
Exposition totale	484 467	456 478
Ratios des fonds propres		
CET1	13,2 %	13,5 %
catégorie 1	15,5 %	16,0 %
total	16,7 %	16,8 %
Ratio de levier	4,4 %	4,4 %
TLAC disponible	41 095	36 732
Ratio TLAC	30,2 %	29,2 %
Ratio de levier TLAC	8,5 %	8,0 %

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques, l'exposition totale, les ratios des fonds propres et le ratio de levier sont calculés selon les règles de Bâle III telles qu'énoncées dans les lignes directrices « Normes de fonds propres » et « Exigences de levier » du BSIF.

(2) La TLAC disponible, le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés selon la ligne directrice « Capacité totale d'absorption des pertes » du BSIF.

Note 14 – Paiements fondés sur des actions

Régime d'options d'achat d'actions

Au cours des trimestres terminés les 30 avril 2024 et 2023, la Banque n'a octroyé aucune option d'achat d'actions. Au cours du semestre terminé le 30 avril 2024, la Banque a octroyé 1 222 652 options d'achat d'actions (1 416 060 options d'achat d'actions au cours du semestre terminé le 30 avril 2023) d'une juste valeur moyenne de 13,74 \$ par option (14,76 \$ en 2023).

Au 30 avril 2024, il y avait 11 114 061 options d'achat d'actions en circulation (11 546 688 options d'achat d'actions au 31 octobre 2023).

La juste valeur moyenne des options octroyées a été évaluée, à la date d'attribution, à l'aide du modèle Black-Scholes. Les hypothèses utilisées aux fins comptables sont les suivantes.

	Semestre terminé le 30 avril	
	2024	2023
Taux d'intérêt hors risque	3,61 %	3,25 %
Durée de vie prévue des options	7 ans	7 ans
Volatilité prévue	22,29 %	23,13 %
Dividendes prévus	4,62 %	4,23 %

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2024, une charge de rémunération de 5 M\$ a été constatée à l'égard de ce régime (4 M\$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2023). Au cours du semestre terminé le 30 avril 2024, une charge de rémunération de 9 M\$ a été constatée à l'égard de ce régime (9 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2023).

Note 15 – Avantages du personnel – Régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

La Banque offre des régimes de retraite qui comportent un volet à prestations définies et un volet à cotisations définies. La Banque offre aussi d'autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi aux retraités admissibles. Le coût au titre de ces régimes, incluant les réévaluations comptabilisées dans les *Autres éléments du résultat global*, est présenté dans le tableau suivant.

Coût au titre des régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

	Trimestre terminé le 30 avril			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	2024	2023	2024	2023
Coût des services rendus au cours de la période	21	23	–	–
Frais (revenus) d'intérêts, montant net	(5)	(6)	2	1
Frais d'administration	1	1		
Charge pour le volet à prestations définies	17	18	2	1
Charge pour le volet à cotisations définies	5	3		
Charge comptabilisée dans le <i>Résultat net</i>	22	21	2	1
Réévaluations⁽¹⁾				
Écarts actuariels liés à l'obligation au titre des prestations définies	(233)	32	(3)	1
Rendement de l'actif des régimes ⁽²⁾	270	(37)		
Réévaluations comptabilisées dans les <i>Autres éléments du résultat global</i>	37	(5)	(3)	1
	59	16	(1)	2

	Semestre terminé le 30 avril			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	2024	2023	2024	2023
Coût des services rendus au cours de la période	41	46	–	–
Coût des services passés				
Frais (revenus) d'intérêts, montant net	(9)	(12)	3	3
Frais d'administration	2	2		
Charge pour le volet à prestations définies	34	36	3	3
Charge pour le volet à cotisations définies	9	4		
Charge comptabilisée dans le <i>Résultat net</i>	43	40	3	3
Réévaluations⁽¹⁾				
Écarts actuariels liés à l'obligation au titre des prestations définies	271	362	5	7
Rendement de l'actif des régimes ⁽²⁾	(253)	(301)		
Réévaluations comptabilisées dans les <i>Autres éléments du résultat global</i>	18	61	5	7
	61	101	8	10

(1) Les changements relatifs aux taux d'actualisation et au rendement des actifs des régimes sont revus et mis à jour trimestriellement. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour annuellement.

(2) Excluant les revenus d'intérêts.

Note 16 – Impôts sur le résultat

Avis de cotisation

En avril 2024, la Banque a reçu une nouvelle cotisation de l'Agence du revenu du Canada (ARC) pour des impôts supplémentaires et des intérêts pour un montant d'environ 110 M\$ (incluant les impôts provinciaux estimés et les intérêts) à l'égard de certains dividendes de source canadienne reçus par la Banque durant l'année d'imposition 2019.

Au cours des exercices antérieurs, la Banque avait reçu de nouvelles cotisations visant des impôts supplémentaires et des intérêts pour un montant d'environ 965 M\$ (incluant les impôts provinciaux et les intérêts) à l'égard de certains dividendes de source canadienne reçus par la Banque durant les années d'imposition 2012 à 2018.

Dans le cadre des nouvelles cotisations, l'ARC allègue que les dividendes ont été reçus dans le cadre d'un « mécanisme de transfert de dividendes ».

En octobre 2023, la Banque avait déposé un avis d'appel auprès de la Cour canadienne de l'impôt et l'affaire fait l'objet d'un litige. Il est possible que l'ARC établisse de nouvelles cotisations à l'égard de la Banque pour les années d'imposition subséquentes à 2019, pour certaines activités similaires à celles visées par les nouvelles cotisations précitées. La Banque demeure convaincue que sa position fiscale était appropriée et entend défendre sa position vigoureusement. Par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers consolidés au 30 avril 2024.

Mesures fiscales 2022 du gouvernement du Canada

Le 4 novembre 2022, le gouvernement du Canada avait déposé le projet de loi C-32 – *Loi portant exécution de certaines dispositions de l'énoncé économique de l'automne déposé au Parlement le 3 novembre 2022 et de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 7 avril 2022* pour mettre en œuvre des mesures fiscales applicables à certaines entités des groupes de banques et d'assureurs-vie, présentées dans son budget du 7 avril 2022. Ces mesures fiscales incluaient un dividende pour la relance au Canada (DRC), sous la forme d'un impôt ponctuel de 15 % basé sur le revenu imposable moyen des exercices 2021 et 2020 excédant 1 G\$, ainsi qu'une hausse du taux d'impôt prévu par la loi de 1,5 %. Le 15 décembre 2022, le projet de loi C-32 avait reçu la sanction royale. Ces mesures fiscales étant adoptées au 31 janvier 2023, une charge d'impôts de 32 M\$ au titre du DRC ainsi qu'une économie d'impôts de 8 M\$ en lien avec la hausse du taux d'impôt, qui comprenait l'impact lié aux impôts exigibles et différés de l'exercice 2022, avaient été comptabilisées dans les états financiers consolidés au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2023.

Propositions législatives

Le 30 novembre 2023, le gouvernement du Canada a déposé le projet de loi C-59 – *Loi portant exécution de certaines dispositions de l'énoncé économique de l'automne déposé au Parlement le 21 novembre 2023 et de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 28 mars 2023* pour mettre en œuvre des mesures fiscales applicables à la Banque. Ces mesures incluent le refus de la déduction pour dividendes reçus après 2023 sur les actions qui constituent des biens évalués à la valeur du marché pour fins fiscales (à l'exception des dividendes reçus sur les « actions privilégiées imposables » tel que défini dans la *Loi de l'impôt sur le revenu*), ainsi que l'application d'un impôt de 2 % de la valeur nette des capitaux propres rachetés à compter du 1^{er} janvier 2024. Bien que ces mesures fiscales ne soient pas quasi-adoptées à la date de présentation de l'information financière, les états financiers consolidés reflètent le refus de la déduction pour les dividendes visés par le projet de loi C-59 à compter du 1^{er} janvier 2024.

Le 2 mai 2024, le gouvernement du Canada a déposé le projet de loi C-69 – *Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 16 avril 2024*. Ce projet de loi inclut les règles du Pilier 2 (impôt minimum mondial) publiées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui seront applicables pour les exercices financiers ouverts à compter du 31 décembre 2023 (1^{er} novembre 2024 pour la Banque). À ce jour, les règles du Pilier 2 ont été incluses dans un projet de loi ou adoptées dans certaines juridictions où la Banque exerce ses activités. Les règles du Pilier 2 ne sont pas applicables pour le présent exercice financier et la Banque évalue actuellement son exposition à l'impôt sur le résultat découlant de ces règles.

Note 17 – Résultat par action

Le résultat dilué par action est calculé à partir du résultat net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, en tenant compte de l'effet de la dilution des options d'achat d'actions selon la méthode du rachat d'actions et de tout gain (perte) sur rachat d'actions privilégiées.

	Trimestre terminé le 30 avril		Semestre terminé le 30 avril	
	2024	2023 ⁽¹⁾	2024	2023 ⁽¹⁾
Résultat de base par action				
Résultat net attribuable aux actionnaires et aux détenteurs d'autres instruments de capitaux propres de la Banque	907	833	1 829	1 709
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	37	35	74	70
Résultat net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	870	798	1 755	1 639
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de base (<i>en milliers</i>)	339 558	337 497	339 111	337 241
Résultat de base par action (<i>en dollars</i>)	2,56	2,37	5,18	4,86
Résultat dilué par action				
Résultat net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	870	798	1 755	1 639
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de base (<i>en milliers</i>)	339 558	337 497	339 111	337 241
Ajustement au nombre moyen d'actions ordinaires (<i>en milliers</i>)				
Options d'achat d'actions ⁽²⁾	3 223	3 474	2 792	3 384
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation dilué (<i>en milliers</i>)	342 781	340 971	341 903	340 625
Résultat dilué par action (<i>en dollars</i>)	2,54	2,34	5,13	4,81

(1) Certains montants ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés.

(2) Pour les trimestres et les semestres terminés les 30 avril 2024 et 2023, le prix de levée des options étant inférieur au cours moyen des actions ordinaires de la Banque, aucune option n'a été exclue du calcul du résultat dilué par action.

Note 18 – Informations sectorielles

La Banque exerce ses activités dans les quatre secteurs d'exploitation définis ci-dessous, et les autres activités sont regroupées à des fins de présentation dans la rubrique *Autres*. Chaque secteur se distingue par le service offert, le type de clientèle visé et la stratégie de commercialisation mise en place. La présentation des informations sectorielles est conforme à la présentation que la Banque a adoptée pour l'exercice qui a débuté le 1^{er} novembre 2023. Cette présentation tient compte de la mise en application de manière rétrospective des modifications de méthodes comptables en lien avec l'adoption de la norme IFRS 17. Les données relatives pour les trimestres de 2023 ont été ajustées afin de refléter ces modifications de méthodes comptables.

Particuliers et Entreprises

Le secteur des Particuliers et Entreprises regroupe les activités de services bancaires, de financement et d'investissement offerts aux particuliers, aux conseillers et aux entreprises ainsi que les activités d'assurances.

Gestion de patrimoine

Le secteur de Gestion de patrimoine regroupe les solutions de placements, de services fiduciaires, de services bancaires, de services de crédit et d'autres solutions de gestion de patrimoine offertes par l'entremise des réseaux de distribution internes et de tiers.

Marchés financiers

Le secteur des Marchés financiers comprend les services financiers et les services de banque d'investissement aux grandes entreprises ainsi que les solutions financières à une clientèle composée de moyennes et grandes entreprises, d'organismes du secteur public et d'investisseurs institutionnels.

Financement spécialisé aux États-Unis et International (FSEU&I)

Le secteur FSEU&I regroupe l'expertise en financement spécialisé offerte par la filiale Credigy, les activités de la filiale ABA Bank qui offre des produits et services financiers à des particuliers et à des entreprises au Cambodge, ainsi que des investissements ciblés dans certains marchés émergents.

Autres

Cette rubrique regroupe les activités de trésorerie, la gestion des liquidités, le financement de la Banque, la gestion de l'appariement du bilan, les activités de la filiale Flinks, une fintech spécialisée dans l'agrégation et la distribution de données financières, certains éléments particuliers ainsi que la portion non allouée des services centralisés.

Trimestre terminé le 30 avril ⁽¹⁾												
	Particuliers et Entreprises		Gestion de patrimoine		Marchés financiers		FSEU&I		Autres		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Revenu net d'intérêts ⁽²⁾	870	802	203	190	(659)	(212)	318	269	(97)	(167)	635	882
Revenus autres que d'intérêts ⁽²⁾	261	265	480	427	1 425	884	32	16	(83)	(28)	2 115	1 564
Revenu total	1 131	1 067	683	617	766	672	350	285	(180)	(195)	2 750	2 446
Frais autres que d'intérêts	612	589	400	372	312	283	108	98	40	20	1 472	1 362
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts	519	478	283	245	454	389	242	187	(220)	(215)	1 278	1 084
Dotations aux pertes de crédit	89	37	–	–	11	19	37	26	1	3	138	85
Résultat avant charge (économie) d'impôts	430	441	283	245	443	370	205	161	(221)	(218)	1 140	999
Charge (économie) d'impôts ⁽²⁾	119	121	78	67	121	102	42	33	(126)	(156)	234	167
Résultat net	311	320	205	178	322	268	163	128	(95)	(62)	906	832
Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)	(1)	(1)
Résultat net attribuable aux actionnaires et aux détenteurs d'autres instruments de capitaux propres de la Banque	311	320	205	178	322	268	163	128	(94)	(61)	907	833
Actif moyen ⁽³⁾	156 736	147 316	8 963	8 518	194 158	172 361	27 402	22 562	67 777	70 458	455 036	421 215
Actif total	159 359	148 844	9 369	8 699	183 123	168 164	28 156	23 243	61 683	68 664	441 690	417 614

Semestre terminé le 30 avril ⁽¹⁾												
	Particuliers et Entreprises		Gestion de patrimoine		Marchés financiers		FSEU&I		Autres		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Revenu net d'intérêts ⁽⁴⁾	1 740	1 627	401	398	(1 177)	(303)	619	568	(197)	(309)	1 386	1 981
Revenus autres que d'intérêts ⁽⁴⁾	545	544	942	856	2 698	1 664	57	36	(168)	(73)	4 074	3 027
Revenu total	2 285	2 171	1 343	1 254	1 521	1 361	676	604	(365)	(382)	5 460	5 008
Frais autres que d'intérêts	1 227	1 182	790	736	625	570	208	196	71	68	2 921	2 752
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts	1 058	989	553	518	896	791	468	408	(436)	(450)	2 539	2 256
Dotations aux pertes de crédit	160	98	–	–	28	10	73	61	(3)	2	258	171
Résultat avant charge (économie) d'impôts	898	891	553	518	868	781	395	347	(433)	(452)	2 281	2 085
Charge (économie) d'impôts ⁽⁴⁾⁽⁵⁾	248	245	152	142	238	215	82	72	(267)	(297)	453	377
Résultat net	650	646	401	376	630	566	313	275	(166)	(155)	1 828	1 708
Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)	(1)	(1)
Résultat net attribuable aux actionnaires et aux détenteurs d'autres instruments de capitaux propres de la Banque	650	646	401	376	630	566	313	275	(165)	(154)	1 829	1 709
Actif moyen ⁽³⁾	155 874	146 714	8 834	8 521	192 280	172 819	26 706	22 076	65 089	72 981	448 783	423 111
Actif total	159 359	148 844	9 369	8 699	183 123	168 164	28 156	23 243	61 683	68 664	441 690	417 614

- Certains montants comparatifs ont été ajustés à la suite de modifications de méthodes comptables relatives à l'adoption de l'IFRS 17. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux présents états financiers consolidés.
- Le *Revenu net d'intérêts*, les *Revenus autres que d'intérêts* et la *Charge (économie) d'impôts* des secteurs d'exploitation sont présentés en équivalent imposable. L'équivalent imposable est une méthode de calcul qui consiste à ajuster certains revenus à taux d'imposition moindre, en les majorant de l'impôt à un niveau permettant de les rendre comparables aux revenus provenant de sources imposables au Canada. Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2024, pour l'ensemble des secteurs, le *Revenu net d'intérêts* a été majoré de 14 M\$ (76 M\$ en 2023), les *Revenus autres que d'intérêts* ont été majorés de 73 M\$ (56 M\$ en 2023) et un montant équivalent est constaté à la *Charge (économie) d'impôts*. L'effet de ces ajustements est reversé dans la rubrique *Autres*. À la lumière du projet de loi concernant les dividendes canadiens, la Banque n'a pas comptabilisé de déduction d'impôts sur le résultat ni utilisé la méthode de l'équivalent imposable pour ajuster les revenus liés aux dividendes visés, reçus après le 1^{er} janvier 2024 (pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 16).
- Représente la moyenne des soldes quotidiens de la période et c'est sur cette base que l'actif sectoriel est présenté aux secteurs d'exploitation.
- Au cours du semestre terminé le 30 avril 2024, pour l'ensemble des secteurs, le *Revenu net d'intérêts* a été majoré de 51 M\$ (154 M\$ en 2023), les *Revenus autres que d'intérêts* ont été majorés de 146 M\$ (108 M\$ en 2023) et un montant équivalent est constaté à la *Charge (économie) d'impôts*. L'effet de ces ajustements est reversé dans la rubrique *Autres*. À la lumière du projet de loi concernant les dividendes canadiens, la Banque n'a pas comptabilisé de déduction d'impôts sur le résultat ni utilisé la méthode de l'équivalent imposable pour ajuster les revenus liés aux dividendes visés, reçus après le 1^{er} janvier 2024 (pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 16).
- Au cours du semestre terminé le 30 avril 2023, la Banque avait enregistré une charge d'impôts de 32 M\$ au titre du dividende pour la relance au Canada, sous la forme d'un impôt ponctuel de 15 % basé sur le revenu imposable moyen des exercices 2021 et 2020 excédant 1 G\$, ainsi qu'une économie d'impôts de 8 M\$ en lien avec la hausse du taux d'impôt prévu par la loi de 1,5 %, qui comprenait l'impact lié aux impôts exigibles et différés de l'exercice 2022. Ces éléments avaient été enregistrés dans la rubrique *Autres*. Pour de plus amples renseignements sur ces mesures fiscales, se reporter à la note 16.

Renseignements pour les actionnaires et investisseurs

Relations investisseurs

Les analystes financiers et les investisseurs qui souhaitent obtenir des informations financières concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service des Relations investisseurs.

800, rue Saint-Jacques, 33^e étage

Montréal (Québec) H3C 1A3

Sans frais : 1 866 517-5455

Adresse électronique : relationsinvestisseurs@bnc.ca

Internet : bnc.ca/relationsinvestisseurs

Communications et Responsabilité sociale d'entreprise

800, rue Saint-Jacques, 28^e étage

Montréal (Québec) H3C 1A3

Téléphone : 514 394-8644

Adresse électronique : ap@bnc.ca

Dates de publication des rapports trimestriels pour l'exercice 2024

(sous réserve d'approbation du conseil d'administration de la Banque)

Premier trimestre	28 février
Deuxième trimestre	29 mai
Troisième trimestre	28 août
Quatrième trimestre	4 décembre

Divulgaration des résultats du deuxième trimestre de 2024

Conférence téléphonique

- Une conférence téléphonique pour les analystes et investisseurs institutionnels aura lieu le mercredi 29 mai 2024 à 13 h 00 HAE.
- Accès par téléphone en mode écoute seulement : 1 800 898-3989 ou 514 392-1587. Le code d'accès est le 6523243#.
- L'enregistrement téléphonique archivé sera accessible jusqu'au 23 août 2024 en composant le 1 800 408-3053 ou le 905 694-9451. Le code d'accès est le 8431044#.

Diffusion de l'appel sur Internet

- La conférence téléphonique sur les résultats sera diffusée en direct via Internet à l'adresse bnc.ca/relationsinvestisseurs.
- Une version archivée de la conférence sera disponible après la fin de l'appel sur le site Internet de la Banque Nationale.

Documents financiers

- Le Rapport aux actionnaires (qui inclut les états financiers consolidés trimestriels) est en tout temps disponible sur le site Internet de la Banque Nationale à l'adresse bnc.ca/relationsinvestisseurs.
- Le Rapport aux actionnaires, les informations financières complémentaires, les informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires et informations du Pilier 3, ainsi que la présentation seront disponibles sur le site Internet de la Banque Nationale à la page des Relations investisseurs, le matin de la conférence téléphonique.

Agent des transferts et registraire

Pour des renseignements relatifs aux transferts d'actions, aux changements d'adresse, aux dividendes, à la perte de certificat d'actions, aux formulaires d'impôts et aux transferts de succession, les actionnaires inscrits sont priés de communiquer avec l'agent des transferts Société de fiducie Computershare du Canada dont l'adresse et le numéro de téléphone apparaissent ci-après.

Société de fiducie Computershare du Canada

Service aux actionnaires

100, avenue University, 8^e étage

Toronto (Ontario) M5J 2Y1

Téléphone : 1 888 838-1407

Télécopieur : 1 888 453-0330

Adresse électronique : service@computershare.com

Internet : computershare.com

Les actionnaires dont les actions sont détenues par l'entremise d'un intermédiaire de marchés sont priés, quant à eux, de communiquer avec ce dernier.

Dépôt direct des dividendes

Les actionnaires peuvent, au moyen d'un transfert électronique de fonds, faire déposer leurs dividendes directement au crédit de tout compte détenu auprès d'une institution membre de l'Association canadienne des paiements. Pour ce faire, il suffit d'en faire la demande par écrit à l'adresse de Société de fiducie Computershare du Canada, agent des transferts.

Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions

La Banque offre aux détenteurs de ses actions ordinaires et privilégiées de participer à son Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions, régime qui leur permet d'acquérir des actions ordinaires de la Banque sans payer de commission ni de frais d'administration. L'acquisition d'actions ordinaires par les participants s'effectue au moyen du réinvestissement des dividendes en espèces versés sur les actions qu'ils détiennent, ou bien en effectuant des versements en espèces facultatifs d'un montant minimal de 1 \$ par versement, jusqu'à concurrence de 5 000 \$ par trimestre.

Pour de plus amples renseignements, les actionnaires sont priés de communiquer avec le registraire et agent des transferts de la Banque, Société de fiducie Computershare du Canada, au numéro 1 888 838-1407. Les porteurs d'actions ordinaires véritables ou non inscrits de la Banque doivent s'adresser à leur institution financière ou à leur courtier pour adhérer à ce régime.

Dividendes

Les dividendes versés par la Banque constituent des « dividendes déterminés » conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).